



**RAPPORT ANNUEL
DE LA BANQUE
DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**B
R
B**

Exercice 2018

RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

EXERCICE 2018

CONSEIL GENERAL

A. Le Comité de Direction



WAGARA Melchior
Premier Vice-Gouverneur



CIZA Jean
Gouverneur



SENDAZIRASA Annonciata
Deuxième Vice-Gouverneur

B. Les autres membres du Conseil Général



RUGERINYANGE
Eloi



NZOPFABARUSHE
Melchiade



NSHIMIRIMANA
Florence



NIMBONA
Léon



NGENDAKUMANA
Jacques

MISSIONS¹ DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

1. Définir et mettre en oeuvre la politique monétaire ;
2. Définir et mettre en oeuvre le régime de change ;
3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;
4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
5. Emettre les billets de banque et les pièces de monnaie ;
6. Promouvoir un système financier stable et solide ;
7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;
8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

VISION

«Etre une Banque Centrale moderne dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise».

¹ Statuts de la BRB, article 7

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2018
DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ADRESSEE
A SON EXCELLENCE MONSIEUR**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL GENERAL**



***Excellence Monsieur le Président de la
République du Burundi,***

La cinquante-cinquième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2018.

Le rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les principales activités réalisées par la Banque au cours de l'année 2018.

L'activité économique mondiale a légèrement fléchi au cours de l'année 2018, le taux de croissance s'est établi à 3,6 contre 3,7% enregistré en 2017. Ce fléchissement de l'activité économique mondiale est principalement expliqué par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et le resserrement des conditions financières internationales liées à la normalisation progressive de la politique monétaire dans les principaux pays avancés.

Par conséquent, la croissance du commerce mondial a nettement ralenti (3,8 contre 5,4%), en rapport notamment avec la réduction des importations américaines en provenance de la Chine due au relèvement des droits de douanes.

Dans les pays avancés, la croissance a légèrement ralenti, s'établissant à 2,2 contre 2,3%, en liaison principalement avec les craintes d'un BREXIT sans accord qui ont freiné l'investissement dans la Zone euro, les nouvelles normes d'émission du Carbone qui ont pénalisé l'industrie automobile en Allemagne et la baisse des dépenses de consommation en France suite aux manifestations publiques.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a décéléré (4,5 contre 4,7% en 2017), en rapport notamment avec le ralentissement de l'activité en Chine (6,6 contre 6,9% en 2017) lié à l'affaiblissement de la demande d'importations qui a beaucoup affecté ses exportations vers les Etats-Unis.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a légèrement augmenté (3,0 contre 2,9% en 2017), en raison notamment des flux importants de capitaux, de la hausse des prix des produits de base et de l'augmentation des investissements.

L'inflation mondiale est restée modérée pour la plupart des pays, en dépit de l'augmentation des cours des produits pétroliers. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est fixé à 2,0 contre 1,7% en 2017, en rapport avec la hausse des prix des produits pétroliers. Par contre, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement

augmenté, se situant à 4,8 contre 4,3% en 2017, en raison de la hausse des prix à la consommation en Russie, de la montée des prix des denrées alimentaires en Inde et de la persistance d'anticipations inflationnistes élevées en Argentine.

Les craintes des marchés financiers se sont accentuées au début de l'année 2018 suite à l'annonce du durcissement des conditions financières par la Réserve Fédérale Américaine. Néanmoins, l'adoption de politiques monétaires plus accommodantes par les banques centrales de certains pays avancés vers la fin de l'année 2018, combinée avec l'accord probable sur les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, ont rassuré les marchés financiers.

Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), le dynamisme de l'activité économique s'est poursuivi (6,30 contre 5,60% en 2017), grâce à la bonne production agricole liée notamment aux bonnes conditions climatiques qui ont prévalu en 2018, aux investissements en infrastructures et au dynamisme enregistré dans le secteur des services particulièrement le transport, l'information et les télécommunications.

Au niveau national, l'activité économique a poursuivi son amélioration en 2018 par rapport à 2017 (3,8 contre 3,6%), en liaison avec de bonnes performances enregistrées dans les secteurs primaire (2,4 contre -1,2%) et secondaire (3,4 contre 0,3%). Toutefois, l'activité économique a décéléré dans le secteur tertiaire (4,7 contre 9,3%).

L'amélioration de l'activité dans le secteur primaire a principalement concerné l'agriculture vivrière (2,1 contre -0,8%) et celle d'exportation (4,5 contre -0,6%).

Dans le secteur secondaire, l'amélioration a notamment porté sur les extractions de minerais (20,0 contre 8,0%), les industries manufacturières (4,8 contre -2,0%) et les industries du textile (2,0 contre -62,9%).

La décélération dans le secteur tertiaire est essentiellement liée au ralentissement enregistré dans le commerce (3,0 contre 12,4%), dans la branche « hébergement et autres services marchands » (2,0 contre 16,3%) ainsi que dans la branche « santé et action sociale » (11,5 contre 24,5%).

Au cours de l'année 2018, l'indice des prix à la consommation a sensiblement baissé et l'économie a enregistré une déflation. Le taux d'inflation s'est établi à -2,6 contre 16,1% enregistré en 2017, en raison d'une diminution des prix des produits alimentaires (-11,0 contre 24,3%) et d'une légère décélération des prix des produits non alimentaires (7,8 contre 7,9 %).

La balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (solde du compte courant + solde du compte de capital) plus important que celui de 2017 (434.758,5 contre 354.771,4 MBIF). Cette aggravation du besoin de financement est attribuable à la baisse de l'excédent du compte de capital (211.043,6 contre 290.724,1 MBIF) pendant que le déficit du compte courant s'est presque stabilisé (-645.802,1 contre -645.495,5 MBIF). En pourcentage du PIB, ce déficit représente 10,7% en 2018, contre 11,6% en 2017.

Le déficit du compte courant est resté au même niveau que celui de l'année précédente suite à la hausse du déficit des biens (-884.170,4

contre -821.532,2 MBIF) compensée par l'amélioration des soldes des services (-220.815,9 contre -240.642,6 MBIF) et des revenus secondaires (448.305,7 contre 417.147,2 MBIF). La baisse de l'excédent du compte de capital est liée à la diminution des dons projets octroyés aux administrations publiques (211.336,6 contre 292.005,1 MBIF).

Le solde déficitaire du compte financier s'est aggravé (-416.474,9 contre -326.043,5 MBIF), principalement en rapport avec la détérioration du solde déficitaire des autres investissements sous formes de crédits commerciaux (-361.169,7 contre -345.090,1 MBIF) et la variation des avoirs de réserves de -53.551,3 contre une amélioration de 19.576,6 MBIF enregistrée en 2017.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire a augmenté par rapport à celui de l'année précédente (-264.213,6 contre -246.820,4 MBIF). Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est stabilisé à 4,4%.

L'encours de la dette publique s'est accru de 13,5%, s'établissant à 2.753,5 contre 2.426,1 Mds de BIF en 2017. Cette augmentation a principalement concerné la dette intérieure (+17,6%) et, dans une moindre mesure, la dette extérieure (+4,8%). Rapportée au PIB, la dette publique totale s'est accrue, passant de 43,6 à 45,8% en 2018. L'augmentation de la dette intérieure (+17,6%) est essentiellement liée à l'accroissement de l'endettement de l'Etat auprès des banques commerciales (+277.065,3 MBIF), l'endettement auprès de la Banque Centrale ayant diminué de 15.099,6 MBIF.

La progression de la dette extérieure (+4,8%) a résulté des tirages (41.254,6 MBIF) et des plus-values de réévaluation (8.056,7 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette en principal (11.944,6 MBIF).

Au cours de l'année 2018, la Banque de la République du Burundi a poursuivi la politique monétaire accommodante pour soutenir davantage la reprise de l'activité économique. D'autres nouvelles mesures de politique monétaire ont été annoncées en novembre 2018, consistant à alléger les conditions de refinancement pour relancer le crédit aux secteurs porteurs de croissance.

La masse monétaire (M3) a augmenté de 19,9%, passant de 1.499,5 à 1.797,5 Mds de BIF. Cette hausse a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (+285.032,1 MBIF ou +21,3%) et les dépôts en devises des résidents (+12.923,9 MBIF ou +8,1%). S'agissant des composantes de M2, leur accroissement a concerné les dépôts à vue (+182.399,5 MBIF ou +24,9%), les avoirs à terme et d'épargne (+70.534,5 MBIF ou +20,4%) et la circulation fiduciaire hors banques (+32.098,1 MBIF ou +12,2%).

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, le crédit intérieur a augmenté de 18,2%, passant de 2.004,9 à 2.369,5 Mds de BIF, en rapport avec l'expansion des créances nettes sur l'Etat (+20,3%) et des créances sur l'économie (+15,65%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué de 32,7%.

La liquidité de l'économie s'est accrue de 16,4 contre 26,2% en 2017, passant de 1.742,9 à 2.029,0 Mds de BIF. Le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB a augmenté, s'établissant à 31,3 contre 28,8%.

De même, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la dépense intérieure brute s'est accru, passant de 24,0 à 26,5%.

Au cours de l'année 2018, le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé, avec un niveau des fonds propres suffisants pour contrebalancer les risques inhérents à son activité. Ce secteur est resté rentable avec un résultat net de 61.551,3 contre 37.018,4 MBIF en 2017. Le Produit Net Bancaire a augmenté de 17,6%, passant de 180.111,1 MBIF à 211.722,2 MBIF d'une année à l'autre. La rentabilité des fonds propres et celle des actifs se sont accrues, s'établissant à 22,5 contre 16,7% et 2,4 contre 2,2% respectivement.

Les projections pour l'année 2019 montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer davantage au Burundi, avec un taux de croissance qui passerait de 3,8 à 4,1% d'une année à l'autre, en liaison avec l'amélioration de la production dans les secteurs primaire et secondaire. Toutefois, l'activité économique pourrait légèrement décélérer dans le secteur des services.

La croissance dans le secteur primaire (5,2 contre 2,4%) serait liée aux bonnes performances de l'agriculture vivrière (5,1 contre 2,1%) et celles de l'agriculture d'exportation (8,1 contre 4,5%).

Au niveau du secteur secondaire, la production pourrait progresser (6,1 contre 3,4%), en rapport avec l'amélioration de l'activité des industries extractives (25,0 contre 20,0%), des industries alimentaires (5,6 contre 1,5%) et des industries manufacturières (6,0 contre 4,8%).

Dans le secteur tertiaire, l'activité économique pourrait décélérer (2,8 contre 4,7%), en rapport avec le ralentissement de l'activité dans l'administration publique (6,9 contre 7,5%) et dans le domaine de la santé et action sociale (5,1 contre 11,5%).

Pour soutenir l'activité économique dans le cadre de la modernisation et de la diversification de l'économie nationale, la Banque de la République du Burundi envisage la mise en œuvre d'une politique monétaire plus active dans le financement des secteurs porteurs de croissance, conformément aux

nouvelles mesures prises en 2018, afin de contribuer à l'amélioration du potentiel de la croissance économique du pays.

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie de bien vouloir agréer, Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, l'assurance de ma Plus Haute Considération.

Jean CIZA



GOUVERNEUR.

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2018.....	v
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	x

PREMIERE PARTIE: ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	1
I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE	3
I.2. INFLATION MONDIALE	4
I.3. MARCHES FINANCIERS.....	5
I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	5
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	6
II.1. PRODUCTION ET PRIX.....	6
II.1.1. Production	6
II.1.2. Evolution de l'inflation	17
II.2. BALANCE DES PAIEMENTS.....	19
II.2.1. Transactions courantes	20
II.2.2. Compte de capital.....	25
II.2.3. Compte d'opérations financières.....	26
II.3. FINANCES PUBLIQUES	27
II.3.1. Recettes et dons	27
II.3.2. Dépenses.....	29
II.3.3. Solde global et financement	30
II.3.4. Dette publique	30
II.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....	35
II.4.1. Situation monétaire	35
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire	38
II.4.3. Liquidité de l'économie	39
II.4.4. Activités du secteur bancaire.....	41
II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	41
II.4.6. Activités et solidité du secteur de la microfinance	43
II.4.7. Crédits à l'économie.....	43
II.4.8. Taux d'intérêts bancaire	45

DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE	49
III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS.....	49
III.1.1. Objectif de politique monétaire	49
III.1.2. Instruments de politique monétaire.....	49

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire.....	50
III.2. MARCHÉ DES CHANGES ET TAUX DE CHANGE	51
III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT.....	54
III.3.1. Circulation fiduciaire	54
III.3.2. Systèmes des paiements.....	54
III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES	55
III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire.....	55
III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière.....	55
III.4.3. Supervision de la microfinance.....	56
III.4.4. Supervision des bureaux de change	56
III.4.5. Supervision des Etablissements de paiement.....	56
III.4.6. Inclusion financière	56
III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE.....	57
III.6. PROJETS DE LA BANQUE	58
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement	58
III.6.2. Projet de Développement du marché financier	60
III.6.3. Projet Système d'Information Bancaire.....	60
III.7. INTEGRATION REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE	61
III.7.1. Communauté Est Africaine	61
III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe.....	62
III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines	63
III.7.4. Coopération avec le Fonds Monétaire International.....	63
III.8. AUTRES ACTIVITES	
IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE	65
IV.1. CONSEIL GENERAL.....	65
IV.2. COMITE DE DIRECTION.....	65
IV.3. ORGANES DE CONTROLE.....	65
IV.4. GESTION DES RISQUES	66
IV.5. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE	67
IV.6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	67
IV.6.1. Effectif du personnel	67
IV.6.2. Politique sociale	68
IV.6.3. Formation	68
CONCLUSION GENERALE	69
ANNEXES	71

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)	7
Graphique 2 : Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb).....	10
Graphique 3 : Evolution du taux d'inflation annuel.....	17
Graphique 4 : Principales recettes fiscales (en Mds de BIF).....	29
Graphique 5 : Structure des dépenses courantes (en %).....	30
Graphique 6 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF).....	33
Graphique 7 : Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF).....	36
Graphique 8 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens.....	45
Graphique 9 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période).....	52
Graphique 10 : Nombre de paiements réglés dans le système ATS.....	58
Graphique 11 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds de BIF).....	59
Graphique 12 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories	67
Graphique 13 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge	68

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance de la production et du commerce dans le monde (en %)	3
Tableau 2 : Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)	6
Tableau 3 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi	6
Tableau 4 : Principales productions vivrières (en T).....	8
Tableau 5 : Evolution de la production de poissons (en T).....	9
Tableau 6 : Evolution de l'effectif du cheptel.....	9
Tableau 7 : Production du café arabica par campagne à fin décembre 2018 (en T).....	10
Tableau 8 : Production de coton (en T) et superficies exploitées (en Ha) par région	11
Tableau 9 : Production de thé (en T).....	12
Tableau 10 : Vente de thé sec.....	12
Tableau 11 : Indice pondéré de la production industrielle.....	13
Tableau 12 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura.....	15
Tableau 13 : Ressources et Emplois	16
Tableau 14 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB.....	16
Tableau 15 : Epargne nationale brute en Mds de BIF	17
Tableau 16 : Evolution du taux d'inflation par composantes (en %)	18
Tableau 17 : Balance des paiements (en MBIF).....	19
Tableau 18 : Exportations de marchandises	20
Tableau 19 : Importations de marchandises	21
Tableau 20 : Ventilation géographique des échanges de biens	22
Tableau 21 : Exportation des invisibles (en MBIF).....	23
Tableau 22 : Importations de invisibles (en MBIF).....	24
Tableau 23 : Revenus secondaires (en MBIF)	25
Tableau 24 : Compte de capital (en MBIF)	25
Tableau 25 : Compte d'opérations financières (en MBIF)	26
Tableau 26 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)	27
Tableau 27 : Recettes et Dons (en MBIF)	28
Tableau 28 : Structure de la dette publique (en MBIF)	31
Tableau 29 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)	32

Tableau 30 : Dette extérieure (en MBIF).....	32
Tableau 31 : Service de la dette publique (en MBIF).....	34
Tableau 32 : Situation monétaire (en MBIF).....	35
Tableau 33 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %).....	35
Tableau 34 : Dépôts par détenteurs à fin d'année (en MBIF).....	37
Tableau 35 : Avoirs et engagements extérieurs	38
Tableau 36 : Variations annuelles des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)	39
Tableau 37 : Composantes de la liquidité de l'économie.....	39
Tableau 38 : Taux de liquidité de l'économie.....	40
Tableau 39 : Evolution des ressources et des emplois.....	41
Tableau 40 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	42
Tableau 41 : Encours des crédits à l'économie (en MBIF).....	44
Tableau 42 : Evolution des crédits du secteur bancaire par branche d'activité (en MBIF).....	45
Tableau 43 : Cours de change de fin de période des principales monnaies (en unités de BIF)	52
Tableau 44 : Cours de change moyen des principales monnaies (en BIF).....	52
Tableau 45 : Taux de change effectif du franc Burundi	53
Tableau 46 : Evolution des critères de convergence au Burundi	62

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: Automated Clearing House
AfSS	: Afrique Subsaharienne
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
ATS	: Automated Transfer System
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasseries et Limonaderies du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: Cost Insurance and Freight
CNY	: Yuan chinois
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
Cts/lb	: Centime de Dollar la Livre
CSD	: Central Securities Depository
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
EAPS	: East African Payment System
EMF	: Etablissements de Microfinance
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
FED	: Federal Reserve
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FV	: Feuilles Vertes

FW	: Fully Washed
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IMF	: Institutions de Microfinance
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
ISO	: International Standard Organization
JPY	: Yen japonais
Kg	: Kilogramme
M2	: Masse Monétaire au sens strict
M3	: Masse Monétaire au sens large
MAC	: Monetary Affairs Committee
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MPME	: Micros, Petites et Moyennes Entreprises
MUSD	: Millions de Dollar Américain
MW	: Méga Watt
OBPE	: Office Burundais de la Protection de l'Environnement
OBR	: Office Burundais des Recettes
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNSADR-IM	: Programme National pour la Sécurité Alimentaire pour le Développement Rural de l'Imbo et du Moso
PRODEFI	: Programme de Développement des Filières

PROTHEM	: Promotion de la Théiculture en province MWARO
REGIDESO	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Régie Nationale des Postes
ROA	: Return On Assets
ROE	: Return On Equity
RP	: Route Provinciale
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIB	: Système d'Information Bancaire
SIP	: Société Immobilière Publique
T	: Tonnes
USD	: Dollar Américain

PREMIERE PARTIE:

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE

La croissance de l'économie mondiale a légèrement ralenti en 2018 par rapport à 2017 (3,6 contre 3,7%), notamment à cause des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et le resserrement des conditions financières internationales liées à la normalisation progressive de la politique

monétaire dans les principaux pays avancés. A l'exception des Etats-Unis et de l'Inde, ce ralentissement a été généralisé dans les pays avancés (2,2 contre 2,3%) et dans les pays émergents et en développement (4,5 contre 4,7%).

Tableau 1 : Taux de croissance de la production et du commerce dans le monde (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018
I. Production mondiale	3,6	3,4	3,2	3,7	3,6
I.1. Pays Avancés	2,1	2,2	1,7	2,3	2,2
Etats-Unis	2,6	2,9	1,5	2,2	2,9
Zone Euro	1,3	2,0	1,8	2,4	1,8
Japon	0,3	1,1	1,0	1,7	0,8
Royaume-Uni	3,1	2,2	1,9	1,7	1,4
I.2. Pays émergents et en développement	4,7	4,3	4,4	4,7	4,5
Communauté des Etats Indépendants	1,1	-2,2	0,4	2,3	2,8
Pays émergents et en développement d'Asie	6,8	6,8	6,4	6,5	6,4
dont : Chine	7,3	6,9	6,7	6,9	6,6
Inde	7,5	8,0	7,1	6,7	7,1
Pays émergents et en développement d'Europe	3,9	4,7	3,1	6,0	3,6
Amérique latine et Caraïbes	1,2	0,1	-0,9	1,2	1,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,6	2,6	5,1	1,3	1,8
Afrique Subsaharienne	5,1	3,4	1,4	2,9	3,0
dont: Nigeria	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9
Afrique du Sud	1,7	1,3	0,3	1,3	0,8
II. Volume du Commerce mondial (biens et services)	3,8	2,8	2,3	5,4	3,8

Source: FMI, Perspectives et Politiques économiques mondiales, avril 2019

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est affermie (2,9 contre 2,2%), notamment en raison de la politique budgétaire expansionniste qui a amélioré la demande intérieure. Dans la Zone euro, l'activité économique a décéléré (1,8 contre 2,4%) suite

aux craintes du BREXIT² sans accord qui ont freiné l'investissement dans cette zone, aux difficultés dans le secteur automobile en Allemagne et aux manifestations publiques qui ont perturbé le commerce de détail en France.

² BREXIT : La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Au Japon, l'activité économique a décéléré (0,8 contre 1,7%), principalement en raison des catastrophes naturelles qui ont impacté négativement le secteur industriel.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique a été essentiellement freinée par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et le durcissement des conditions financières internationales. En Chine, la croissance économique (6,6 contre 6,9%) a été affectée par la réduction de la demande d'importations suite au relèvement des droits de douanes par les Etats-Unis. En revanche, l'activité économique s'est améliorée en Inde (7,1 contre 6,7%) suite au dynamisme de la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est légèrement améliorée (3,0 contre 2,9%), notamment en raison des flux importants de capitaux, de la hausse des prix des produits de base et surtout celle des investissements dont la contribution au PIB³ est passée de 14% en 2015 à 48% en 2018.

Le rythme de croissance du commerce mondial a sensiblement décéléré (3,8 contre 5,4%), en rapport avec la réduction des importations américaines en provenance de la Chine due au relèvement des droits de douanes et du resserrement des conditions monétaires dans les pays développés.

I.2. INFLATION MONDIALE

En 2018, l'inflation mondiale est restée modérée en dépit de la remontée des prix des produits pétroliers et de l'impact des politiques monétaires plus accommodantes adoptées par la plupart des principaux pays avancés.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation a été de 2,0% en 2018 contre 1,7% en 2017 en raison de la hausse des prix des produits de base.

Aux États-Unis, les prix à la consommation ont légèrement progressé (2,4 contre 2,1%), suite notamment à l'augmentation de la consommation intérieure résultant de la relance budgétaire et de l'amélioration de l'emploi.

Dans la Zone euro, l'inflation a également progressé par rapport à l'année précédente (1,8 contre 1,5%). L'inflation a légèrement augmenté au Japon (1,0 contre 0,5%) mais elle est restée en dessous de l'objectif de la Banque Centrale qui est fixé à 2%.

L'inflation qui était stable en 2017 pour la plupart des pays émergents et en développement a légèrement augmenté, se situant à 4,8 contre 4,3%, en rapport avec la hausse des prix à la consommation en Russie, la montée des prix des denrées alimentaires en Inde et la persistance d'anticipations inflationnistes élevées en Argentine.

³ Banque Africaine de Développement, Perspectives économiques en Afrique 2019

I.3. MARCHES FINANCIERS

Les craintes des marchés financiers se sont accentuées au début de l'année 2018 suite à l'annonce du durcissement des conditions financières par la Réserve Fédérale Américaine. Néanmoins, l'adoption de politiques monétaires plus accommodantes par les banques centrales des pays avancés vers la fin de l'année 2018, combinée avec l'accord probable sur les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, ont rassuré les marchés financiers.

Ainsi, les taux sur les titres du Trésor américain à 10 ans et les obligations d'Etat allemand et britannique sont restés dans une trajectoire inférieure des taux directeurs futurs de 40 et 80 points de base. Les marchés des actions, aux Etats Unis et en Europe se sont redressés après les ventes massives des actions à la fin de l'année 2018 tandis que les écarts de taux des obligations des entreprises à rendement élevé, qui avaient reculé se sont réduits mais demeurent élevés.

Dans les pays émergents et en développement, les conditions financières se sont durcies suite notamment au relèvement des taux d'intérêt américains et au début de la normalisation de la politique monétaire par les banques centrales des pays avancés.

Sur le marché des changes, le dollar américain s'est déprécié face aux principales monnaies des pays avancés et des grands pays émergents, en rapport avec la pause annoncée par la Réserve Fédérale Américaine dans le relèvement des taux d'intérêts. Le taux de change moyen de l'euro s'est établi à 1,18 contre 1,13 dollar américain en 2017. Par rapport au yen japonais le dollar américain s'est échangé en moyenne à 110,40 contre 112,10 JPY/USD en 2017. Le yuan chinois s'est apprécié par rapport au dollar américain (6,61 contre 6,76 CNY/USD en 2017).

I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE⁴

Le dynamisme de l'activité économique des pays de la Communauté Est Africaine (CEA) s'est poursuivi en 2018 (6,3 contre 5,6%). Cette croissance est particulièrement soutenue par les investissements en infrastructures publiques, la reprise de la production agricole due à l'amélioration des conditions climatiques et l'essor du secteur des services notamment le transport et les technologies de l'information et de la communication.

⁴ Les données du Soudan du Sud ne sont pas prises en compte.

Tableau 2: Croissance du PIB des pays de la CEA⁵ (en %)

	2015	2016	2017	2018
Burundi*	-0,4	3,2	3,6	3,8
Kenya	5,7	5,9	4,9	6,0
Ouganda	5,7	2,3	5,0	6,2
Rwanda	8,9	6,0	6,2	8,6
Tanzanie	7,0	6,9	6,8	6,6
CEA	6,1	5,4	5,6	6,3
AfSS	3,4	1,4	2,9	3,0

Source: FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2019*

*Cadrage Macroéconomique, mars 2019

Cette amélioration de l'activité économique s'est observée dans cinq pays de la Communauté Est Africaine. Les taux de croissance du Kenya (6,0 contre 4,9%), de l'Ouganda (6,2 contre 5,0%), du Rwanda (8,6 contre 6,2%) et du Burundi (3,8 contre 3,6%) ont progressé. Pour la Tanzanie, l'activité économique a décéléré mais reste élevée (6,6 contre 6,8%).

II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. Production

En 2018, le taux de croissance économique s'est établi à 3,8 contre 3,6% l'année précédente, en rapport avec les bonnes performances des secteurs primaire (2,4 contre -1,2%) et secondaire (3,4 contre 0,3%). Toutefois, l'activité économique a ralenti dans le secteur tertiaire (4,7 contre 9,3%).

Tableau 3: Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi

	2014	2015	2016	2017*	2018*
A. PIB en Milliards de Francs Burundi (à prix courants)					
1. Secteur primaire	1463,0	1557,2	1723,8	1819,7	1956,0
2. Secteur secondaire	646,7	681,1	819,7	953,0	1024,5
3. Secteur tertiaire	1639,5	1774,5	1814,3	2264,2	2462,0
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	3749,2	4012,8	4357,7	5036,9	5442,5
5. Impôts indirects moins subventions	435,9	405,1	490,5	525,5	567,9
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	4185,1	4417,9	4848,2	5562,4	6010,3
B. Variation PIB réel en % (à prix constants de 2005)					
1. Secteur primaire	-3,6	-2,0	1,9	-1,2	2,4
2. Secteur secondaire	6,2	-8,1	11,2	0,3	3,4
3. Secteur tertiaire	8,8	5,7	-0,9	9,3	4,7
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	4,1	0,6	2,1	4,3	3,8
5. Impôts indirects moins subventions	5,2	-8,5	13,0	-2,4	3,8
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	4,2	-0,4	3,2	3,6	3,8
(*) : Données provisoires					

Source: Cadrage Macroéconomique, mars 2019

⁵ Pour le Burundi les données sont tirées du cadrage macroéconomique, mars 2019

L'amélioration de l'activité dans le secteur primaire a principalement concerné l'agriculture vivrière (2,1 contre -0,8%) et celle d'exportation (4,5 contre -0,6%). Dans le secteur secondaire, l'amélioration a notamment porté sur les extractions de minerais (20,0 contre 8,0%), les industries manufacturières (4,8 contre -2,0%), les industries agro-alimentaires (1,5 contre -3,3%) et les industries du textile (2,0 contre -62,9%).

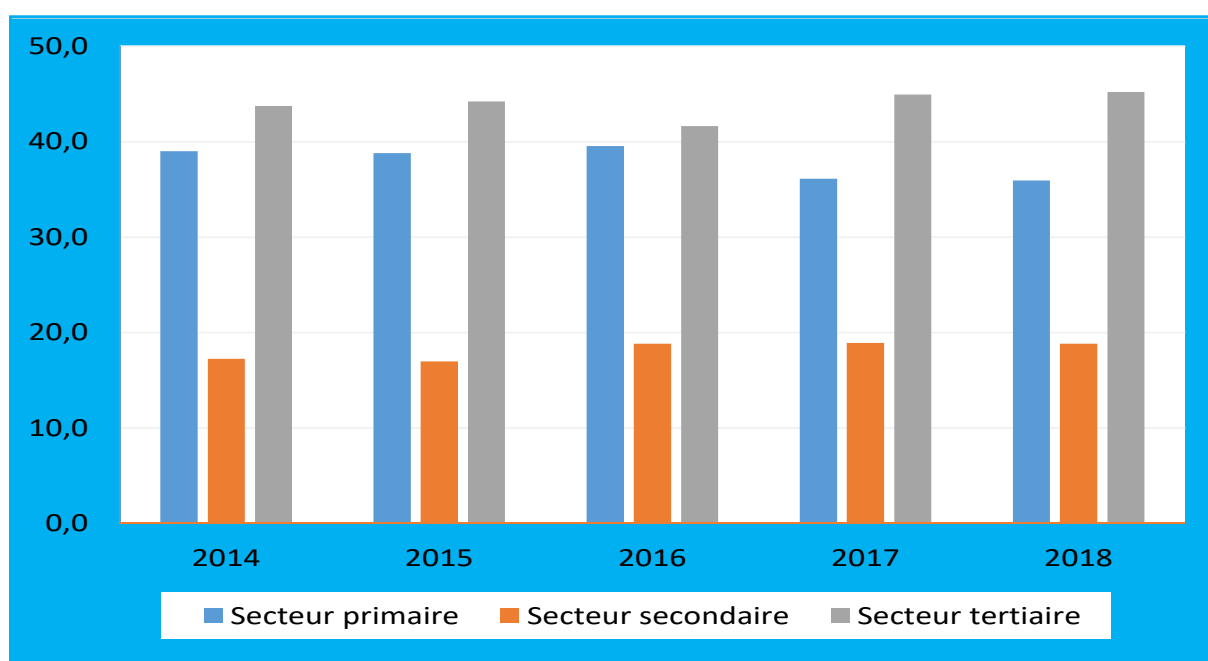
La décélération dans le secteur tertiaire est essentiellement liée au ralentissement enregistré dans le commerce (3,0 contre

12,4%), dans la branche «hébergement et autres services marchands» (2,0 contre 16,3%) ainsi que dans la branche «santé et action sociale» (11,5 contre 24,5%).

II.1.1.1. Répartition sectorielle du PIB

Au niveau de la répartition sectorielle, les parts des différents secteurs dans le PIB se sont presque stabilisées par rapport à l'année précédente. La part du secteur primaire s'est établie à 35,9 contre 36,1%, celle du secteur secondaire s'est fixée à 18,8 contre 18,9% et celle du secteur tertiaire s'est située à 45,2 contre 45,0%.

Graphique 1: Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)



Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

II.1.1.1.1. Secteur primaire

En 2018, l'activité du secteur primaire s'est améliorée suite principalement à l'augmentation de la production vivrière (2,1 contre -0,8%) et à la progression de la valeur

ajoutée dans certaines branches, notamment l'élevage (1,0 contre -22,3%), la pêche (6,0 contre -7,9%) et l'agriculture d'exportation (4,5 contre -0,6%).



Culture de riz dans les marais de NGOZI

a. Agriculture vivrière

La production des principales cultures vivrières a augmenté de 26,3% et s'est établie à 5.722.097 contre 4.530.690 T en 2017,

grâce aux bonnes conditions climatiques qui ont prévalu au cours de l'année 2018.

Tableau 4 : Principales productions vivrières (en T)

Année / Culture	2014	2015	2016	2017	2018(p)
Culture					
Bananes	1 362 837	948 875	911 192	830 957	1 654 955
Tubercules	3 203 169	3 413 523	3 266 715	3 009 794	3 272 393
Céréales	226 272	164 172	316 416	309 806	390 803
Légumineuses (+Oléagineux)	289 875	316 151	379 237	380 133	403 945
Total	5 082 153	4 842 721	4 873 560	4 530 690	5 722 097

Source : ISTEEBU, Enquête Nationale Agricole 2018

b. Pêche

Les prises de poissons sur le lac Tanganyika se sont accrues de 9,1%, passant de 19.512 à 21.282 T d'une année à l'autre. Cet accroissement est lié principalement à la

protection des zones de frayère le long du lac Tanganyika ainsi qu'au découragement de la pêche illicite. Dans les lacs du Nord, la production a, par contre, baissé de 6,2%, passant de 5.334 à 5.002 T.

Tableau 5: Evolution de la production de poissons (en T)

	2014	2015	2016	2017	2018
Pêche artisanale	14 794	18 198	20 245	17 766	19 056
Pêche coutumière	1 258	2 080	1 561	1 746	2 226
Total	16 052	20 278	21 806	19 512	21 282

Source: Direction de la Promotion des filières halieutiques

c. Elevage

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, dans le cadre de l'amélioration génétique du cheptel, 19.463 bovins ont été inséminés et 1.560 bovins ont été importés et distribués pour le compte de PRODEFI et PNSADR-IM.

L'effectif du bétail s'est établi à 815.892 contre 766.744 têtes pour les bovins, 2.931.022 contre 2.193.613 pour les caprins. Cette progression de l'effectif est principalement liée aux vaccinations de masse ainsi qu'au diagnostic préventif des maladies animales.

Tableau 6: Evolution de l'effectif du cheptel

	2014	2015	2016	2017	2018
Bovins	689 441,0	769 530,0	623 031,0	766 744,0	815 892,0
Caprins	2 416 491,0	2 357 387,0	1 821 626,0	2 193 613,0	2 931 022,0
Ovins	425 638,0	602 110,0	229 272,0	286 858,0	352 858,0
Porcins	565 152,0	525 998,0	333 925,0	481 809,0	520 354,0

Source: Direction Générale de l'élevage

d. Sylviculture

Dans ce secteur, les activités de développement de la couverture forestière ont été intensifiées. A cet effet, 25.000.236 essences (forestières et agro forestières) ont été distribuées tandis que 16.529.092 plants ont été mis en terre

pour la conservation de l'environnement et l'augmentation des ressources forestières. Les communes, les populations ainsi que l'OBPE en ont été les principaux bénéficiaires.

e. Agriculture d'exportation

En 2018, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation s'est accrue par rapport à l'année précédente (4,5 contre -0,6%), grâce à l'augmentation de la production du thé (5,0 contre -1,8%) et des autres cultures d'exportation (5,0 contre 24,3%).

• Café

La production du café arabica en parche a augmenté de 42,2% par rapport à celle de la même période de l'année précédente, passant de 21.535 à 30.633 T. Le volume total du café vert a augmenté de 31,8%, se fixant à 20.074 contre 15.229 T à la même période de la campagne précédente.

Tableau 7: Production du café arabica à fin décembre 2018 (en T)

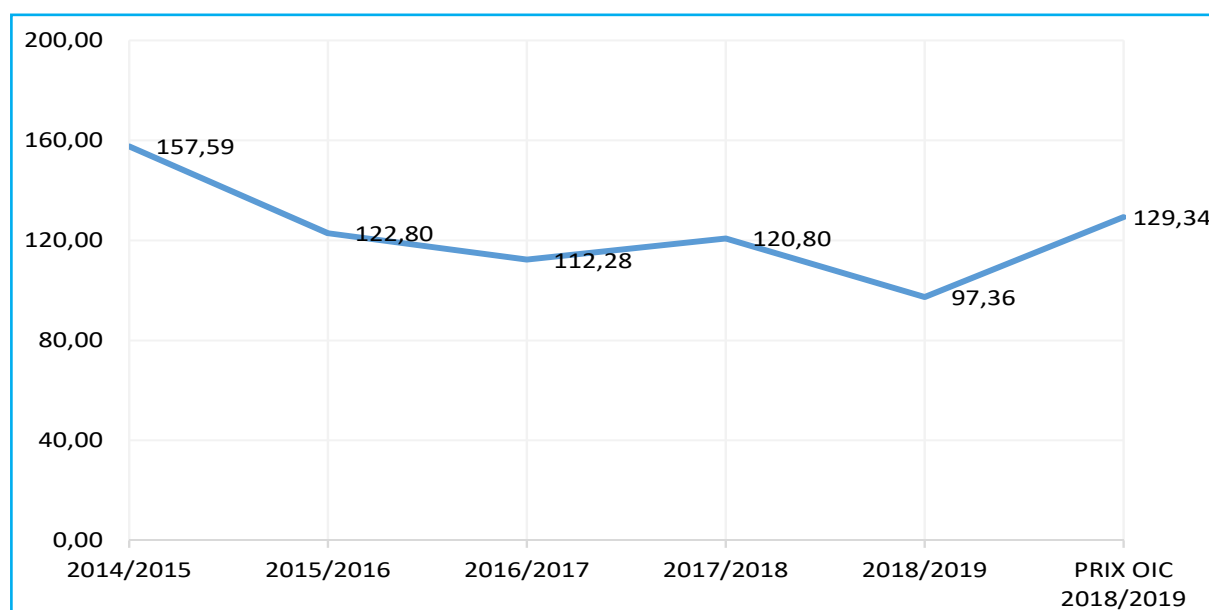
Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2013 /2014	14 134	10 454	74,0
2014 /2015	18 450	12 829	69,5
2015 /2016	22 009	17 454	79,3
2016 /2017	17 908	11 760	65,7
2017 /2018	21 535	15 229	70,7
2018 /2019	30 633	20 074	65,5

Source: ARFIC

Le volume total du café vendu s'est élevé à 27.711 contre 24.381 T pour l'exercice précédent, à un prix moyen de 3.753,4 BIF/kg ou 96,8 cts/lb. Le prix moyen (OIC) de

la période a baissé, s'établissant à 141,69 contre 167,36 cts/lb, suite principalement à la hausse de la production du café au Brésil et au Vietnam.

Graphique 2 : Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb)



Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

- **Coton**

La production du coton s'est accrue de 12,6% au cours de l'année 2018, s'établissant à 2.066 contre 1.835 T l'année précédente.

Le rendement par hectare a baissé et s'est établi à 631 contre 703 kg/ha d'une année à l'autre. Le volume du coton-fibre obtenu après usinage a augmenté de 11,4%, passant de 779 à 868 T.

Tableau 8 : Production de coton et superficies exploitées par région

	2014	2015	2016	2017	2018
A. superficies exploitées (en Hectare)					
IMBO NORD	1 863	1 928	1 764	1 425	1 760
IMBO SUD	1 042	977	1 242	1 126	1 435
MOSO	102	101	141	61	77
TOTAL	3 008	3 006	3 148	2 611	3 272
B. Production (en tonnes)					
IMBO NORD	1 637	1 522	1 282	1 025	1 411
IMBO SUD	770	724	681	775	643
MOSO	50	54	48	35	11
TOTAL	2 457	2 300	2 011	1 835	2 066
Rendement (kg/ha)	817	765	639	703	631
Coton fibre (en tonnes)	1 011	968	854	779	868

Source: COGERCO

- **Thé**

La production du thé en feuilles vertes s'est accrue de 8,5%, passant de 49.388 à 53.596 T suite particulièrement à une bonne pluviosité.



Pépinière de multiplication du thé à RWEKURA

De même, le volume de thé sec a augmenté de 6,7%, passant de 10.592 à 11.305 T d'une année à l'autre. En outre, le rendement moyen à l'usinage s'est stabilisé autour de 21,0%.

Tableau 9: Production du thé (en T)

	2014	2015	2016	2017	2018
Production de l'OTB					
Feuilles vertes	48 495	50 562	48 977	44 989	50 814
Thé sec	10 532	10 945	10 753	9 640	10 701
Production de PROTHEM					
Feuilles vertes	5 378	3 228	3 725	4 399	2 782
Thé sec	1 155	643	805	952	604
TOTAL					
Feuilles vertes	53 873	53 790	52 702	49 388	53 596
Thé sec	11 687	11 588	11 559	10 592	11 305
Rendement (%)	21,7	21,5	21,9	21,4	21,1

Source: Rapports OTB et PROTHEM

La quantité de thé sec vendue en 2018 a augmenté de 8,4% par rapport à l'année précédente, se fixant à 10.449 contre 9.639 T. Par contre, les recettes ont reculé de 2,1%, s'établissant à 46.658 contre 47.665 MBIF, suite à la chute du prix moyen aux enchères de Mombassa (4.465 contre 4.945 BIF/kg).

Tableau 10: Vente de thé sec

		2014	2015	2016	2017	2018
1. VENTES LOCALES	Tonnes	487	377	525	418	572
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 124	3 489	3 014	3 242	3 440
	Valeur en MBIF	1 522	1 314	1 582	1 356	1 966
2. EXPORTATIONS						
Enchères Mombassa	Tonnes	8 015	8 670	8 488	7 468	8 252
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 330	4 825	3 500	5 044	4 463
	Valeur en MBIF	26 686	41 838	29 709	37 671	36 829
Ventes directes	Tonnes	1 589	1 824	1 666	1 752	1 625
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 563	5 006	3 690	4 929	4 837
	Valeur en MBIF	5 662	9 136	6 147	8 638	7 862
3. TOTAL GENERAL	Tonnes	10 091	10 871	10 679	9 639	10 449
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 357	4 810	3 506	4 945	4 465
	Valeur en MBIF	33 870	52 287	37 438	47 665	46 658

Source: OTB

II.1.1.1.2. Secteur secondaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est amélioré, s'établissant à 3,4 contre 0,3% une année auparavant, en liaison avec l'augmentation de l'activité d'extraction (20,0 contre 8,0%) et des industries (2,3 contre -3,0%).



Huile produite à partir du tournesol cultivé à RUTANA

L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est légèrement accru de 1,3%, passant de 138,5 à 139,1 d'une année à l'autre. L'indice de la production industrielle a été principalement tiré par la production des boissons de la BRARUDI (+5,3%) et des savons (+14,5%).

Tableau 11: Indice pondéré de la production industrielle

	2014	2015	2016	2017	2018
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	116,4	119,9	123,3	128,0	127,6
dont: Boissons	80,2	74,8	75,5	84,5	88,9
Sucre	21,2	22,6	23,5	21,6	19,2
INDUSTRIES CHIMIQUES	14,1	12,9	12,6	10,3	11,2
dont: Savons	7,8	7,9	8,2	6,3	7,2
Peinture	2,6	2,2	2,3	2,9	2,4
AUTRES INDUSTRIES	0,4	0,7	0,5	0,2	0,2
dont: Tubes PVC	0,4	0,7	0,5	0,2	0,2
INDICE PONDERE	130,9	133,5	136,5	138,5	139,1

Source: Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles.

La production d'électricité⁶ de la REGIDESO a augmenté de 21,9%, s'établissant à 316,1 contre 259,3 GWH enregistrée l'année précédente. Cet accroissement est principalement lié à l'augmentation de production des Centrales Hydroélectriques de Rwegura et de Mugere ainsi qu'à l'augmentation des heures de fonctionnement d'une Centrale Thermique en location et à la mise en service des Centrales Hydroélectriques de Nyamyotsi et de Marangara.

L'Office National de la Tourbe (ONATOURE) a poursuivi l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi, Matana et Gitanga. La production a fléchi, passant de 13.157,1 à 11.800,7 T suite aux multiples pannes des engins de production.

Au niveau du secteur minier, 12 comptoirs d'achat et d'exportation de minerais étaient opérationnels en 2018 contre 9 comptoirs une année auparavant. Aussi, 352 contre 230 autorisations d'exploitation de minerais et de carrières ont été délivrées par l'Office des Mines et des Carrières. La production de l'or s'est établie à 1,255 contre 0,953 T l'année précédente, 766 contre 606 T pour les 3Ts (coltan, cassitérite et wolframite) et 106,9 contre 50 tonnes pour les « Terres Rares ».

Dans la branche de la construction, les activités de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, de l'ECOSAT et de la SIP ont principalement consisté en travaux d'aménagement et de viabilisation des parcelles à usage résidentiel ainsi qu'en construction de logements à caractère social.

L'Office des Routes a mené des travaux tant de construction, de stabilisation, de réhabilitation et entretien des routes que de protection des ponts. D'autres travaux ont été effectués, notamment la réhabilitation des points critiques et l'amélioration de l'assainissement sur la RN1 (Bujumbura-Bugarama-Kayanza-Kanyaru Haut), les travaux de réhabilitation, d'agrandissement et de bitumage de la RN5 (Bujumbura-Nyamitanga), les travaux d'entretien manuel et mécanisé sur la RN3 (Rutunga-Rumonge-Nyanza-Lac), la RN6 (Kayanza-Kobero), la RP213 (Gihamagara-Kinyinya), la RN13 (Cankuzo), la RP313 (Kirundo-Bugabira), la RN10 (Bubanza) ainsi que les travaux de construction et bitumage de la RN18, phase II (Kibumbu-Gitega).

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a ralenti (4,7 contre 9,3%), suite essentiellement au fléchissement du rythme d'activité dans les branches de commerce (3,0 contre 12,4%), de l'hébergement, restaurant et autres services marchands (2,0 contre 16,3%), de la santé et action sociale (11,5 contre 24,5%).

L'activité au port de Bujumbura a légèrement fléchi par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises a diminué de 0,7%, passant de 180.375 à 179.116 T en rapport avec la baisse des importations de ciment et de maïs.

Le trafic aérien à l'Aéroport International de Bujumbura a régressé de 4,5%, s'établissant à 4.707 contre 4.930 vols d'une année à l'autre.

⁶ REGIDESO, Rapport de production 2018

Le nombre total de passagers s'est accru de 8,6%, passant de 208.616 à 226.583 passagers tandis que les tonnages du fret et de la poste ont respectivement fléchi de 17,2% et 8,9%.

Tableau 12: Trafic à l'Aéroport International de Bujumbura

	2014	2015	2016	2017	2018
ARRIVEES					
Passagers	134 438	120 136	105 886	131 476	139 078
Bagages (en T)	103	n.d.	n.d.	2 097	n.d.
Fret (en T)	2 448	2 246	1 738	2 042	1 610
Poste (en T)	39	29	32	47	36
DEPARTS					
Passagers	106 684	86 941	75 494	77 140	87 505
Bagages (en T)	n.d.	n.d.	n.d.	348	n.d.
Fret (en T)	345	293	267	120	181
Poste (en T)	100	43	65	62	63
ARRIVEES ET DEPARTS					
Aéronefs	6 235	5 466	4 181	4 930	4 707

Source: AACB

Les recettes touristiques se sont accrues de 34,3% d'une année à l'autre, passant de 5.201,0 à 6.983,3 MBIF.

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a attribué de nouvelles licences d'exploitation ainsi que l'assignation des fréquences. Cependant, son chiffre d'affaires a baissé de 48,6%, s'établissant à 52,5 contre 102,1 Mds de BIF l'année précédente.

Dans le domaine des assurances, le total des primes perçues s'est accru de 14,3%, passant de 40.610,0 à 46.410,3 MBIF d'une année à l'autre.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche « Administration publique » s'est stabilisé (7,6 contre 7,5%) et les effectifs recrutés au niveau de la Fonction Publique ont augmenté, passant de 304 à 1.881.

II.1.1.2. Demande

En volume, les emplois ont décéléré (2,9 contre 5,7%) par rapport à l'année précédente, sous l'effet du fléchissement de la consommation (3,0 contre 5,3%), des investissements bruts (1,6 contre 3,7%) et des exportations (6,2 contre 18,7%).

Tableau 13: Ressources et Emplois

	2014	2015	2016	2017*	2018*
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4 185,1	4 417,9	4 848,2	5 562,4	6 010,3
2. Importations (biens et services)	1 436,5	1 246,1	1 224,7	1 478,3	1 542,7
3. Ressources = Emplois	5 621,6	5 663,9	6 072,9	7 040,7	7 553,0
4. Dépenses intérieures	5 259,1	5 466,4	5 747,5	6 632,4	7 108,4
- Consommation	4 662,1	4 928,8	5 041,7	5 777,3	6 197,0
- Investissements Bruts	597,0	537,6	705,8	855,1	911,5
5. Exportations (biens et services)	362,4	197,5	325,4	408,3	444,6
B. Variations (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4,2	-0,4	3,2	3,6	3,8
2. Importations (biens & services)	-0,5	-13,8	-4,1	10,6	0,9
3. Ressources = Emplois	2,6	-5,0	0,9	5,7	2,9
4. Dépenses intérieures	2,9	-4,0	0,7	5,0	2,7
- Consommation	4,5	-3,1	-0,5	5,3	3,0
- Investissements Bruts	-3,9	-8,4	6,6	3,7	1,6
5. Exportations (biens et services)	-3,3	-21,7	7,0	18,7	6,2
(*) : Données provisoires.					

Source: *ISTEEBU*

En valeur, la demande intérieure s'est améliorée (7.108,4 contre 6.632,4 MBIF), en liaison avec la progression de la consommation finale (6.197,0 contre 5.777,3MBIF) et des investissements bruts (911,5 contre 855,1MBIF).

II.1.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2018, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. Toutefois, l'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB a fléchi, s'établissant à 18,3 contre 19,2% une année auparavant.

Tableau 14: Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs en % du PIB

	2014	2015	2016	2017*	2018
1. Emplois intérieurs	125,7	123,7	118,5	119,2	118,3
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	25,7	23,7	18,5	19,2	18,3
4. Importations de biens et services non facteurs	34,3	28,2	25,3	26,6	25,7
5. Exportations de biens et services non facteurs	8,7	4,5	6,7	7,3	7,4
(*) : Données provisoires.					

Source: *ISTEEBU*

II.1.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, le déficit de l'épargne intérieure s'est réduit (-186,6 contre -214,9 Mds de BIF), en liaison avec la progression moins importante du rythme de la consommation intérieure par rapport à celle du

produit intérieur brut. Suite à la diminution des transferts nets de capital (211,0 contre 290,7 Mds de BIF), le besoin net de financement de l'économie a augmenté, passant de 362,6 à 427,9 Mds de BIF.

Tableau 15: Epargne nationale brute en Mds de BIF

	2014	2015	2016	2017*	2018*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4 185,1	4 417,9	4 848,2	5 562,4	6 010,3
2. Consommation privée et publique	4 662,1	4 928,8	5 041,7	5 777,3	6 197,0
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-477,0	-510,9	-193,5	-214,9	-186,6
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	502,9	442,0	338,6	416,7	459,2
5. Epargne nationale brute (3+4)	25,8	44,4	-143,8	201,8	272,6
6. Transferts de capital nets	126,6	87,3	116,6	290,7	211,0
7. Investissements bruts	597,0	537,6	705,8	855,1	911,5
8. Besoin (-) ou capacité(+) net de financement (5-6)	-444,6	-405,9	-733,0	-362,6	-427,9

(*) : Données provisoires.

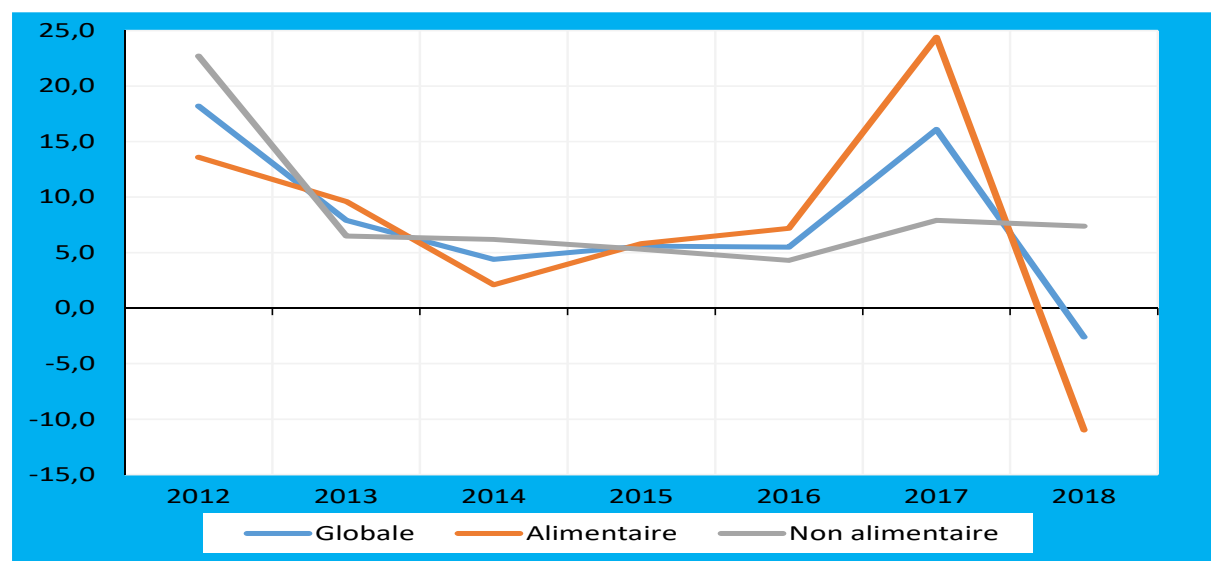
Source: *ISTEEBU*

II.1.2. Evolution de l'inflation

En 2018, l'inflation globale a baissé (-2,6 contre +16,1%), suite à une forte diminution des prix des produits alimentaires (-11,0

contre +24,1%) tandis que l'inflation non alimentaire a légèrement décéléré (+7,4 contre +7,9%).

Graphique 3: Evolution annuelle du taux d'inflation



Source: *BRB, à partir des données de l'ISTEEBU*

La baisse de l'inflation alimentaire est due essentiellement à la diminution des prix des sous-rubriques : « Pains et céréales » (-15,4% contre +27,1%) et « Légumes » (-17,5% contre +28,1%) et à la décélération des prix des sous-rubriques « Poisson » (+14,8 contre +27,2%) et « Fruits » (+2,1 contre +16,7%).

Le ralentissement du rythme de croissance des prix des produits non alimentaires a été généralisé pour la plupart des rubriques, à l'exception des sous-rubriques : «Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (+12,4 contre +7,4%), «Enseignement, éducation» (+22,8 contre +14,5%) et «Santé» (+8,8 contre +3,9%).

Tableau 16: Taux d'inflation par composantes (base 2016/2017)

	2016	2017	2018
Alimentaire	7,2	24,4	-11,0
-Pains et céréales	4,8	27,1	-15,4
-Viande	8,9	10,4	5,9
- Poisson	31,8	27,2	14,8
- Lait,fromage et œufs	11,3	9,2	2,7
- Huiles et graisses	-6,6	5,1	10,6
- Fruits	-1,3	16,7	2,1
- Légumes	3,4	28,1	-17,5
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	16,7	21,0	-6,6
- Produits alimentaires non définis ailleurs	11,8	7,7	3,6
Non alimentaire	4,3	7,9	7,4
- Boissons alcoolisées et Tabac	0,4	9,3	6,0
- Articles d'habillement et articles chaussants	21,3	10,8	6,4
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	10,2	7,4	12,4
- Ameublement,équipement ménager et entretien courant de la maison	3,7	9,8	6,4
- Santé	13,1	3,9	8,8
- Transport	0,7	9,0	8,9
- Communications	4,6	0,7	0,9
- Loisirs et culture	-0,2	7,4	6,6
- Enseignement, éducation	-1,8	14,5	22,8
- Hôtellerie,café et restauration	10,5	7,3	5,7
- Autres biens et services	6,6	7,2	8,3
Globale	5,5	16,1	-2,6

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEBU

II.2. BALANCE DES PAIEMENTS

En 2018, la balance des paiements a dégagé un besoin de financement (solde du compte courant + solde du compte de capital) plus important que celui de l'année précédente, passant de -354.771,4 à -434.758,5 MBIF. Cette hausse du besoin de financement est liée à la baisse du solde excédentaire du compte de capital (211.043,6 contre 290.724,1 MBIF).

Tableau 17 : Balance des paiements (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
1. COMPTE COURANT	-611 079,8	-586 701,3	-562 068,9	-645 495,5	-645 802,1
Crédit	882 896,6	795 793,4	736 696,4	954 049,4	1 044 676,9
Débit	1 493 976,4	1 382 494,7	1 298 765,3	1 599 544,9	1 690 479,0
1.1. Biens	-809 449,3	-759 211,5	-665 970,3	-821 532,2	-884 170,4
Crédit	203 843,6	189 945,6	206 309,5	298 500,0	321 255,4
Débit	1 013 292,9	949 157,1	872 279,8	1 120 032,2	1 205 425,8
1.2. Services	-304 556,9	-269 527,7	-234 738,9	-240 642,6	-220 815,9
Crédit	111 762,4	90 068,9	120 543,0	170 268,5	187 762,4
Débit	416 319,3	359 596,6	355 281,9	410 911,0	408 578,3
1.3. Revenus primaires	-10 489,1	-2 627,8	-1 375,1	-467,9	10 878,5
Crédit	21 829,7	24 139,4	18 188,8	23 143,8	29 844,2
Débit	32 318,8	26 767,2	19 563,9	23 611,6	18 965,6
1.4. Revenus secondaires	513 415,5	444 665,7	340 015,4	417 147,2	448 305,7
Crédit	545 460,9	491 639,5	391 655,1	462 137,2	505 814,9
Débit	32 045,4	46 973,8	51 639,7	44 990,0	57 509,2
2. COMPTE DE CAPITAL	126 554,6	87 336,6	116 582,9	290 724,1	211 043,6
Crédit	136 678,0	90 362,6	119 398,6	292 844,7	211 888,2
Débit	10 123,4	3 026,0	2 815,7	2 120,6	844,5
CAPACITE (+)/BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU COMPTE COURANT ET DE CAPITAL)	-484 525,2	-499 364,7	-445 486,0	-354 771,4	-434 758,5
3. COMPTE FINANCIER	-576 881,6	-518 851,7	-408 319,9	-326 043,5	-416 474,9
3.1. Investissements directs	-126 394,9	-77 762,9	-31,4	-530,0	-1 753,9
Acquisition nette d'actifs financiers	42,4	239,2	60,3	17,2	0,0
Accroissement net de passifs	126 437,3	78 002,1	91,7	547,2	1 753,9
3.2. Investissements de portefeuille	-87 157,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	-84 854,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	2 303,1	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. Autres investissements	-360 704,0	-168 907,6	-348 769,5	-345 090,1	-361 169,7
Acquisition nette d'actifs financiers	18 814,0	32 237,3	16 335,8	163 709,6	111 217,8
Accroissement net de passifs	379 518,0	201 144,9	365 105,3	508 799,7	472 387,6
dont: Droits de tirages spéciaux (Allocations DTS)	-9 823,0	-446,3	1 836,6	17 850,6	367,6
3.5. Avoirs de réserve	-2 625,4	-272 181,2	-59 519,0	19 576,6	-53 551,3
4. ERREURS ET OMISSIONS	-92 356,4	-19 487,0	37 166,1	28 727,9	18 283,5
Solde du compte courant en % du PIB	-14,6	-13,3	-11,6	-11,6	-10,7

Source: BRB

II.2.1. Transactions courantes

Le déficit du compte courant s'est stabilisé (-645.802,1 contre -645.495,5 MBIF), en rapport avec la détérioration du solde des biens (-884.170,4 contre -821.532,2 MBIF) partiellement compensée par l'amélioration du solde des services (-220.815,9 contre -240.642,6 MBIF) et celui des revenus secondaires (448.305,7 contre 417.147,2 MBIF). Ce déficit du compte courant représente 10,7% du PIB contre 11,6% en 2017.

II.2.1.1. Balance des biens

Le déficit des biens s'est aggravé à la suite de l'augmentation plus importante des importations FOB (+85.393,6 MBIF) par rapport à celle des exportations (+22.755,4MBIF).

II.2.1.1.1. Exportations de biens

Les exportations de biens se sont accrues de 7,6%, passant de 298.500,0 à 321.255,4 MBIF, tirées par l'augmentation, à la fois, des produits primaires (+19.684,4 MBIF ou 8,4%) et des produits manufacturés (+3.070,9 MBIF ou 4,7%).

Tableau 18 : Exportations de marchandises

	2014	2015	2016	2017	2018
A. En millions de BIF					
1. Produits primaires	137 861,1	132 504,3	148 924,4	233 498,0	253 182,4
dont: - Café	84 988,4	62 685,7	74 825,1	63 433,1	72 827,9
- Thé	37 513,4	53 630,9	38 250,2	50 068,9	46 407,2
- Peaux brutes	6 040,5	7 954,3	1 773,5	959,4	2 657,8
- Minéraux	4 716,0	3 968,4	29 638,2	112 979,2	122 689,6
2. Produits manufacturés	65 982,5	57 441,3	57 385,1	65 002,1	68 073,0
dont: - Bières	9 015,7	10 269,7	8 921,8	11 664,9	5 809,1
- Cigarettes	6 022,0	9 247,7	8 826,0	11 683,5	6 445,5
- Farine de blé	8 196,2	10 086,9	9 355,8	14 008,9	16 095,3
- Savons	12 254,9	10 637,4	7 053,8	2 059,9	2 034,9
- Bouteilles en verres foncés	691,6	490,8	660,0	7 225,3	735,0
TOTAL	203 843,6	189 945,6	206 309,5	298 500,1	321 255,4
B. En tonnes					
1. Produits primaires	35 519	38 606	37 990	42 313	40 320
dont: - Café	15 159	13 657	16 646	13 328	16 899
- Thé	11 021	11 145	10 873	10 421	10 525
- Peaux brutes	1 213	3 486	971	838	1 157
- Minéraux	134	249	333	372	592
- Or	0,0	0,0	0,0	1,6	1,8
2. Produits manufacturés	47 306	47 151	46 624	50 812	62 898
dont: - Bières	12 490	13 432	11 672	16 825	5 495
- Cigarettes	557	892	818	1 175	490
- Farine de blé	6 654	8 925	9 578	15 876	16 069
- Savons	7 453	8 347	5 097	1 988	1 752
- Bouteilles en verres foncés	421	447	391	2 969	366
TOTAL	82 825	85 758	84 614	93 125	103 218

Source : BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

L'accroissement des exportations des produits primaires a notamment porté sur les minerais (+9.710,4 MBIF) et le café (+9.394,8 MBIF).

La hausse des exportations des produits manufacturés a principalement concerné la réexportation du Kérosène (+9.452,2 MBIF) et les autres produits manufacturés (+6.950,7 MBIF). En revanche, les exportations des bouteilles en verres foncés (-6.490,3 MBIF), des bières (-5.855,8 MBIF), et des cigarettes (-5.238,0 MBIF) ont baissé.

II.2.1.1.2. Importations de marchandises

En valeur CIF, les importations ont augmenté de 8,2%, s'établissant à 1.414,7 contre 1.307,2 Mds de BIF, suite à la hausse des biens de production (+91.752,4 MBIF ou 17,1%) et d'équipement (+46.112,7 MBIF ou 20,1%). Par contre, les importations de biens de consommation, principalement celles de textiles, ont diminué de 5,6% (-30.390,6MBIF).

Tableau 19: Importations de marchandises

	2014	2015	2016	2017	2018
A. En millions de BIF					
1. Biens de production	524 889,9	393 350,3	404 539,3	537 693,6	629 446,0
2. Biens d'équipement	254 623,3	328 407,7	191 162,5	229 884,5	275 997,2
3. Biens de consommation	409 472,8	412 135,2	423 893,8	539 609,5	509 218,9
-Durables	190 017,6	188 908,3	192 305,6	245 697,2	211 516,4
-Non Durables	219 455,2	223 226,9	231 588,2	293 912,3	297 702,4
TOTAL	1 188 986,0	1 133 893,2	1 019 595,6	1 307 187,6	1 414 662,1
B. En tonnes					
1. Biens de production	527 676	434 471	500 024	552 643	686 636
2. Biens d'équipement	32 257	31 121	30 081	30 408	40 096
3. Biens de consommation	238 306	166 745	178 099	239 463	249 962
-Durables	120 465	48 162	53 189	65 257	65 336
-Non Durables	117 841	118 583	124 910	174 206	184 626
TOTAL	798 239	632 337	708 204	822 514	976 694

Source: BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

La progression des importations de biens de production a notamment porté sur les huiles minérales (+55.693,0 MBIF), les biens destinés à la métallurgie (+34.063,5 MBIF), à l'agriculture et l'élevage (+14.150,2 MBIF) et à la construction (+8.855,9 MBIF). En revanche, les importations de biens alimentaires ont diminué (-24.843,3 MBIF).

La hausse des importations de biens d'équipement a principalement concerné les chaudières et engins mécaniques (+34.944,7 MBIF) et le matériel électrique (+23.672,2 MBIF). Par contre, les importations des tracteurs, véhicules et engins de transport ont baissé de 21.838,0 MBIF.

II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

En 2018, les principaux partenaires commerciaux du Burundi sont restés l'Asie, l'Afrique et l'Europe. L'Asie occupe une place prépondérante dans les échanges de biens, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation.

A l'importation, la part des échanges avec l'Asie dans le total des importations s'est accrue (55,4 contre 49,5%), tandis que celle avec l'Afrique a reculé (24,2 contre 28,4%). La part de l'Europe s'est stabilisée à 18,5% et est dominée par les importations en provenance de la Belgique et de la France.

L'accroissement de la part des importations en provenance de l'Asie est reflété dans les échanges avec l'Arabie Saoudite (17,3 contre 8,6%) et les Emirats Arabes-Unis (8,8 contre 6,7%). Toutefois, malgré que les parts des importations en provenance de la Chine (13,0 contre 14,1%) et l'Inde (7,1 contre 13,0%) aient baissé, leurs parts dans les importations restent très importantes.

Au niveau de l'Afrique, le Burundi a principalement importé les produits en provenance de la Tanzanie (5,8 contre 7,8%), de l'Ouganda (5,2 contre 5,6%) et du Kenya (5,3 contre 5,6%).

Tableau 20: Répartition géographique des échanges de biens (en % du total)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	2017	2018	2017	2018
TOTALES	100,0	100,0	100,0	100,0
EUROPE	19,0	22,2	18,5	18,5
1. Union Européenne	13,4	15,0	15,5	14,6
dont: Allemagne	5,1	4,9	1,9	1,6
Belgique	4,7	6,8	3,9	3,4
Royaume-Uni	2,8	1,3	0,8	1,0
France	0,3	0,5	3,7	3,4
Pays-Bas	0,1	0,7	1,5	1,4
Danemark	0,0	0,0	1,7	2,0
2. Autres	5,6	7,2	3,0	3,9
dont: Suisse	5,1	5,3	0,2	0,1
Russie	0,1	0,2	1,8	2,7
Turquie	0,0	0,0	1,0	0,8
ASIE	49,2	48,5	49,5	55,4
dont: Emirats Arabes Unis	34,9	30,2	6,7	8,8
Pakistan	8,2	8,4	0,6	0,7
Chine	1,3	3,4	14,1	13,0
Arabie saoudite	0,0	0,0	8,6	17,3
Inde	0,2	0,3	13,0	7,1
Japon	0,1	0,1	3,6	3,9
AFRIQUE	30,3	27,6	28,4	24,2
dont: R.D.C.	15,7	9,8	0,1	0,5
Egypte	4,1	4,1	0,0	0,0
Kenya	2,1	2,9	5,6	5,3
Ouganda	2,4	2,6	5,6	5,2
Rwanda	1,6	2,5	1,0	0,6
Tanzanie	0,8	1,4	7,8	5,8
Zambie	0,7	0,6	4,0	2,9
AMERIQUE	1,4	1,5	3,6	1,7
dont: Etats-Unis	1,2	1,3	2,6	1,2
AUTRES	0,1	0,1	0,0	0,1

Source: BRB sur base des Statistiques fournies par l'OBR

A l'exportation, les parts des échanges avec l'Asie (48,5 contre 49,2%) et avec l'Afrique (27,6 contre 30,3%) ont légèrement reculé tandis que celle de l'Europe (22,2 contre 19,0%) a progressé. Les exportations du Burundi vers l'Asie se sont principalement orientées aux Emirats Arabes Unis (30,2% contre 34,9%). En Afrique, les destinations des exportations burundaises sont demeurées principalement la RDC (9,8 contre 15,7%) et l'Egypte (4,1% comme en 2017).

La grande part des exportations vers l'Europe est destinée à la Belgique (6,8 contre 4,7%), à la Suisse (5,3 contre 5,1%) et à l'Allemagne (4,9 contre 5,1%).

II.2.1.2. Balance des invisibles

Le déficit de la balance des invisibles (services et revenus primaires) s'est allégé, en liaison avec l'amélioration du solde des services (-220.816,0 contre -240.642,5 MBIF) et celui des revenus primaires (10.878,6 contre -467,8 MBIF).

II.2.1.2.1. Les exportations des invisibles

Les exportations des invisibles ont augmenté de 12,5%, passant de 193.412,2 à 217.606,6 MBIF, en raison de l'amélioration des recettes d'exportations de services (+17.493,9 MBIF) et des revenus primaires (+6.700,4 MBIF), dont principalement la rémunération des salariés.

Tableau 21: Exportations des invisibles (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
A. SERVICES	111 762,4	90 068,8	120 543,0	170 268,5	187 762,4
1. Biens exportés pour transformation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Réparation et entretien des biens	0,0	0,0	0,0	0,0	132,1
3. Transports	4 065,9	4 039,4	3 647,0	3 238,9	3 952,8
a. maritimes	607,7	743,5	466,7	301,6	483,7
b. aériens	3 107,1	2 531,6	2 258,9	2 470,9	2 964,7
c. routiers	351,1	764,3	915,2	452,2	478,1
d. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	6,2	14,2	26,3
4. Voyages	6 369,9	3 438,2	3 123,4	5 201,0	6 983,3
a. professionnels	3,7	37,4	372,7	739,1	550,1
b. personnels	6 366,2	3 400,8	2 750,7	4 461,8	6 433,2
5. Construction	0,0	0,0	0,0	993,0	2 979,7
6. Services d'assurances	1 124,7	1 637,4	2 077,7	1 539,6	1 400,1
7. Services financiers (autres qu'assurance)	4 215,4	3 173,3	1 957,2	1 456,9	1 378,9
8. Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle	45,9	10,7	0,4	23,7	6,0
9. Services de télécommunication, communication et informatiques	26 133,9	12 153,1	5 972,7	5 471,7	7 438,3
10. Autres services aux entreprises	5 034,5	5 858,3	12 195,7	12 681,9	19 764,8
11. Services personnels, culturels et récréatifs	67,5	10,9	53,7	0,0	38,6
12. Services fournis par les administrations publiques, n.c.a	64 704,7	59 747,5	91 515,2	139 661,8	143 687,8
B. REVENUS PRIMAIRES	21 829,7	24 139,4	18 188,8	23 143,8	29 844,2
dont : Rémunération des salariés	15 226,6	20 827,8	17 507,1	22 968,2	27 198,3
Revenus des investissements	6 603,1	2 467,6	551,7	162,6	2 645,8
TOTAL	133 592,1	114 208,2	138 731,8	193 412,2	217 606,6

Source: BRB

La hausse des exportations des services a principalement concerné les services aux entreprises (+7.082,9 MBIF), les services fournis par les administrations publiques (+4.026,0 MBIF), les services de construction (+1.986,7 MBIF), les services de télécommunication (+1.888,8 MBIF) et les services de voyage (+1.782,4 MBIF).

II.2.1.2.2. Les importations des invisibles

Les importations des invisibles ont légèrement diminué (-1,6%), passant de 434.522,6 à 427.544,0 MBIF, suite à la baisse des importations de services (-2.332,6 MBIF) et des revenus primaires (-4.646,0 MBIF), principalement la diminution du paiement des intérêts sur la dette extérieure.

Tableau 22: Importations des invisibles (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
A. SERVICES	416 300,1	359 596,6	355 281,8	410 911,0	408 578,4
1. Biens importés pour transformation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Réparation et entretien des biens	0,0	0,0	0,0	21,5	0,0
3. Transports	250 495,9	219 848,2	204 546,4	267 842,1	286 291,2
a. maritimes	44 615,0	39 801,1	34 707,6	46 590,6	50 680,5
b. aériens	60 219,8	54 697,4	55 826,1	71 072,2	69 480,4
c. routiers	145 661,1	125 349,7	112 715,6	148 647,0	164 444,0
d. Services postaux et de messagerie	0,0	0,0	1 297,1	1 532,3	1 686,3
4. Voyages	59 427,3	46 131,6	45 817,2	41 449,0	40 622,8
a. professionnels	13 186,5	11 714,4	17 414,9	20 048,6	22 424,8
b. personnels	46 240,8	34 417,2	28 402,3	21 400,3	18 198,0
5. Construction	6 771,8	2 760,1	2 636,7	3 207,1	2 474,7
6. Services d'assurances	4 392,1	3 408,6	3 692,8	4 052,1	2 078,7
7. Services financiers (autres qu'assurance)	6 184,6	15 465,0	6 144,9	4 375,3	3 914,3
8. Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle	288,8	5,1	249,7	33,2	8,4
9. Services de télécommunication, communication et informatiques	21 485,2	11 613,9	7 995,3	13 900,7	15 300,0
10. Autres services aux entreprises	36 654,8	23 395,5	28 634,4	36 116,3	34 056,2
11. Services personnels, culturels et récréatifs	141,3	0,0	59,0	46,1	23,6
12. Services reçus par les administrations publiques	30 458,3	36 968,6	55 505,5	39 867,7	23 808,5
B. REVENUS PRIMAIRES	32 318,8	26 767,2	19 563,9	23 611,6	18 965,6
dont : Rémunération des salariés	6 140,3	7 339,8	7 275,8	7 891,7	6 703,9
Revenus des investissements	26 178,5	19 114,1	12 216,4	15 451,1	12 247,4
TOTAL	448 618,9	386 363,8	374 845,7	434 522,6	427 544,0

Source: BRB

La diminution des paiements de services est imputable aux services reçus par les administrations publiques (-16.059,2 MBIF), les services aux entreprises (-2.060,0 MBIF) et les services d'assurance (-1.973,4 MBIF), qui ont contrebalancé la hausse des services de transport (+18.449,1 MBIF).

II.2.1.3. Les revenus secondaires

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'est accru de 7,5%, s'établissant à 448.305,7 contre 417.147,2 MBIF, suite à l'augmentation des transferts en faveur du secteur privé (+51.488,2 MBIF) et en dépit de la diminution des transferts en faveur des administrations publiques (-20.329,7MBIF).

Tableau 23: Revenus secondaires (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	243 736,4	183 379,6	57 288,1	77 191,7	56 862,0
Crédit	243 736,4	183 489,8	57 394,6	80 891,1	56 862,0
Débit	0,0	110,2	106,5	3 699,4	0,0
2. SECTEUR PRIVE	269 679,1	261 286,1	282 727,3	339 955,5	391 443,7
Crédit	301 724,5	308 149,7	334 260,5	381 246,1	448 952,9
Débit	32 045,4	46 863,6	51 533,2	41 290,6	57 509,2
a. Transferts personnels	54 972,1	33 668,4	9 939,6	16 050,9	31 203,4
Crédit	71 794,0	59 403,6	34 243,1	35 344,8	58 965,7
Débit	16 821,9	25 735,2	24 303,5	19 293,9	27 762,3
b. Autres transferts	214 707,0	227 617,7	272 787,7	323 904,5	360 240,3
Crédit	229 930,5	248 746,1	300 017,4	345 901,3	389 987,2
Débit	15 223,5	21 128,4	27 229,7	21 996,7	29 746,9
SOLDE TOTAL	513 415,5	444 665,7	340 015,4	417 147,2	448 305,7

Source: BRB

II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a chuté de 27,4%, se soldant avec un excédent de 211.034,6 contre 290.724,1 MBIF. Cette baisse est imputable à

la diminution des transferts de capital au titre des dons projets octroyés aux administrations publiques (-80.195,4 MBIF).

Tableau 24 : Compte de capital (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
TRANSFERT DE CAPITAL	126 554,6	87 336,6	116 582,9	290 724,1	211 043,6
Crédit	136 678,0	90 362,6	119 398,6	292 844,7	211 888,2
Débit	10 123,4	3 026,0	2 815,7	2 120,6	844,5
1. Administrations publiques	128 098,9	87 637,7	116 948,3	291 402,4	211 207,0
Crédit	136 117,2	89 973,8	119 018,5	292 005,1	211 336,6
Débit	8 018,3	2 336,1	2 070,2	602,6	129,5
2. Autres secteurs	-1 544,3	-301,1	-365,4	-678,3	-163,4
Crédit	560,8	388,8	380,1	839,7	551,6
Débit	2 105,1	689,9	745,5	1 518,0	715,0

Source : BRB

II.2.3. Compte d'opérations financières

Le déficit du compte financier s'est aggravé par rapport à celui de l'année précédente, s'établissant à 416.474,9 MBIF contre 326.043,5 MBIF. Cette détérioration a résulté

de la hausse du solde déficitaire des autres investissements (361.169,7 contre 345.090,1 MBIF) et de la diminution des avoirs de réserve de 53.551,3 alors qu'ils avaient augmenté de 19.576,6 MBIF en 2017.

Tableau 25: Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-126 394,9	-77 762,9	-31,4	-530,0	-1 753,9
Acquisition net d'actifs financiers	42,4	239,2	60,3	17,2	0,0
Accroissement net des passifs	126 437,3	78 002,1	91,7	547,2	1 753,9
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-87 157,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition net d'actifs financiers	-84 854,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	2 303,1	0,0	0,0	0,0	0,0
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition net d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-360 704,0	-168 907,6	-348 769,5	-345 090,1	-361 169,7
4.1 Acquisition net d'actifs financiers	18 814,0	32 237,3	16 335,8	163 709,6	111 217,8
4.1.1. Crédits commerciaux(accordés)	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,1	120 391,4
a. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b. Autres secteurs	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,1	120 391,4
-Court terme	20 687,7	24 749,5	97 674,7	143 060,1	120 391,4
4.1.2. Monnaie fiduciaire et dépôts	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6	20 649,5	-9 173,6
Banques	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6	20 649,5	-9 173,6
- Court terme	-1 873,7	7 487,8	-81 634,6	20 649,5	-9 173,6
4.2 Accroissement net des passifs	379 518,0	201 144,9	365 105,3	508 799,7	472 387,6
4.2.1. Crédits commerciaux et avances	272 338,6	187 950,6	443 564,7	489 616,2	470 645,6
a. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b. Autres secteurs	272 338,6	187 950,6	443 564,7	489 616,2	470 645,6
-Long terme	0,0	-647,3	0,0	-1 116,1	0,0
Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursements	0,0	647,3	0,0	1 116,1	0,0
-Court terme	272 338,6	188 597,9	443 564,7	490 732,2	470 645,6
4.2.2. Prêts	59 038,0	11 418,9	-70 257,9	-19 941,0	-22 358,7
a. Banque Centrale	-136,5	-17 390,4	-59 679,8	-13 090,3	-31 056,6
b. Institutions de dépôts autres que la Banque Centrale	0,0	0,0	-1 356,6	-83,6	0,0
Long terme	0,0	0,0	0,0	-83,6	0,0
Court terme	0,0	0,0	-1 356,6	0,0	0,0
c. Administrations publiques	55 890,5	18 361,3	-3 026,0	-1 825,9	10 263,2
-Long terme	55 890,5	18 361,3	-3 026,0	-1 825,9	10 263,2
Tirages	67 359,2	31 267,2	24 725,1	14 165,9	22 207,8
Remboursements	11 468,7	12 905,9	27 751,1	15 991,7	11 944,6
d. Autres secteurs	3 284,0	10 448,0	-6 195,5	-4 941,1	-1 565,4
	2014	2015	2016	2017	2018
4.2.3. Monnaie fiduciaire et dépôts	57 964,4	2 221,7	-10 038,1	21 273,9	23 733,1
a. Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	5 156,7	3 086,8
- Court terme	0,0	0,0	0,0	5 156,7	3 086,8
b. Banques	57 964,4	2 221,7	-10 038,1	16 117,2	20 646,3
- Court terme	57 964,4	2 221,7	-10 038,1	16 117,2	20 646,3
4.2.4. Autres engagements (Droits de tirage spéciaux)	-9 823,0	-446,3	1 836,6	17 850,6	367,6
5. AVOIRS DE RESERVES	-2 625,4	-272 181,2	-59 519,0	19 576,6	-53 551,3
SOLDE TOTAL	-576 881,6	-518 851,7	-408 319,9	-326 043,5	-416 474,9

Source: BRB

II.3. FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2018, le déficit des finances publiques a augmenté par rapport à celui de l'année précédente (-264.213,6 contre -246.820,4 MBIF). Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) s'est stabilisé à 4,4%.

Tableau 26: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018	Prévision 2018	tx de réalisation
A. RECETTES ET DONNS	846 832,4	739 046,9	757 456,7	1 046 987,3	1 048 777,4	1 224 125,4	85,6
1. RECETTES	663 212,0	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	807 213,7	103,7
Recettes fiscales	572 207,3	543 666,1	584 607,6	699 090,9	770 877,9	745 830,6	103,4
Recettes non fiscales	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	61 383,1	107,5
Recettes exceptionnelles	7 185,6	3 761,8	122,3	-	-	44 661,1	-
2. DONNS	183 620,5	144 614,7	119 398,6	292 844,7	211 888,2	372 250,6	56,7
Dons courants	46 942,5	54 252,1	-	-	-	-	-
Dons en capital	136 678,0	90 362,6	119 398,6	292 844,7	211 888,2	372 250,6	56,7
B. DEPENSES	1 029 078,0	1 093 176,1	1 044 418,9	1 293 807,8	1 312 991,0	1 388 174,8	93,2
1. DEPENSES COURANTES	721 597,6	901 959,0	783 014,0	863 733,7	914 155,8	868 616,9	105,2
dont: Dépenses sur biens et services	434 411,0	596 496,8	512 645,4	546 058,3	578 213,8	530 842,8	108,9
-Salaires	314 387,2	322 820,1	359 088,0	385 815,5	408 657,4	409 595,1	99,8
-Achats de biens et autres services	120 023,8	273 676,8	153 557,4	160 242,9	169 556,4	121 247,8	139,8
Subventions et autres transferts	234 393,5	247 643,6	219 550,8	278 331,0	290 373,5	254 680,9	114,0
Solde courant hors dons	-58 385,6	-307 526,8	-144 955,9	-109 591,0	-77 266,7	-61 403,2	125,8
Solde courant dons compris	125 234,9	-162 912,1	-25 557,3	183 253,7	134 621,5	355 508,5	37,7
2. DEPENSES EN CAPITAL	307 480,4	191 217,1	261 404,9	430 074,1	398 835,2	519 557,9	73,0
Solde global hors dons (base droits constatés)	-365 866,0	-498 743,9	-406 360,8	-539 665,1	-476 101,9	-580 961,1	78,6
Solde global dons compris (base droits constatés)	-182 245,5	-354 129,2	-286 962,2	-246 820,4	-264 213,7	-164 049,4	149,4
C. FINANCEMENT	182 245,5	354 129,2	286 962,2	246 820,4	264 213,7	164 049,4	149,4
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	60 495,0	6 920,9	17 917,4	-1 825,9	29 310,0	-8 107,1	-126,6
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	155 146,4	370 627,0	261 288,9	269 842,9	236 502,6	172 156,5	123,2
a. Secteur bancaire	147 023,0	327 066,5	225 428,1	230 235,3	248 385,9	141 876,1	163,4
b. Secteur non bancaire	8 123,4	43 560,5	35 860,8	39 607,6	-11 883,3	30 280,4	-65,1
3. ERREURS ET OMISSIONS	-33 395,9	-23 418,7	7 755,9	-21 196,6	-1 598,9	-	-
En pourcentage du PIB							
Recettes et dons	20,2	16,7	15,6	18,8	17,4	-	-
Dépenses	24,6	24,7	21,5	23,3	21,8	-	-
Solde primaire	-0,5	-6,0	-2,3	-1,5	-0,9	-	-
Solde budgétaire global hors dons	-8,7	-11,3	-8,4	-9,7	-7,9	-	-
Solde budgétaire global dons inclus	-4,4	-8,0	-5,9	-4,4	-4,4	-	-
Pour mémoire: PIB (en MBIF)	4 185 000	4 417 880	4 848 200	5 562 400	6 010 350	-	-

Source: MFBCDE et BRB

II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont légèrement accrues de 0,2%, s'établissant à 1.048,8 contre 1.046,9 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (836.889,2 contre 754.142,6 MBIF). Par contre, les dons projets ont diminué de 80.956,5 MBIF, passant de 292.844,7 à 211.888,2 MBIF. Par rapport aux prévisions budgétaires (1.224,1 Mds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 85,6 contre 74,4% l'année précédente. Les recettes intérieures ont été réalisées à 103,7%.

Tableau 27: Recettes et dons (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018	2018/2017	%
I. RECETTES	663 212,0	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	82 746,5	11,0
1. RECETTES FISCALES	572 207,3	543 666,1	584 607,5	699 090,9	770 877,9	71 786,9	10,3
- Impôts sur les revenus	137 883,5	132 037,2	132 475,0	151 525,7	171 677,7	20 152,0	13,3
Sociétés	73 099,7	75 130,9	75 708,5	76 039,2	106 417,0	30 377,8	40,0
Personnes physiques	64 131,2	56 464,1	56 333,6	75 233,5	64 979,4	-10 254,0	-13,6
Autres impôts sur les revenus	652,6	442,2	432,9	253,0	281,3	28,3	11,2
- Impôts sur le commerce intérieur	368 412,4	341 139,5	351 777,2	465 995,0	508 706,0	42 711,0	9,2
Taxes sur les transactions	240 205,7	208 080,4	221 771,7	270 127,5	300 362,4	30 234,9	11,2
Taxes de consommation sur le tabac	4 853,3	7 456,3	3 811,0	4 085,2	4 507,1	421,9	10,3
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	79 882,8	74 629,6	75 573,2	93 542,6	98 533,2	4 990,6	5,3
Autres impôts intérieurs	43 470,6	50 973,2	50 621,2	98 239,7	105 303,4	7 063,6	7,2
- Impôts sur le commerce extérieur	55 213,4	52 966,4	67 178,7	68 075,1	75 904,2	7 829,1	11,5
Taxes à l'importation	45 182,3	45 671,4	59 111,6	57 863,7	66 621,7	8 758,0	15,1
Taxes à l'exportation	671,2	120,1	425,8	419,5	1 099,2	679,7	162,0
Autres impôts sur le commerce extérieur	7 105,2	7 174,9	7 641,2	9 791,9	8 183,3	-1 608,6	-16,4
Compensation COMESA	2 254,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres recettes fiscales	10 698,0	17 523,1	33 176,7	13 495,2	14 589,9	1 094,7	8,1
2. RECETTES NON FISCALES	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	10 959,6	19,9
- Dividendes	21 756,1	11 059,6	11 924,6	10 734,2	16 607,1	5 872,9	54,7
- Autres recettes	62 063,0	35 944,7	41 403,6	44 317,5	49 404,2	5 086,7	11,5
3. RECETTES EXCEPTIONNELLES	7 185,6	3 761,8	122,3	0,0	0,0	0,0	0,0
II. DONNS	183 620,5	144 614,7	119 398,6	292 844,7	211 888,2	-80 956,5	-27,6
Dons courants	46 942,5	54 252,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons en capital	136 678,0	90 362,6	119 398,6	292 844,7	211 888,2	-80 956,5	-27,6
TOTAL	877 040,5	736 322,0	757 076,5	892 655,5	1 048 138,5	155 483,0	17,4

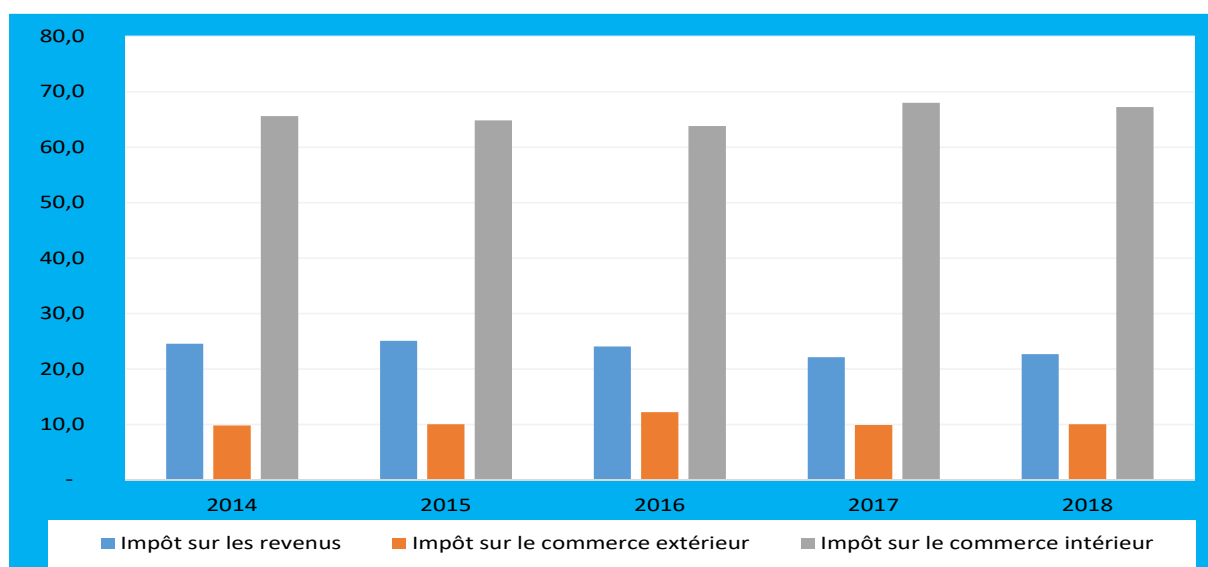
Source: MFBCDE

II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 11,0% par rapport à l'année précédente (836.889,2 contre 754.142,6 MBIF), en rapport avec l'augmentation des recettes fiscales (+71.786,9MBIF) et non fiscales (+20.152,0 MBIF).

II.3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 10,3%, passant de 699.090,9 à 770.877,9 MBIF, grâce à la performance de la collecte fiscale par l'Office Burundais des Recettes. Le taux de réalisation s'est établi à 103,7 contre 102,5% l'année précédente.

Graphique 4: Composition des recettes fiscales (en %)


Source: BRB sur base des statistiques OBR

La progression des recettes fiscales a porté sur l'impôt sur le revenu (+20.152,0 MBIF), l'impôt sur le commerce extérieur (+7.829,1 MBIF), l'impôt sur le commerce intérieur (+42.711,0 MBIF), ainsi que sur les autres recettes fiscales (+1.094,7 MBIF).

II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 19,9%, passant de 55.051,7 à 66.011,3 MBIF. Cette hausse est liée à la progression aussi bien des dividendes (+5.872,9 MBIF) que des « autres recettes » (+5.086,7 MBIF).

II.3.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Au cours de l'année 2018, aucune recette exceptionnelle n'a été encaissée. Ces recettes sont principalement constituées des produits de liquidation ou de privatisation des entreprises publiques.

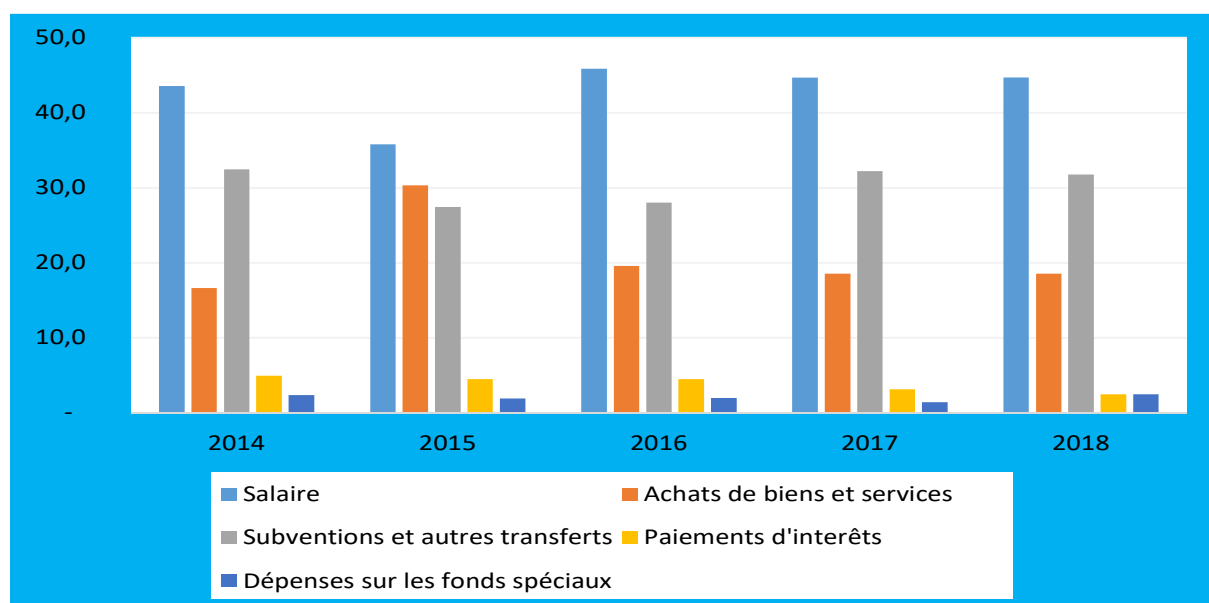
II.3.1.2. Dons

Les appuis extérieurs ont régressés de 27,6% par rapport à l'année précédente (211.888,2 contre 292.844,7 MBIF). Par rapport aux prévisions de 372.250,6 MBIF, les décaissements de dons ont été réalisés à hauteur de 56,9%.

II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques ont légèrement progressé de 1,5 %, passant de 1.293, 8 à 1.312,9 Mds de BIF. Cette progression a concerné les dépenses courantes (+50.422,2 MBIF), les dépenses en capital ayant diminué de 31.238,9MBIF.

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes représentaient 70,7% des dépenses totales dont 44,7% pour les salaires et 31,8% pour les subventions et autres transferts.

Graphique 5: Structure des dépenses courantes (en %)


Source: BRB sur base des statistiques du MFBCDE

Les dépenses en capital ont été financées par les ressources internes à raison de 145.692,3 MBIF et par les ressources externes à hauteur de 253.142,8 MBIF. Les dons en capital se sont établis à 211.888,2 MBIF et les tirages sur emprunts extérieurs à 41.254,6 MBIF.

II.3.3. Solde global et financement

Le déficit des finances publiques y compris dons (264.213,6MBIF) a été financé par les ressources intérieures à hauteur de 236.502,6 MBIF et par les ressources extérieures à concurrence de 29.310,0 MBIF.

Le financement intérieur net a baissé, s'établissant à 236.502,6 contre 269.842,9MBIF, en rapport avec la baisse des

engagements nets de l'Etat envers le secteur non bancaire (-11.883,3 contre 39.607,6 MBIF). Le financement extérieur net a augmenté (29.310,0 contre -1.825,9 MBIF), principalement en rapport avec la progression des tirages sur prêts directs (41.254,6 contre 14.165,9 MBIF).

II.3.4. Dette publique

La dette publique a augmenté de 13,5%, passant de 2.426,1 à 2.753,5 Mds de BIF. Cet accroissement a porté aussi bien sur la dette intérieure (+17,6%) que sur la dette extérieure (+4,8%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 45,8% en 2018, contre 43,6% en 2017.

Tableau 28: Structure de la dette publique (en MBIF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
DETTE INTERIEURE	597 961,8	727 264,4	1 070 572,8	1 376 307,8	1 647 833,5	1 937 821,9
1. Bons et obligations du Trésor	182 925,5	230 040,0	378 907,0	584 745,3	829 763,9	1 106 829,2
2. Engagements envers la B.R.B.	396 574,3	448 063,6	641 724,6	752 299,8	787 208,1	772 108,5
3. Autres	18 462,0	49 160,8	49 941,2	39 262,7	30 861,5	58 884,2
DETTE EXTERIEURE	615 707,6	656 563,7	691 234,5	723 848,1	778 292,4	815 659,1
1. Dette directe	613 116,3	654 153,6	688 985,1	721 700,0	776 284,5	813 791,5
2. Dette indirecte	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6
TOTAL	1 213 669,4	1 383 828,1	1 761 807,3	2 100 156,0	2 426 125,9	2 753 481,0
En pourcentage de l'encours total						
DETTE INTERIEURE	49,3	52,6	60,8	65,5	67,9	70,4
1. Bons et obligations du Trésor	15,1	16,6	21,5	27,8	34,2	40,2
2. Engagements envers la B.R.B.	32,7	32,4	36,4	35,8	32,4	28,0
3. Autres	1,5	3,6	2,8	1,9	1,3	2,2
DETTE EXTERIEURE	50,7	47,4	39,2	34,5	32,1	29,6
1. Dette directe	50,5	47,3	39,1	34,4	32,0	29,5
2. Dette indirecte	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB						
DETTE INTERIEURE	15,7	17,4	24,2	28,4	29,6	32,2
DETTE EXTERIEURE	16,1	15,7	15,6	14,9	14,0	13,6
TOTAL	31,8	33,1	39,9	43,3	43,6	45,8
Pour mémoire: PIB (en Mds BIF)	3812,5	4185,0	4417,9	4848,2	5562,4	6010,3

Source: BRB et MFBCDE

II.3.4.1. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure s'est accru de 17,6%, passant de 1.647,8 à 1.937,8 Mds de BIF. Cette augmentation est particulièrement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers les banques commerciales (+277.065,3 MBIF). Par contre, les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale ont baissé (-15.099,6 MBIF).

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 33,4%, passant de 829,8 à 1.106,8 Mds de BIF. Cet accroissement a porté sur les obligations du Trésor (+681.462,8 MBIF) tandis que l'encours des bons du Trésor a baissé (-404.397,5 MBIF).

Tableau 29: Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
A. Banques Commerciales	147 702,7	253 788,1	438 079,6	643 490,6	932 439,2
Bons	87 718,9	175 202,1	314 364,2	459 750,2	88 202,7
Obligations	59 983,8	78 586,0	123 715,4	183 740,4	844 236,5
B. Secteur non Bancaire	82 337,3	115 539,6	146 665,7	186 273,3	174 390,0
Bons	77 272,8	113 539,6	138 826,7	136 090,0	103 240,0
Obligations	5 064,5	2 000,0	7 839,1	50 183,3	71 150,0
Total Bons	164 991,7	288 741,7	453 190,9	595 840,2	191 442,7
Total Obligations	65 048,3	80 586,0	131 554,5	233 923,7	915 386,5
Total général	230 040,0	369 327,7	584 745,3	829 763,9	1 106 829,2

Source: BRB

II.3.4.2. Dette extérieure

La dette extérieure s'est accrue de 4,8%, passant de 778.292,4 à 815.659,1 MBIF d'une année à l'autre. Cette augmentation a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (41.254,6

MBIF) et des plus-values de réévaluation (8.056,7 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette en principal (11.944,6 MBIF).

Tableau 30: Dette extérieure (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	613 116,3	654 153,6	688 985,1	722 482,7	776 284,5
b. Tirages	67 359,2	31 267,2	25 498,2	14 165,9	41 254,6
c. Réévaluation	-18 603,8	9 810,9	15 162,1	55 385,7	8 005,2
d. Amortissements	7 718,0	6 246,7	7 162,8	15 749,8	11 752,8
e. Encours fin période	654 153,6	688 985,1	722 482,7	776 284,5	813 791,5
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	2 591,3	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	-14,2	180,7	31,9	101,8	51,5
d. Amortissements	167,1	341,4	133,2	242,0	191,8
e. Encours fin période	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	615 707,6	656 563,7	691 234,5	724 630,8	778 292,4
b. Tirages	67 359,2	31 267,2	25 498,2	14 165,9	41 254,6
c. Réévaluation	-18 618,0	9 991,7	15 194,0	55 487,5	8 056,7
d. Amortissements	7 885,1	6 588,1	7 295,9	15 991,7	11 944,6
e. Encours fin période	656 563,7	691 234,5	724 630,8	778 292,4	815 659,1
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	15,7	15,6	15,0	14,0	13,6
Pour mémoire: PIB (en Mds BIF)	4 185,1	4 417,9	4 848,2	5 562,4	6 010,3

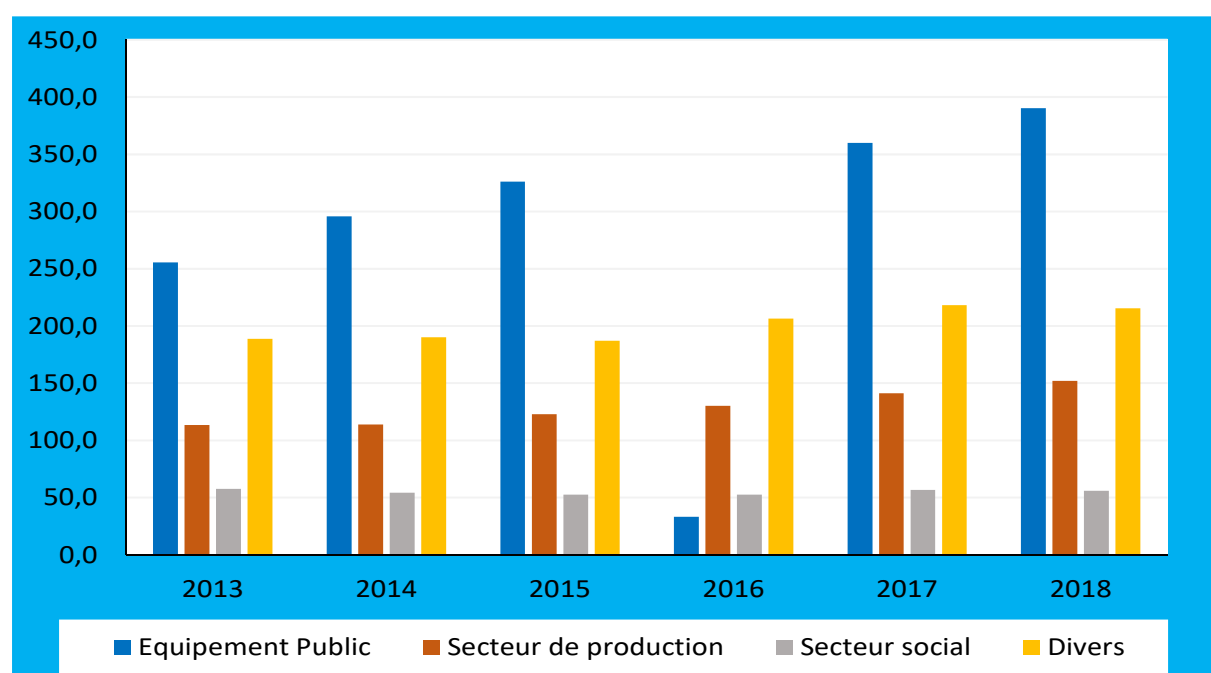
Source: BRB et MFBCDE

Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant de l'OPEP (11.390,69 MBIF), de la BADEA (7.437,94 MBIF), d'EXIM BANK (3.379,21 MBIF), du Fonds Koweït (12.414,2MBIF) et du Fonds Saoudien (6.632,6 MBIF). Ces financements ont été orientés vers le secteur routier (30.511,3 MBIF), les projets de développement agricole

et d'élevage (6.804,7 MBIF) et les projets divers, essentiellement dans le domaine des mines et énergie (3.938,6 MBIF).

La dette extérieure a principalement financé les équipements publics (47,8%), les projets divers (26,4%), les secteurs productifs (18,9%) et les secteurs sociaux (6,9%).

Graphique 6: Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



Source: BRB sur base des statistiques du MFBCDE

II.3.4.3. Service de la dette

En 2018, le service de la dette publique a fléchi de 1,3%, s'établissant à 66.464,0 contre 67.331,0 MBIF l'année précédente. Cette diminution a porté sur le remboursement de la dette extérieure en principal (11.944,6 contre 15.991,7 MBIF) et en intérêts (5.103,3 contre 7.810,6 MBIF) ainsi que les intérêts de

la dette intérieure (18.187,0 contre 18.835,5 MBIF). Le ratio du service de la dette par rapport aux dépenses du budget a diminué, passant de 5,2 à 5,1%. De même, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a baissé, s'établissant à 6,3 contre 6,5% l'année précédente.

Tableau 31: Service de la dette (en MBIF)

	2015	2016	2017		2018	
DEPOTS A VUE (en MBIF)				(en % du total)	EN MBIF	(en % du total)
Ménages	216 304,2	276 775,1	315 808,9	42,6	364 470,8	39,9
Autres sociétés non financières	123 242,6	198 178,4	298 478,2	41,1	435 018,3	47,6
Sociétés non financières publiques	22 953,3	26 859,1	34 852,6	4,8	31 328,4	3,4
Administrations locales	1 823,1	3 304,7	3 799,1	0,5	3 560,4	0,4
Etablissements financiers	7 505,3	6 477,2	6 295,8	0,9	7 176,6	0,8
Autres comptes	69 022,7	67 498,9	73 007,9	10,1	73 087,6	8,0
TOTAL	440 851,2	579 093,4	732 242,5	100,0	914 642,1	100,0
DEPOTS A TERME (en MBIF)				(en % du total)		(en % du total)
Ménages	191 015,6	161 611,1	181 441,8	52,6	205 643,7	49,5
Autres sociétés non financières	60 017,0	54 656,3	91 317,1	26,5	126 812,6	30,5
Sociétés non financières publiques	21 013,4	13 533,6	14 651,7	4,2	16 996,3	4,1
Administrations locales	831,7	33,3	51,1	0,0	172,5	0,0
Etablissements financiers	8 529,9	8 653,0	8 711,4	2,5	4 437,6	1,1
Autres comptes	45 981,0	44 297,3	49 010,9	14,2	61 655,4	14,8
TOTAL	327 388,6	282 784,6	345 184,0	100,0	415 718,1	100,0

Source: MFBCDE et BRB

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs a reculé de 5,1 à 3,3%.

II.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

II.4.1. Situation monétaire

D'une fin d'année à l'autre, les ressources et les emplois du système bancaire ont augmenté de 17,1%.

Tableau 32: Situation monétaire⁷ (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018
a) Avoirs extérieurs bruts	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9
b) Engagements extérieurs	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9
c) Créances nettes sur l'Etat	687 166,2	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0
Crédit à l'Etat	946 582,5	1 227 512,5	1 461 623,5	1 763 431,9
Dépôts du secteur gouvernemental	259 416,3	321 655,1	349 409,1	425 897,9
d) Créances sur l'économie	829 154,6	861 265,0	892 751,8	1 031 951,6
Crédit	797 687,6	843 560,6	872 004,7	1 009 475,3
Autres créances	31 467,0	17 704,4	20 747,1	22 476,3
RESSOURCES = EMPLOIS (a-b+c+d)	1 440 450,7	1 590 599,3	1 850 566,2	2 166 284,6
I. MASSE MONETAIRE (M3)	1 101 095,8	1 187 101,8	1 499 512,9	1 797 468,9
Masse monétaire (M2)	965 844,0	1 093 131,8	1 340 926,6	1 625 958,7
Monnaie (M1)	639 214,3	810 347,2	995 743,0	1 210 240,6
-Circulation fiduciaire hors banques	203 080,3	231 253,8	263 500,5	295 598,6
-Dépôts à vue	436 134,0	579 093,4	732 242,5	914 642,0
Quasi monnaie	326 629,7	282 784,6	345 183,6	415 718,1
Dépôts en devises des résidents	135 251,8	93 970,0	158 586,3	171 510,2
II. AUTRES RESSOURCES	339 354,9	403 497,5	351 053,3	368 815,7

Source: BRB

La croissance des ressources du système bancaire a concerné, à la fois, la masse monétaire M3 et les autres ressources. Cette croissance est imputable aux avoirs intérieurs nets à hauteur de 23,1 points de pourcentage, traduisant principalement une création monétaire d'origine interne.

Tableau 33: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2015	2016	2017	2018
MASSE MONETAIRE M3 (en %)	-0,1	7,8	26,3	19,9
Avoirs extérieurs nets	-23,2	-9,1	1,9	-3,2
Avoirs intérieurs nets	23,1	17,0	24,4	23,1
-Crédit intérieurs nets	25,5	22,8	20,0	24,3
Créances nettes sur l'Etat	27,6	19,9	17,4	15,0
Créances sur l'économie	-2,1	2,9	2,6	9,3
-Autres postes nets	-2,4	-5,8	4,4	-1,2

Source: BRB

⁷ Consolidation de la BRB et autres institutions de dépôts

II.4.1.1. Masse monétaire et autres ressources

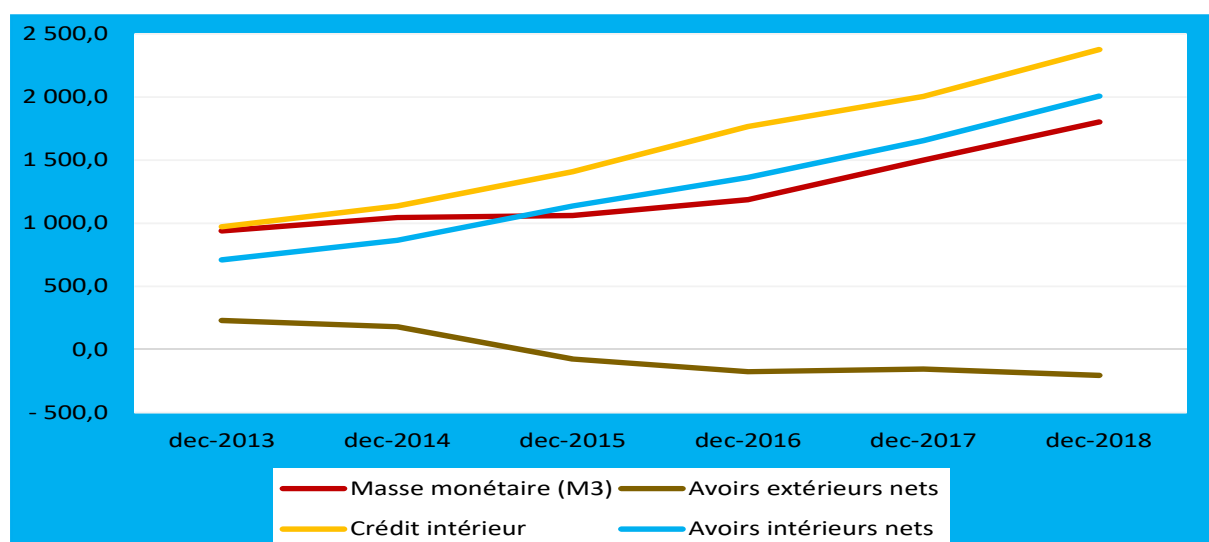
II.4.1.1.1. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 19,9% à fin décembre 2018, passant de 1.499,5 à 1.797,5 Mds de BIF. Cette hausse a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (+285.032,1 MBIF ou +21,3%) et les dépôts en devises des résidents (+12.923,9 MBIF ou +8,1%). S'agissant des composantes de M2, leur accroissement a concerné les dépôts à vue (+182.399,5 MBIF ou +24,9%), les avoirs à terme et d'épargne

(+70.534,5 MBIF ou +20,4%) et la circulation fiduciaire hors banques (+32.098,1 MBIF ou +12,2%).

La part des disponibilités monétaires dans l'agrégat M3 a légèrement progressé par rapport à l'année précédente, passant de 66,4 à 67,4%, alors que celle des avoirs en devises des résidents a reculé, s'établissant à 9,5 contre 10,2%. La part des dépôts à terme et d'épargne s'est stabilisée à 23,1%.

Graphique 7: Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



Source : BRB

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 214.497,6 MBIF, en liaison avec la hausse, à la fois, des dépôts à vue en BIF (+182.399,5 MBIF) et de la circulation fiduciaire hors banques (+32.098,1 MBIF). La part relative des dépôts à vue dans M1 a augmenté (75,6 contre 73,5%) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques a baissé (24,4 contre 26,5%).

La hausse des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les avoirs des autres sociétés non financières (+136.540,1 MBIF) et des ménages (+48.661,9 MBIF). En revanche, ceux des sociétés non financières publiques (-3.524,2 MBIF) et des administrations locales (-238,7 MBIF) ont baissé.

Tableau 34: Dépôts par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2015	2016	2017		2018	
DEPOTS A VUE (en MBIF)			(en MBIF)	(en % du total)	(en BIF)	(en % du total)
Ménages	216 304,2	276 775,1	315 808,9	42,6	364 470,8	39,9
Autres sociétés non financières	123 242,6	198 178,4	298 478,2	41,1	435 018,3	47,6
Sociétés non financières publiques	22 953,3	26 859,1	34 852,6	4,8	31 328,4	3,4
Administrations locales	1 823,1	3 304,7	3 799,1	0,5	3 560,4	0,4
Etablissements financiers	7 505,3	6 477,2	6 295,8	0,9	7 176,6	0,8
Autres comptes	69 022,7	67 498,9	73 007,9	10,1	73 087,6	8,0
TOTAL	440 851,2	579 093,4	732 242,5	100,0	914 642,1	100,0
DEPOTS A TERME (en MBIF)				(en % du total)		(en % du total)
Ménages	191 015,6	161 611,1	181 441,8	52,6	205 643,7	49,5
Autres sociétés non financières	60 017,0	54 656,3	91 317,1	26,5	126 812,6	30,5
Sociétés non financières publiques	21 013,4	13 533,6	14 651,7	4,2	16 996,3	4,1
Administrations locales	831,7	33,3	51,1	0,0	172,5	0,0
Etablissements financiers	8 529,9	8 653,0	8 711,4	2,5	4 437,6	1,1
Autres comptes	45 981,0	44 297,3	49 010,9	14,2	61 655,4	14,8
TOTAL	327 388,6	282 784,6	345 184,0	100,0	415 718,1	100,0

Source: BRB

b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont augmenté de 70.534,1 MBIF, passant de 345.184,0 à 415.718,1 MBIF. Cet accroissement a principalement concerné les placements des autres sociétés non financières (+35.495,5 MBIF), des ménages (+24.201,9 MBIF), des sociétés non financières publiques (+2.344,6 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+12.644,5 MBIF).

Les parts des dépôts des autres sociétés non financières (30,5 contre 26,5%) et ceux classés dans les autres comptes (14,8 contre 14,2%) se sont accrues, alors que celles des ménages (49,5 contre 52,6%), des sociétés non financières publiques (4,1 contre 4,2%) et des établissements financiers (1,1 contre 2,5%) ont reculé.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères ont augmenté de 12.923,9 MBIF, en liaison avec l'accroissement des avoirs des ménages (+11.268,8 MBIF), des autres sociétés non financières (+10.913,2 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+1.854,4MBIF). En revanche, les dépôts des sociétés non financières publiques ont diminué (-9.882,7MBIF).

II.4.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire se sont accrues de 17.762,4 MBIF, s'établissant à 368.815,7 contre 351.053,3 MBIF. De fait, l'augmentation des fonds propres (+74.763,1 MBIF), du solde des transactions interbancaires (+9.453,7 MBIF) et des dépôts à l'importation (+2.389,8 MBIF) a contrebalancé la diminution des autres postes nets (-68.162,7 MBIF).

II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire se sont accrues de 297.956,0 MBIF, suite à l'expansion du crédit intérieur qui a augmenté de 364.519,4 MBIF, les avoirs extérieurs nets ayant diminué de 48.801,0 MBIF.

II.4.1.2.1. Avoirs et engagements extérieurs

Les avoirs extérieurs ont baissé de 14,8%, passant de 340.133,2 à 289.845,9 MBIF, les engagements extérieurs s'étant presque stabilisés (493.046,3 contre 494.533,2 MBIF).

Tableau 35: Avoirs et engagements extérieurs

	2014	2015	2016	2017	2018
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	700 815,9	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9
-Dont réserves officielles (en MUSD)	317,3	136,4	95,4	102,2	70,3
Engagements extérieurs (en MBIF)	520 290,6	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9
Taux de change (fin de période)	1 553,1	1 617,1	1 688,6	1 766,7	1 808,3

Source: BRB

En glissement annuel, les réserves officielles ont diminué de 10,9% et couvraient 1,0 contre 1,7 mois d'importations de biens et services.

II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 18,2%, passant de 2.004,9 à 2.369,5 Mds de BIF suite à l'expansion, à la fois, des créances nettes sur l'Etat et des créances sur l'économie.

II.4.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 224.768,1 MBIF (ou +20,3%), passant de 1.112,2 à 1.377,5 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales, principalement sous forme de bons et obligations du Trésor (+288.948,6 MBIF ou 44,9%).

II.4.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie ont augmenté de 15,6%, passant de 892,8 à 1.031,9 Mds de BIF, en rapport avec l'accroissement des crédits à l'économie (+15,8%) et des autres créances (+8,3%).

II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Le total des facteurs autonomes de la liquidité bancaire a reculé de 141.608,3 MBIF par rapport à fin décembre 2017, s'établissant à -78.263,0 contre 63.345,3 MBIF. Cette baisse est imputable à l'effet restrictif lié à la diminution des créances nettes sur l'Etat (-88.610,8 MBIF), des avoirs extérieurs nets (-20.515,4 MBIF) et à la sortie de la Banque Centrale des billets et pièces (-42.061,3 MBIF).

Face à cette évolution, les banques commerciales ont accru le refinancement auprès de la Banque Centrale à hauteur de 88.190,0 MBIF et prélevé sur leurs réserves à concurrence de 54.787,5 MBIF.

Tableau 36: Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
- Billets et pièces en circulation	-15 657,2	-3 382,8	-36 788,8	-40 634,0	-42 061,3
- Créances nettes sur l'Etranger	10 542,1	-261 661,5	-29 088,2	22 908,0	-20 736,7
- Créances nettes sur l'Etat	34 117,1	188 990,5	56 644,6	21 224,2	-87 161,3
- Divers	5 333,3	21 094,2	-6 649,6	10 968,6	8 351,0
TOTAL FACTEURS AUTONOMES	34 335,3	-54 959,6	-15 882,0	14 466,8	-141 608,3
-Refinancement	2 000,0	19 800,0	67 200,0	70 990,0	88 190,0
dont : - Secteur bancaire	0,0	19 800,0	67 200,0	72 990,0	88 190,0
- Etablissements financiers	2 000,0	0,0	0,0	-2 000,0	0,0
-Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Réserves	36 335,3	-35 159,6	51 318,0	85 456,8	-53 418,3
dont : - Secteur bancaire	37 384,6	-35 744,4	49 951,8	86 862,9	-54 787,5
- Etablissements financiers	-1 049,3	584,8	1 366,2	-1 406,1	1 369,2

Source: BRB

II.4.3. Liquidité de l'économie

La liquidité de l'économie s'est accrue de 16,4 contre 26,2% à fin décembre 2017, passant de 1.742,9 à 2.029,0 Mds de BIF. Cette augmentation a concerné, à la fois, la liquidité active (+19,3%) et la liquidité passive (+11,1%).

Tableau 37: Composantes de la liquidité de l'économie

	2015	2016	2017	2018	2018/2017
Encours de fin d'année (en MBIF)					en %
I. LIQUIDITE ACTIVE	763 577,3	891 889,0	1 134 581,6	1 353 009,9	19,3
-Billets et pièces en circulation hors système financier	202 881,5	231 214,6	263 446,6	295 642,2	12,2
-Dépôts à vue auprès des institutions de dépôt	440851,2	579093,3999	732242,5	914 642,0	24,9
-Dépôts à vue en devises des résidents	119844,6	81581	138892,5	142725,7	2,8
II. LIQUIDITE PASSIVE	515 799,9	489 487,2	608 331,2	675 967,0	11,1
-Quasi-monnaie	327 388,6	282 784,6	345 184,0	410 133,8	18,8
-Titres du Trésor détenus par le secteur non bancaire	124 097,8	146 665,7	186 273,3	166 559,6	-10,6
-Placements auprès des établissements financiers	48 906,3	47 647,9	57 180,1	70 489,1	23,3
-Dépôts à terme en devises des résidents	15 407,2	12 389,0	19 693,8	28 784,5	46,2
Total (I+II)	1 279 377,2	1 381 376,2	1 742 912,8	2 028 976,9	16,4
Moyenne annuelle (en MBIF)					(en %)
I. LIQUIDITE ACTIVE	781 393,6	815 452,3	1 051 780,0	1 232 595,7	17,2
-Billets et pièces en circulation hors système financier	199 221,8	211 789,2	243 779,3	264 099,3	8,3
-Dépôts à vue auprès des institutions de dépôt	444 257,1	505 446,8	682 182,8	819 863,6	20,2
-Dépôts à vue en devises des résidents	137 914,7	98 216,3	125 817,9	148 632,8	18,1
	2015	2016	2017	2018	2018/2017
					en %
II. LIQUIDITE PASSIVE	461 911,5	488 717,8	549 467,1	649 856,6	18,3
-Quasi-monnaie	313 955,9	294 906,8	317 216,9	387 066,7	22,0
-Titres du Trésor détenus par le secteur non bancaire	100 350,7	131 980,8	164 360,1	178 315,0	8,5
-Placements auprès des établissements financiers	40 024,6	47 265,3	53 222,2	64 088,2	20,4
-Dépôts à terme en devises des résidents	7 580,3	14 564,8	14 667,9	20 386,7	39,0
Total (I+II)	1 243 305,1	1 304 170,1	1 601 247,0	1 882 452,3	17,6

Source: BRB

La progression de la liquidité active a porté sur les dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (+24,9%) et la circulation fiduciaire hors du système financier (+12,2%) ainsi que sur les dépôts à vue en devises des résidents (+2,8%).

L'augmentation de la liquidité passive est en rapport avec l'accroissement des placements auprès des établissements financiers (+23,3%), les dépôts à terme et d'épargne (+18,8%) et les dépôts à terme en devises des résidents (+46,2%).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 17,6%, en rapport avec la hausse de la liquidité active (+17,2%) et de la liquidité passive (+18,3%).

Le taux de liquidité de l'économie, calculé sur base du PIB, a augmenté s'établissant à 31,3 contre 28,8%. De même, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la Dépense Intérieure Brute (DIB) s'est accru, passant de 24,0 à 26,5%.

Tableau 38: Taux de liquidité de l'économie

	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	1 243 305,1	1 304 170,1	1 601 247,0	1 882 452,3
PIB au prix du marché (en MBIF)	4 417 872,0	4 848 204,0	5 562 399,0	6 010 345,0
Rapport liquidités /PIB (en %)	28,1	26,9	28,8	31,3
Dépense intérieure brute (1)	5 466 421,0	5 747 458,0	6 663 378,0	7 108 434,0
Rapport liquidités /DIB (en %)	22,7	22,7	24,0	26,5
(1) DIB= PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services				
p: provisoire				

Source: BRB

II.4.4. Activités du secteur bancaire

L'activité du secteur bancaire a progressé en 2018, le total du bilan ayant augmenté de 19,4% contre 18,0% en 2017.

Tableau 39: Evolution des ressources et des emplois

Les ressources du secteur bancaire						
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Dépôts de la clientèle	950 754,5	993 065,9	1 001 852,0	1 234 106,1	1 510 329,6	22,4
Refinancement auprès B.R.B.	4 882,7	14 503,5	82 559,1	160 080,4	249 569,1	55,9
Ressources Marché Interbancaire	96 608,5	113 349,7	139 802,9	149 478,6	164 241,1	9,9
Autres	530 678,5	524 347,6	610 742,6	621 000,8	659 330,3	6,2
Total ressources	1 582 924,2	1 645 266,7	1 834 956,6	2 164 665,9	2 583 470,1	19,3
Les emplois du secteur bancaire						
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Caisse	41 853,4	41 002,0	48 070,9	49 771,7	59 188,5	18,9
B.R.B.	119 225,3	87 159,8	138 987,5	229 296,6	165 395,0	-27,9
Banques & Etablissements Financiers	205 961,7	111 438,8	51 031,4	87 582,5	73 981,7	-15,5
Titres du Trésor	147 702,9	254 809,3	437 988,6	643 490,6	937 822,9	45,7
Crédit à l'économie	836 831,2	803 605,7	811 777,6	795 480,6	939 700,1	18,1
Autres	231 349,8	347 251,1	347 100,6	359 043,9	407 381,9	13,5
Total emplois	1 582 924,3	1 645 266,7	1 834 956,6	2 164 665,9	2 583 470,1	19,3

Source: BRB

II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

Les dépôts de la clientèle, principales ressources du secteur bancaire, se sont accrues de 22,4%, passant de 1.234,1 à 1.510,4 Mds de BIF. Cet accroissement des ressources est principalement lié à l'accélération de l'activité économique et aux différentes mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises par la Banque Centrale. En effet, les interventions de la Banque Centrale se sont établies à 249.569,0 contre 160.080,4 MBIF.

II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

A l'exception des avoirs à la BRB (-27,9%) et des prêts interbancaires (-15,5%) qui ont diminué, tous les autres postes des emplois ont augmenté. Les avoirs en caisse ont augmenté de 18,9%, les placements en titres du Trésor de 45,7%, le crédit à l'économie de 18,1%.

II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

Les principaux indicateurs de solidité financière se sont globalement améliorés au cours de l'année 2018. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, rentable et solvable.

Tableau 40 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
I. Structure et évolution des Actifs					
Actifs liquides / Total actifs (en %)	23,2	30,0	37,9	46,7	47,86
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	52,9	48,8	43,2	35,3	36,01
II. Structure et évolution des ressources					
Dépôts de la clientèle (en %)	60,1	60,4	54,6	57,0	58,5
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	0,3	0,9	4,5	7,4	9,7
Banques & Etablissements Financiers (en %)	6,1	6,9	7,6	6,9	6,4
III. Indicateurs de santé financière					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	200 630,6	206 742,9	229 217,6	251 351,5	273 109,3
Fonds propres globaux (en MBIF)	231 350,8	240 219,0	265 744,0	285 218,5	298 561,0
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	15,6	16,6	19,8	20,7	20,3
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	18,1	19,3	23,0	23,5	22,2
Ratio de levier (norme 7%)	0,0	14,3	14,3	12,8	11,2
IV. Qualité et concentration des crédits					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	52,9	48,8	43,2	36,7	36,4
Taux des prêts non performants	10,9	17,9	12,8	14,6	9
Taux d'impayés	11,9	18,3	15,6	19,8	14,7
V. Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	35,4	37,7	55,3	58,1	225
Coefficient de liquidité en devises	84,9	119,5	127,6	113,5	139
Total crédits/total dépôts	88,0	75,5	72,3	64,5	62,52
Rapport entre Ressources Stables et Emplois Immobilisés	150,6	131,4	147,2	136,4	176,6
V. Rentabilité et performance					
Résultat net de l'exercice	15 629,5	22 531,9	23 348,9	37 018,4	68 916,20
Produit Net Bancaire	120 577,2	145 183,4	154 710,0	180 111,1	210,0
Rentabilité des Fonds Propres en %	6,8	11,6	11,9	16,7	20,6
Rentabilité des Actifs en %	1,0	1,9	1,8	2,2	2,4

Source: BRB

I.4.5.1. Capitalisation et solidité du secteur bancaire

Globalement, le secteur bancaire est resté financièrement solide, avec un niveau des fonds propres suffisants pour se prémunir contre les risques inhérents à son activité. D'une année à l'autre, tous les ratios prudentiels relatifs à la solvabilité sont restés largement supérieurs aux minima réglementaires. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 22,2 contre 23,5% en 2017, largement supérieur à la norme minimale de 14,5%. Le ratio de solvabilité de base s'est établi à 20,3 contre

20,7% alors que la norme réglementaire est de 12,5%.

II.4.5.2. Qualité du portefeuille crédit et rentabilité du secteur bancaire

Pour le secteur bancaire, la qualité du portefeuille crédit s'est améliorée par rapport à l'année précédente. Le taux de détérioration s'est fixé à 9,0 contre 14,6%. Le taux de provisionnement des créances non performantes a augmenté, passant de 80,0 à 87,0% en rapport avec le respect des instructions relatives au provisionnement et à la bonne classification des créances.

Au cours de l'année 2018, la rentabilité du secteur bancaire s'est nettement améliorée. Le Produit Net Bancaire a augmenté de 17,6%, s'établissant à 211.722,2 contre 179.672,5 MBIF. De même, le résultat net de l'exercice a augmenté, passant de 37.018,14 à 61.551,30 MBIF. Le ratio de rentabilité des fonds propres (ROE) et celui des actifs (ROA) se sont accrus, passant de 13,0 à 20,6% et de 1,7 à 2,4% respectivement.

II.4.6. Activités et solidité du secteur de la microfinance

En 2018, le total du bilan du secteur de la microfinance s'est accru de 21,0%, passant de 288.219,7 à 349.513,9 MBIF. Cet accroissement est essentiellement lié à l'augmentation des dépôts (+16,0%) qui se sont établis à 190.907,5 contre 164.387,7 MBIF l'année précédente. Les dépôts représentaient la principale ressource des IMF. Leur part dans le total des ressources était de 57,0 contre 55,0% en 2017. Au niveau des emplois, les crédits à l'économie ont progressé de 10,0%, passant de 198.406,3 à 220.451,4 MBIF d'une année à l'autre.

II.4.6.1. Qualité du portefeuille de crédits du secteur de la microfinance

La qualité du portefeuille crédit s'est légèrement dégradée dans le secteur de la microfinance. Les prêts non performants se sont accrus, passant de 10.432,4 à 13.680,8 MBIF. Ainsi, le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR) à 30 jours du

secteur de la microfinance s'est établi à 6,2 contre 5,7% alors que la limite tolérable est fixée à 5% au niveau de la CEA.

II.4.6.2. Adéquation des fonds propres

Au 31 décembre 2018, les fonds propres nets se sont établis à 115.437,9 MBIF, soit un ratio de solvabilité de 33,0% contre la norme réglementaire de 12%. Mais ce ratio cache des disparités intra-secteur puisque seulement quatre IMF possédaient 79,0% du total des fonds propres. En outre, toutes les IMF ont respecté l'exigence réglementaire relative à la constitution des réserves légales de 20% sur leurs excédents nets en fin d'exercice, prévues pour être affectées aux fonds propres sans limitation de durée et de montant. En termes de couverture des risques, les fonds propres des IMF représentaient 52,4 % de leur portefeuille crédit à fin décembre 2018.

II.4.7. Crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 16,3% contre 3,3% une année auparavant, passant de 977,0 à 1.136,9 Mds de BIF. Cette augmentation a porté, à la fois, sur les crédits à court (+12,2 contre +0,2%), à moyen (+27,5 contre +1,2%) et à long terme (+19,5 contre +22,4%).

L'encours des engagements par signature a augmenté de 21,2 contre 12,1% à fin 2017. Cet accroissement a concerné les crédits à change non couvert (+21,1 contre +69,1) et les avals et cautions (+21,3 contre -3,2%).

Tableau 41: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)

	2015		2016		2017		2018	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
I. ENCOURS DE CREDITS	876 008,0	854 077,2	946 497,1	916 008,5	977 310,6	927 016,4	1 136 918,5	1 072 303,1
a) Crédits à court terme	579 338,0	537 021,7	629 675,5	609 700,5	631 017,4	596 917,7	707 381,7	700 304,1
-Importation après expédition	5 745,1	3 290,4	3 280,3	4 454,3	2 339,6	2 352,7	5 697,8	3 978,6
-Trésorerie et créances commerciales	566 785,6	532 926,3	625 956,6	601 990,8	618 331,0	585 879,2	680 555,9	682 885,2
-Exportation	6 807,3	805,0	438,6	3 255,4	10 346,8	8 685,9	21 128,0	13 440,3
b) Crédits à moyen terme	180 128,0	214 080,2	195 807,8	189 972,9	198 136,9	195 303,1	252 708,1	212 510,3
-Habitat	17 564,2	20 324,6	21 756,2	19 284,8	24 281,9	23 308,1	24 586,2	26 706,5
-Equipement	162 563,8	193 755,6	174 051,6	170 688,1	173 855,0	171 994,9	228 121,9	185 803,8
c) Crédits à long terme	116 542,0	102 975,3	121 013,8	116 335,1	148 156,3	134 795,6	176 828,7	159 488,7
-Habitat	62 507,2	33 109,9	67 282,9	66 008,5	81 197,0	76 542,7	112 629,1	94 331,7
-Equipement	54 034,8	69 865,4	53 730,9	50 326,6	66 959,3	58 252,9	64 199,6	65 157,0
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	84 709,4	82 322,7	65 142,4	80 166,3	73 032,3	69 256,3	88 540,8	80 027,2
a) Crédits à change non couvert	28 007,7	26 104,6	13 826,4	21 754,3	23 381,2	22 148,3	28 315,5	25 592,8
b) Avals et cautions	56 701,7	56 218,1	51 316,0	58 412,0	49 651,1	47 108,0	60 225,3	54 434,4
TOTAL DES RISQUES	960 717,4	936 399,9	1 011 639,5	996 174,8	1 050 342,9	996 272,7	1 225 459,3	1 152 330,3

Source: BRB

II.4.7.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme ont augmenté de 12,2%, s'établissant à 707.381,7 contre 631.050,3 MBIF en 2017. Cette augmentation a porté principalement sur les crédits de trésorerie et de mobilisation des créances commerciales (+62.192,0 MBIF), les crédits à l'importation (+3.358,2 MBIF) et les crédits à l'exportation (+ 10.781,2 MBIF).

II.4.7.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme se sont accrus de 27,5%, passant de 198.136,9 à 252.510,3 MBIF. Cette augmentation a principalement concerné les financements de l'équipement (+54.266,9 MBIF ou 31,2%).

II.4.7.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont progressé de 19,4%, passant de 148.156,3 à 176.828,7 MBIF, en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (+31.432,1 MBIF ou 19,4%), les crédits à l'équipement ayant baissé (-2.759,7 MBIF ou -4,1%).

II.4.7.4 Crédits par branche d'activité

Les crédits au commerce (251.994,5 contre 225.064,2 MBIF), à l'habitat et autres constructions (159.841,0 contre 134.911,6 MBIF), à la campagne café (42.849,8 contre 14.984,5 MBIF) et aux activités diverses (358.710,1 contre 272.131,4 MBIF) ont augmenté.

Tableau 42: Evolution des crédits du secteur bancaire par branche d'activité (en MBIF)

	2015	2016	2017		2018	
			en MBIF	en %	en MBIF	en %
Commerce	236 010,9	239 834,2	225 064,2	28,2	251 994,5	26,7
Café	20 693,0	8 714,2	14 984,5	1,9	42 849,8	4,5
Habitat et autres constructions	116 372,0	124 770,0	134 911,6	16,9	159 841,0	16,9
Industrie	119 717,9	93 114,2	84 716,4	10,6	73 101,9	7,7
Agriculture	24 451,7	25 379,8	18 013,7	2,3	17 717,6	1,9
Hôtellerie et Tourisme	57 906,7	58 131,0	47 514,7	6,0	38 620,6	4,1
Artisanat	698,4	510,6	863,6	0,1	1 214,3	0,1
Divers	225 248,8	261 323,4	272 131,4	34,1	358 710,1	38,0
TOTAL	801 099,4	811 777,4	798 200,1	100,0	944 049,8	100,0

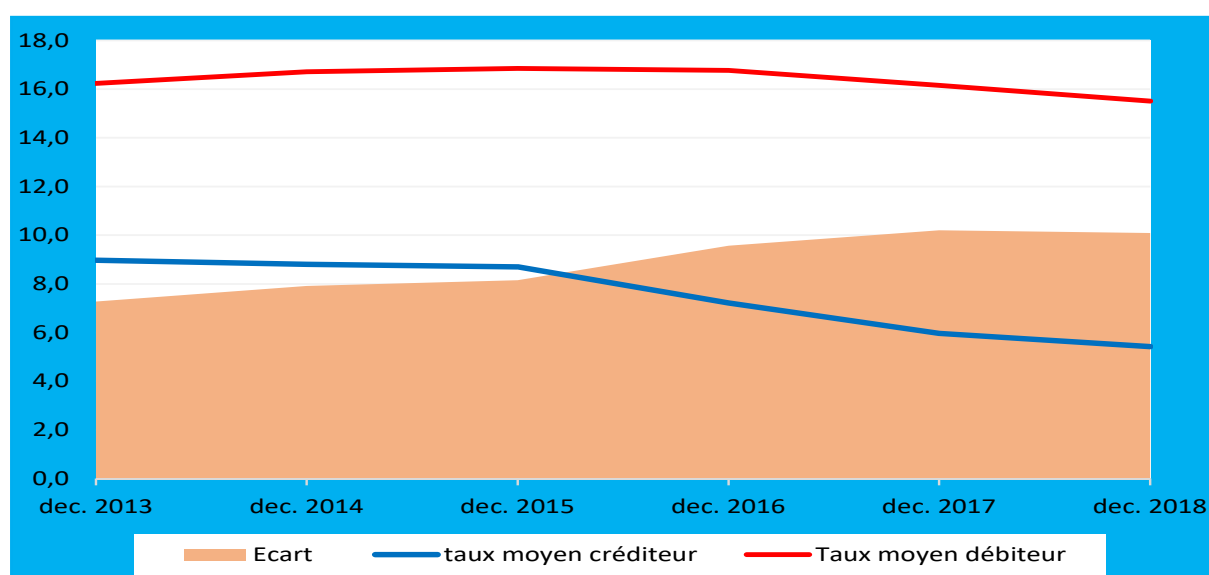
Source: BRB

En revanche, les crédits à l'industrie (73.101,9 contre 84.716,4 MBIF), à l'hôtellerie et tourisme (38.620,6 contre 47.514,7 MBIF) et à l'agriculture (17.717,6 contre 18.013,7 MBIF) ont baissé et leurs parts dans l'ensemble des crédits se sont repliées.

II.4.8. Taux d'intérêts bancaire

Les taux d'intérêt ont légèrement varié en 2018 comme en 2017. Le taux débiteur

moyen sur l'encours total des crédits s'est fixé à 15,37% en 2018 contre 16,16% en 2017. Cette diminution a concerné, à la fois, les taux d'intérêt à court (15,75 contre 16,40%), à moyen (14,78 contre 16,03%) et à long termes (14,64 contre 14,83%). Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours de l'année 2018 a légèrement baissé par rapport à celui de 2017, s'établissant à 16,07 contre 16,79%.

Graphique 8: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens


Source: BRB

Le taux créditeur moyen a baissé, s'établissant à 5,96 contre 7,21%. Cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les comptes à terme et d'épargne (6,94 contre 7,60%), les bons de caisse (4,34 contre 8,30%) et les comptes sur livret (5,48 contre 6,84%).

DEUXIEME PARTIE:

ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

Les statuts de la Banque de la République du Burundi (Art.1 des statuts de la BRB) lui confèrent la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS

III.1.1. Objectif de politique monétaire

Pour atteindre son objectif principal, la Banque de la République du Burundi utilise les instruments indirects lui permettant de contrôler la masse monétaire. Au cours de l'année 2018, la Banque a contribué à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique. Elle a poursuivi l'assouplissement des conditions de refinancement des banques commerciales pour les inciter davantage à financer les investissements productifs. La Banque a également initié de nouvelles orientations de politique monétaire visant à financer les secteurs porteurs de croissance, incluant notamment les secteurs agro-pastoral et industriel, avec un accent particulier sur les perspectives d'accroissement de la production exportable et de substitution aux importations.

III.1.2. Instruments de politique monétaire

Les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République du Burundi sont les appels d'offres de liquidité, la facilité de prêt marginal et les réserves obligatoires.

Pour assurer la régulation de la liquidité bancaire, la Banque conduit les opérations d'appels d'offres d'apport ou de reprise de liquidité sur une fréquence hebdomadaire. Les taux d'intérêt sont librement fixés par les banques soumissionnaires aux appels d'offres. Les opérations d'apport de liquidité se font sur des maturités de 7, 14 et 28 jours pour les banques en besoin de refinancement.

Pour les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

La Banque de la République du Burundi maintient une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour. Le taux d'intérêt sur cette facilité de prêt marginal est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Pour limiter le pouvoir de création monétaire par les banques commerciales, celles-ci doivent constituer des réserves obligatoires sous forme de dépôts non rémunérés. Ces réserves sont constituées séparément, en BIF, en dollar américain et en euro, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3,0% des dépôts collectés.

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 384 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, soit une moyenne par opération de 31.402 MBIF, ont été effectuées en 2018 alors que 86 opérations avaient été enregistrées en 2017 pour une moyenne par opération de 53.114,6 MBIF.

Les banques commerciales ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 146 opérations ont été enregistrées en 2018 contre 127 en 2017, soit une moyenne de 6.055 MBIF par opération contre 5.751,8 MBIF l'année précédente.

Suite à l'augmentation des opérations d'appels d'offres d'apport de liquidité, le volume des transactions interbancaires a diminué, s'établissant à 54.860 MBIF en 2018 contre 115.450 MBIF en 2017; soit une moyenne par opération de 2.612 contre 2.309 MBIF. Au cours de la même année, 4 opérations de pensions livrées ont été enregistrées contre 12 en 2017, la moyenne par opération s'est établie à 1.460 contre 1.115 MBIF l'année précédente.

Au cours de l'année 2018, les banques se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

Pour faciliter le financement de la campagne café 2018-2019, la BRB a ouvert une fenêtre spéciale de refinancement de cette campagne à un taux fixe de 2% de telle façon que les banques commerciales financent les intervenants dans ce secteur à un taux ne dépassant pas 9%. Toutes les demandes des banques commerciales disposant des effets café éligibles au refinancement ont été satisfaites.

Dans le but d'ajuster la politique monétaire aux orientations stratégiques du Pays, telles que retracées dans le Plan National de Développement 2018-2027, en tant qu'outil privilégié de planification à moyen et long terme de l'économie burundaise, la Banque de la République du Burundi a organisé, en date du 8 Novembre 2018, un atelier à l'endroit des responsables du secteur bancaire et de la Microfinance, au cours duquel de nouvelles mesures de politique monétaire ont été annoncées, en vue de soutenir les investissements dans les secteurs prioritaires et porteurs de croissance.

Ces mesures portent essentiellement sur les perspectives d'assouplissement des conditions de refinancement du secteur bancaire et de la microfinance, qui financeront, à des taux raisonnables et relativement bas, les secteurs porteurs de croissance, particulièrement pour les activités orientées vers la substitution aux importations, la promotion des exportations et le développement du tissu industriel au Burundi.



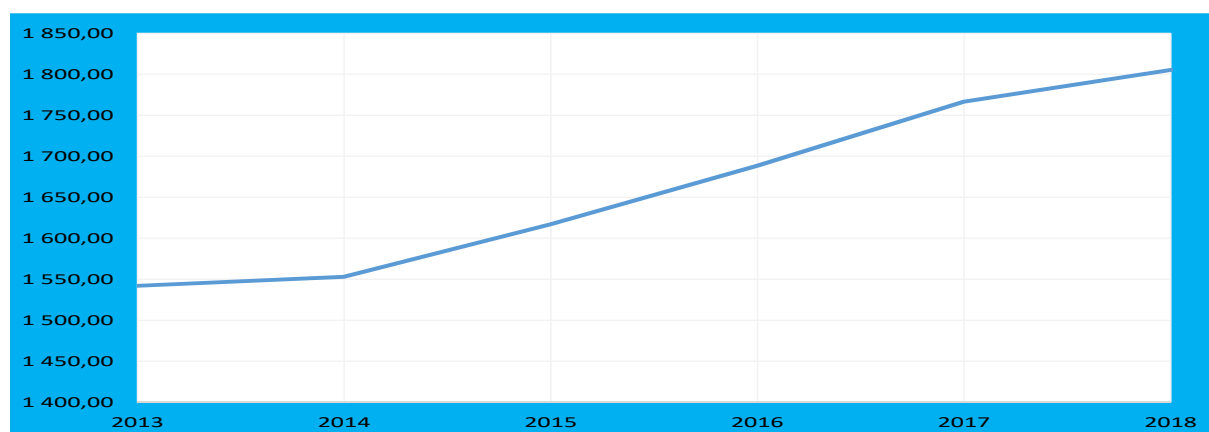
Mr Jean CIZA, Gouverneur de la BRB à l'occasion de l'atelier du 8 Novembre 2018 sur les nouvelles mesures de politique monétaire.

III.2. MARCHÉ DES CHANGES ET TAUX DE CHANGE

Pour faciliter les importations des produits stratégiques tels que le carburant, les médicaments, les engrais chimiques et autres matières premières, la Banque a intensifié les opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID) pour essayer de maîtriser l'inflation importée. Les interventions de la Banque sur le MID se sont établies à

224,47MUSD en 2018 contre 265,73 MUSD et à 20,00 contre 64,33 million d'euro en 2017.

Le taux de change de référence journalier a été déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués sur les opérations d'achat et de vente de devises effectuées la veille par les banques commerciales.

Graphique 9: Taux de change: BIF par unité de USD (fin de période)


Source: BRB

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport à certaines monnaies notamment le dollar américain (+2,19%), le yen japonais (+2,55%) et le franc suisse (+0,75%) tandis qu'il s'est apprécié par rapport à l'euro (-2,69%), le livre sterling (-3,87%) et le DTS (-0,36%).

Tableau 43: Cours de change de fin de période des principales monnaies (en unités de BIF)

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2014	1 553,05	1 888,20	2 249,41	2 417,01	1 569,77	12,98
2015	1 617,13	1 767,52	2 243,36	2 397,48	1 635,03	13,43
2016	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
2018	1 805,36	2 054,21	2 500,88	2 286,48	1 819,32	16,07
Variation 2018/2017 (en %)	2,19	-2,69	-0,36	-3,87	0,75	2,55

Source: BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des principales monnaies. En effet, le franc Burundi s'est déprécié face au dollar américain (+3,11%), à l'euro (+7,83%), au DTS (+5,28%), au livre sterling (+6,85%), au franc suisse (+3,84%) et au yen japonais (+3,95%).

Tableau 44: Cours de change moyen des principales monnaies en BIF

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2014	1 546,69	2 056,73	2 347,81	2 551,82	1 692,98	14,66
2015	1 571,92	1 744,58	2 199,49	2 390,19	1 633,66	12,99
2016	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
2018	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
Variation 2018/2017(en %)	3,11	7,83	5,28	6,85	3,84	3,95

Source: BRB

S'agissant du taux de change effectif nominal, il a augmenté de 3,2%, à fin décembre 2018 passant de 102,01 à 105,25 en liaison avec la dépréciation du taux de change du BIF par rapport aux monnaies des principaux

partenaires commerciaux. Par contre, le taux de change effectif réel a baissé de 7,2%, s'établissant à 94,36 contre 101,65 en rapport avec la diminution plus importante des prix locaux que les prix étrangers.

Tableau 45: Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)

Période	NOMINAL	REEL
2014	111,89	101,12
2015	118,27	119,87
2016	103,22	99,44
2017	107,00	86,21
2018	103,18	85,16
2017		
Mars	99,92	113,32
Juin	95,67	106,72
Septembre	91,14	102,91
Décembre	102,01	101,65
2018		
Mars	88,28	95,28
Juin	93,18	99,87
Septembre	93,47	94,84
Décembre	105,25	94,36

Source: BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a diminué de 3,6%, s'établissant à 103,18 en 2018 contre 107,00 en 2017, en rapport avec l'appréciation du BIF vis-à-vis de certaines monnaies. Le taux de

change effectif réel a baissé de 1,2%, se fixant à 85,16 contre 86,21 l'année précédente, en rapport avec la diminution plus importante des prix locaux que les prix étrangers.

III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT

III.3.1. Circulation fiduciaire

Au cours de l'année sous revue, la Banque a poursuivi le programme de démonétisation des anciennes coupures. Elle a mis à la disposition du public de nouveaux billets et pièces en toutes coupures en vue d'assurer la qualité de la monnaie en circulation. Les billets démonétisés de l'ancienne gamme de billets avaient une valeur de 826.575.840 BIF.

Par rapport à 2017, les billets en circulation ont augmenté de 13,7% tandis que les pièces ont diminué de 1,3%. L'ensemble des billets en circulation était constitué par 63,6% des billets de 10.000, de 21,9% des billets de 5.000 BIF, de 6,3% des billets de 2.000 BIF, de 3,9% des billets de 1.000 et de 1,5% des billets de 500 BIF. Les pièces représentaient une part marginale (0,4%) de la circulation fiduciaire.

Dans le cadre de la lutte contre la falsification et la contrefaçon des billets, la BRB a saisi 71 faux billets d'une valeur faciale de 420.500 BIF en 2018. Les coupures de 10.000 BIF et de 5.000 BIF ont été les plus visées par la contrefaçon et représentaient 57 et 39% respectivement.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de banque au sein de la CEA par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces.

III.3.2. Systèmes des paiements

Comme repris dans la loi budgétaire 2018/2019, la BRB a continué à mettre en application l'article 14 stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des ONG recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi, qui, sur demande des bénéficiaires, mettra à leurs dispositions la contrepartie en BIF dans leurs comptes ouverts dans les livres de la BRB ou des banques commerciales.

A cet effet, 289 comptes ont été ouverts en 2018 contre 359 comptes ouverts en 2017. Toutefois, 41 comptes ont été clôturés contre 58 comptes une année avant.

En vue d'assurer le fonctionnement de ces comptes, 1.845 titres de paiements ont été émis en 2018 contre 1.506 en 2017. Les ordres de virements pour le compte de la clientèle ont diminué de 17,9%, s'établissant à 11.952 en 2018 contre 14.571 ordres de virements en 2017. En valeur, ces ordres de virements s'élevaient à 444,9 Mds de BIF en 2018 contre 352,6 Mds de BIF en 2017.

Au niveau des opérations transitant par la chambre de compensation, les chèques échangés qui constituent le principal instrument de paiements ont régressé de 6,2%, s'établissant à 117.603 chèques en 2018 contre 125.407 chèques échangés en 2017. En valeur, ils totalisaient 1.156,7 Mds de BIF en 2018 contre 2.048,0 Mds de BIF en 2017, soit une baisse de 43,5%.

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES

En 2018, la BRB a continué le suivi permanent des établissements de crédit et des institutions de microfinance pour s'assurer de leur solidité par des contrôles sur pièces et sur place.

III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

L'année 2018 a été marquée par l'élaboration et l'édition des textes d'application de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires.

Dans le secteur bancaire, 18 circulaires d'application de ladite loi ont été élaborées et édictées au cours de l'année 2018. L'objectif poursuivi était de renforcer la gouvernance dans les établissements de crédit et la transparence financière ainsi que l'amélioration de la surveillance prudentielle basée sur des outils répondant aux standards régionaux et internationaux pour assurer la stabilité du secteur bancaire.

Au niveau des institutions de microfinances, le règlement N°001/2018 relatif aux activités de microfinance et ses circulaires d'applications ont été édictés. En outre, dans le cadre de la réalisation des activités consignées dans le plan stratégique 2017-2019 de la Banque de la République du Burundi, un rapport sur la supervision de tous les établissements assujettis, incluant les institutions de microfinance a été produit.

En ce qui concerne les activités de supervision, les activités en rapport avec le contrôle permanent et le contrôle sur place

des institutions de microfinance ont été réalisées. Le contrôle permanent a été marqué par l'implémentation des outils permettant l'amélioration de la qualité du reporting, en introduisant la transmission électronique des données par les institutions de microfinance sur des fréquences mensuelles et trimestrielles. S'agissant du contrôle sur place, un contrôle général a été effectué auprès de quatre institutions de microfinance, au moment où un contrôle thématique a été effectué dans trois institutions.

III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière

La Banque a conduit des exercices d'analyses macro prudentielles pour diagnostiquer les risques systémiques encourus par le secteur financier. Ces exercices s'inspirent des effets et des résolutions de la crise financière mondiale de 2008 qui a occasionné des faillites bancaires généralisées.

Les résultats de ces exercices ont conclu qu'à fin décembre 2018, trois banques sont d'une importance systémique et représentaient 65,0% de l'actif total, 66,4% des dépôts et 57,2% du total des crédits.

La supervision macro prudentielle prête une attention particulière à ces banques car leurs difficultés ou la faillite d'une d'entre elles pourraient mettre en péril la stabilité financière et entraîneraient de graves répercussions sur l'économie nationale.

III.4.3. Supervision de la microfinance

En 2018, le secteur de la microfinance comptait trente-sept institutions de microfinance, dont vingt entreprises de microfinance (1^{ère} catégorie) et dix-sept coopératives (3^{ème} catégorie). La Banque de la République du Burundi a retiré l'agrément à cinq institutions de microfinance qui ne remplissaient plus les conditions d'exercer les activités d'intermédiation financière.

III.4.4. Supervision des bureaux de change

Au terme de l'année 2018, cinquante-neuf bureaux de change étaient opérationnels. Des contrôles ponctuels ont été réalisés dans tous les bureaux de change exerçant en mairie de Bujumbura.

La Banque a levé la mesure de suspension d'agrément des bureaux de change prise en 2016, en faveur des opérateurs qui souhaitent exercer des opérations de change à l'intérieur du pays, plus particulièrement dans les provinces frontalières avec les pays voisins.

III.4.5. Supervision des Etablissements de paiement

Au cours l'année 2018, la Banque a continué ses activités quotidiennes de suivi permanent des activités des établissements de paiement. Dans ce cadre, un établissement de paiement de monnaie électronique a été agréé. Quatre établissements de paiement fournissant les services de transmission de fonds, ont été agréés. En outre, un format de reporting pour la collecte des données a été élaboré et adressé à ces derniers pour la transmission des informations financières à la BRB.

III.4.6. Inclusion financière

En vue de suivre l'évolution de l'état des lieux de l'inclusion financière au Burundi, la BRB mène annuellement une enquête nationale sur l'offre des produits et services financiers formels par le biais d'un questionnaire administré aux institutions financières assujetties et à la Régie Nationale des Postes (RNP). Au cours de l'année 2018, la BRB a publié les résultats de l'enquête de 2016. Ces résultats ont montré que, globalement, le taux d'inclusion financière (le pourcentage de la population adulte ayant un compte de dépôt ou d'épargne dans une institution financière formelle) s'est presque stabilisé (21,5%) par rapport à celui de l'année 2015 (21,9%).

Les comptes de dépôts ont connu une légère augmentation (1,0 contre 2,8% en 2015). Les EMF totalisaient 87,4% du nombre total des comptes de dépôts contre 80,9 % en 2015. Les comptes de dépôts ont diminué de 45,4% pour la catégorie des clients individuels et de 53,2% pour la catégorie des clients sous formes d'associations. Cette diminution des comptes individuels ou en associations est à relativiser suite à l'augmentation des comptes non classés dans les réponses des questionnaires de l'enquête.

L'encours total des dépôts a régressé de 21,0% alors qu'il avait augmenté de 1,0% en 2015. Au niveau de cette enquête, les Banques et Etablissements Financiers représentaient 63,7% de l'encours total des dépôts contre 78,8% en 2015.

La répartition des dépôts selon le genre montre que les femmes sont moins nombreuses à détenir un compte de dépôt et d'épargne que les hommes tant en associations que dans la catégorie des comptes individuels.

En matière de crédit, les comptes de crédits ont augmenté de 11,70% contre 10,90% en 2015. Les EMF avaient 73,62% des comptes de crédit contre 75,86% en 2015. Les comptes de crédit des clients individuels ont diminué de 1,0% par rapport à 2015 tandis que ceux des clients membres d'associations ont augmenté de 3,0%.

L'encours des crédits a augmenté de 3,6% en 2016 contre une diminution de 17,1% en 2015. Les Banques et Etablissements Financiers avaient 71,9% de l'encours total des crédits en 2016 contre 76,94% en 2015. Le reste de l'encours des crédits se concentrait dans les Microfinances.

La répartition des comptes de crédits par sexe montre que les femmes accédaient généralement moins aux crédits que les

hommes. Le volume des crédits accordés aux hommes a augmenté de 11,6% par rapport à 2015 tandis que celui accordés aux femmes a baissé de 7,2% pendant la même période.

La répartition des crédits par secteur d'activité montre que 34,7% du volume total des crédits était dans le secteur de l'habitat et immobilier, 20,8% dans la consommation, 15,9% dans le commerce, 8,8% dans les services, 4,4% dans l'agriculture et 1,8% dans l'industrie. S'agissant de la répartition géographique des clients, que ce soit pour les comptes de dépôts ou de crédit, pour le niveau des dépôts ou de l'encours crédit, la Mairie de Bujumbura a presque la quasi-totalité des détenteurs de compte de dépôts et de crédits, les provinces de Gitega et Ngozi détenaient un pourcentage très faible.

III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la collecte, le traitement et la publication des statistiques monétaires et financières, du commerce extérieur et de la balance des paiements, des finances publiques ainsi que celles sur la production.

Au niveau des statistiques monétaires et financières, la Banque a continué l'harmonisation des statistiques monétaires et financières avec celles des autres banques centrales de la Communauté Est Africaine. En effet, elle a procédé à l'élargissement de la couverture statistique par l'intégration des statistiques des grandes institutions de microfinances dans les statistiques monétaires. En outre, la Banque a collecté et intégré les

statistiques des compagnies d'assurance dans les statistiques monétaires.

Dans le cadre de l'amélioration des statistiques sur le commerce extérieur et de l'harmonisation avec les autres pays de la CEA, la Banque a mené une enquête sur le commerce transfrontalier informel pour capter le niveau des exportations et des importations qui ne sont pas captées par les autorités fiscales (douanières) afin de les intégrer dans la balance des paiements.

Dans le but d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la publication des notes conjoncturelles, des bulletins mensuels et trimestriels, des

Rapports de Politique Monétaire, le Rapport Annuel et d'autres publications sur son site web.

Au cours de l'année 2018, la Banque a mené des recherches sur des thèmes qui ont alimenté le numéro 2 de la Revue Economique et Monétaire de la Banque. Trois thèmes de

recherche, ayant trait à la politique monétaire et au financement de l'économie ont fait l'objet de cette publication: (1) la demande de monnaie au Burundi; (2) analyse des réserves excédentaires du système bancaire burundais: déterminants et niveau optimal; (3) défis du financement des MPME au Burundi: implications pour les politiques publiques.

III.6. PROJETS DE LA BANQUE

III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

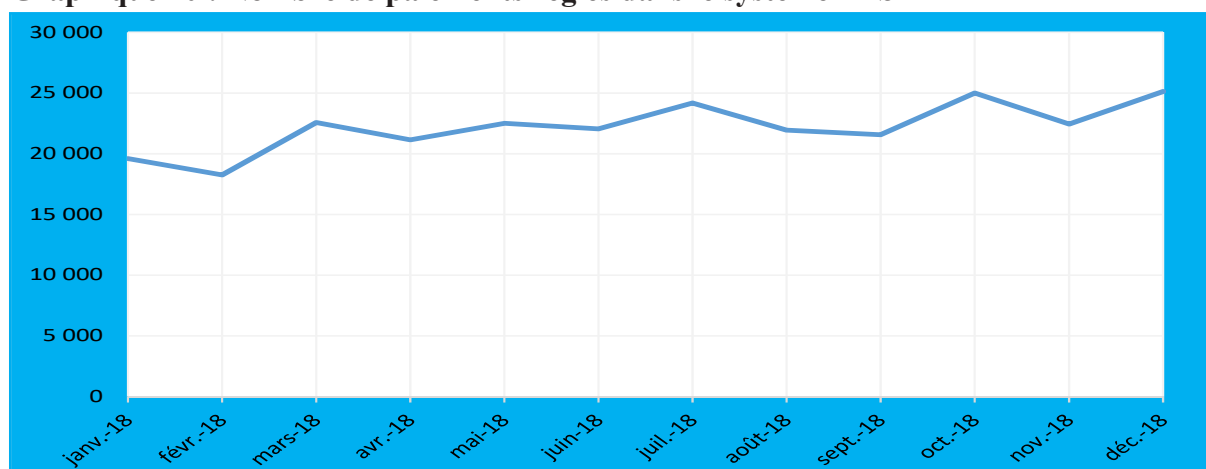
III.6.1.1. Systèmes de paiement et de règlement et dépositaire central des titres

Au cours de l'année 2018, la Banque a poursuivi la consolidation et l'opérationnalisation des systèmes de paiement et de règlement de titres mis en production en février 2017. La loi n°01/07 du 11 mai 2018 portant Système National de Paiement a été promulguée et consacre un niveau élevé de protection des systèmes de paiement, des instruments et moyens de paiement ainsi que des utilisateurs

de ces derniers. La Banque a entamé des échanges avec le secteur bancaire pour sécuriser davantage le fonctionnement des systèmes en mettant en place des conventions de participation avec des règles de fonctionnement répondant aux normes et standards internationaux et aux bonnes pratiques en la matière.

La Banque a également continué à inciter les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes à accélérer la mise en œuvre des mécanismes de traitement automatisé des chèques et de s'assurer que l'ensemble des opérations de paiement sont traitées de manière automatique.

Graphique 10 : Nombre de paiements réglés dans le système ATS



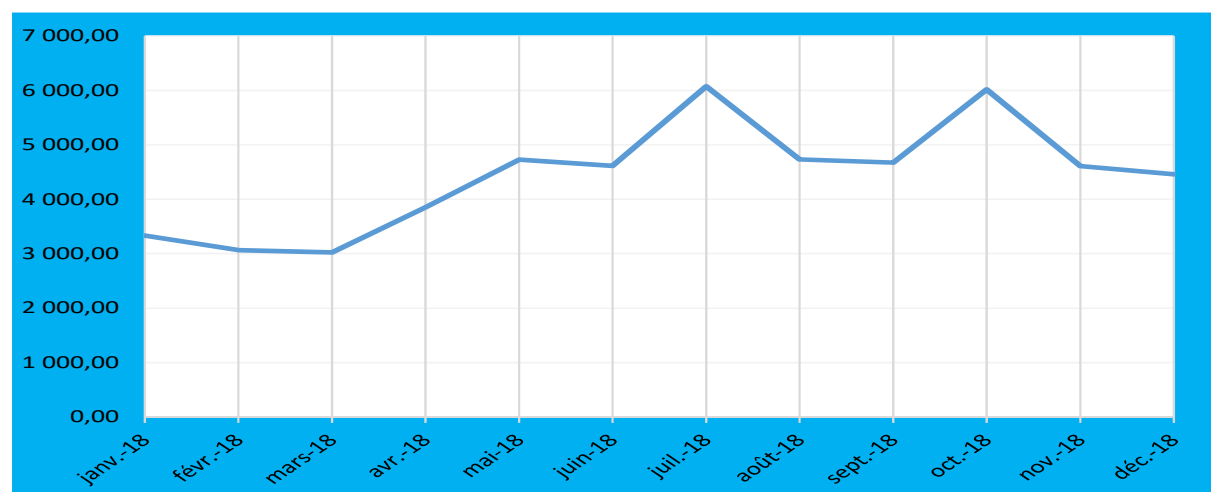
Source: Données du Système ATS

⁸ Automated Transfer System – Système de Transfert Automatisé comprenant le RTGS et le système ACH

Avec l'introduction de l'ATS dans le système des paiements, la valeur des transactions a continué à augmenter suite à l'efficacité et la

réduction substantielle du temps de traitement des transactions de paiement.

Graphique 11: Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds BIF)



Source: Données du Système ATS

Dans le cadre de la conduite de la politique monétaire, la Banque Centrale a effectué ses opérations d'apport de liquidité et accordé des facilités au secteur bancaire à travers le système de traitement automatisé des opérations sur les titres, le CSD (Central Securities Depository – Dépositaire Central des Titres). Toutes les opérations d'apport de facilités de prêt marginal se sont dénouées avec succès dans un délai de traitements de moins 15 secondes.

Dans le cadre de l'intégration régionale des systèmes de paiement, la Banque a poursuivi le processus de finalisation des travaux de connexion SWIFT et de règlement en temps réel (RTGS) avec les systèmes régionaux de la CEA (EAPS-East African Payment System) et du COMESA (REPSS-Regional Electronic Payment and Settlement System).

La Banque a également entrepris, en collaboration avec la CEA, la mise en œuvre de l'interface de son système de traitement et de règlement des titres (CSD) avec l'infrastructure régionale du marché des capitaux.

La Banque a poursuivi, en collaboration avec les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes les travaux de finalisation de la mise en œuvre du système monétique interbancaire qui intègre les paiements par cartes, par téléphone mobile et par internet. La réalisation des tests d'intégration a été effectuée avec succès, ce qui ouvre la voie à une mise en production du système. Une société BI-SWITCH a été créée par les banques commerciales, la Régie Nationale des Postes et la BRB pour assurer la gestion du nouveau système monétique interbancaire.

III.6.1.2. Système Monétique

En 2018, les travaux de mise en œuvre du projet monétique ont connu une avancée significative. En effet, la Banque de la République du Burundi, les Etablissements de crédit et la Régie Nationale des Postes ont mis en place la Société dénommée BI-SWITCH S.M., en charge de la gestion du Switch monétique national. Dotée d'un capital social de quatre milliards de francs Burundi, la Société BI-SWITCH S.M. a pour objet de promouvoir les systèmes et moyens de paiement électroniques en assurant notamment l'interopérabilité, la compensation et la sécurité des transactions électroniques au Burundi.

III.6.2. Projet de Développement du marché financier

En 2018, avec l'appui du Secrétariat Général de la CEA, la BRB a organisé des ateliers de consultations nationales auprès des parties prenantes sur le cadre légal et réglementaire du marché des capitaux. Des commentaires sur les projets de loi ont servi à l'amendement des textes qui vont régir ce marché. Dans cette perspective, le projet de loi régissant le marché des capitaux au Burundi a été analysé et adopté par les deux chambres du parlement et était en attente de promulgation à fin 2018.

La BRB a bénéficié d'une assistance technique du Secrétariat Général de la CEA pour le renforcement des capacités des cadres en charge de l'opérationnalisation du marché des capitaux. La Banque a sensibilisé et obtenu quelques intermédiaires prêts à opérer sur le marché des capitaux du Burundi.

III.6.3. Projet Système d'Information Bancaire

Dans le cadre d'optimiser ses flux d'information opérationnelle, la Banque a poursuivi les travaux de mise en œuvre du Projet Système d'Information Bancaire (SIB) dont l'objectif principal est l'automatisation du système comptable et la facilitation des transactions sur le système des paiements.

Les résultats attendus de ce projet sont :

- La simplification des procédures;
- L'amélioration du contrôle interne par l'augmentation de la cohérence et de la fiabilité;
- La séparation bien définie des fonctions;
- L'augmentation de la productivité résultant de l'intégration des processus bancaires, comptables et de gestion.

En 2018, les directions concernées par le projet SIB ont été réorganisées en vue de faciliter l'automatisation des opérations comptables de la Banque.

III.7. INTEGRATION REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE

En 2018, la Banque a participé dans les activités d'intégration régionales et continentales organisées par la Communauté Est Africaine, le Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale ainsi que l'Association des Banques Centrales Africaines. A cet égard, des réunions ont été organisées dans l'objectif d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations d'harmonisation des politiques monétaire et budgétaire en vue de la création d'une union monétaire dans la Communauté Est Africaine ainsi que le renforcement de la coopération monétaire au sein des pays africains.

III.7.1. Communauté Est Africaine

Dans le cadre de l'intégration régionale au sein de la Communauté Est Africaine, la Banque a participé aux réunions ordinaires et extraordinaires du Comité des Affaires Monétaires (MAC) qui se sont tenues à Kampala en Ouganda et à Arusha en Tanzanie. Ces différentes réunions avaient pour objectifs de suivre l'état de mise en œuvre des décisions prises au cours de la 21^{ème} réunion ordinaire du Comité des Affaires Monétaires.

Les activités du Comité des Affaires Monétaires sont organisées à travers trois principaux sous-comités à savoir le sous-comité chargé de la politique monétaire, le sous-comité chargé de la supervision bancaire et la stabilité financière ainsi que le sous-comité chargé des marchés financiers et système de paiements.

Au niveau du sous-comité chargé de la politique monétaire, les principales décisions ont porté sur l'adoption par toutes les banques centrales de la CEA du cadre moderne et uniforme de politique monétaire basé sur le ciblage de l'inflation. Les pays de la CEA sont à différentes étapes dans cette perspective. A cette fin, il a été recommandé à toutes les banques centrales de poursuivre les échanges d'expériences sur l'utilisation des outils de prévision macroéconomique, notamment le Forecasting and Policy Analysis System (FPAS).

Pour migrer vers le ciblage de l'inflation, toutes les banques centrales ont été recommandées d'harmoniser les instruments de politique monétaire et de change notamment, le coefficient et la période de constitution des réserves obligatoires ainsi que l'adoption d'un régime de change parfaitement flottant avant la fin de l'année 2021.

Au niveau des critères de convergence macroéconomique, la réunion du MAC a montré que le respect de certains critères, notamment le déficit budgétaire et les réserves en mois d'importations reste un défi majeur pour certains pays y compris le Burundi. Toutefois, le Burundi a réalisé de bonnes performances sur les critères d'inflation et de la dette publique.

Tableau 46: Critères de convergence macroéconomique du Burundi à la CEA

	2014	2015	2016	2017	2018
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	4,4	5,5	5,6	16,1	-2,6
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	-4,4	-8,0	-5,9	-4,44	-4,40
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	33,1	39,9	43,3	43,6	45,8
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	4,1	2,0	1,5	1,7	1,0

Source: BRB

Dans le sous-comité de la supervision bancaire et stabilité financière, l'objectif est d'adopter les principes communs de contrôle et de supervision basé sur les critères de convergence définis en 2014. Au cours de cette réunion du MAC, il a été constaté que les différents pays de la CEA sont à des niveaux d'implémentation différents. Il a été recommandé à toutes les banques centrales de poursuivre la mise en œuvre de toutes les normes qui restent pour respecter l'échéance de 2020.

Dans la perspective de développement des marchés financiers, le sous-comité en charge

de ce volet a recommandé le développement des intermédiaires en titres du Trésor en vue d'accroître les opérations du marché primaire et secondaire des titres publics. Concernant l'intégration des systèmes des paiements à l'échelle régionale, il a été constaté que la plupart des pays sont connectés au système de paiement régional. En vue de renforcer le cadre de surveillance des systèmes de paiements, la réunion du MAC a recommandé à toutes les banques centrales de la CEA de finaliser le cadre harmonisé de surveillance des systèmes de paiement et de conduire un deuxième exercice de surveillance commune avant la fin du premier trimestre 2019.

III.7.2. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

En 2018, la Banque a participé aux activités d'intégration régionale au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe. A cet effet, la Banque Centrale de Djibouti qui présidait le Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA a organisé la 24^{ème} réunion du Comité des Gouverneurs au mois de mars 2018 ainsi que la 39^{ème} réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales en décembre 2018.

L'objectif de ces réunions était d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations des réunions précédentes qui ont eu lieu

à Bujumbura au cours de l'année 2017 en vue d'accélérer le processus l'intégration régionale au sein du COMESA.

La 39^{ème} réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des banques centrales du COMESA a également analysé l'état de mise en œuvre du Système Régional de Paiement et de Règlement, les états financiers vérifiés de la Chambre de Compensation du COMESA pour l'exercice qui a pris fin au 31 mars 2018, validé le budget de l'Institut Monétaire du COMESA pour l'année 2019 et le programme d'activités pour l'exercice 2019.

III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines

Au cours de l'année 2018, la Banque de la République du Burundi a participé aux activités de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), notamment à travers la 40^{ème} réunion ordinaire de l'assemblée des Gouverneurs des Banques Centrales qui s'est tenue en Egypte. L'objet de cette réunion était de valider les activités en rapport avec le programme de coopération monétaire dans la perspective de la mise en place de la Banque Centrale Africaine.

Un Symposium sur le thème : **«Baisse des relations avec les banques commerciales correspondantes et afflux de capitaux illicites: défis des politiques et risques pour l'Afrique»** a précédé la réunion ordinaire des Gouverneurs de l'ABCA.

A l'issue de ce Symposium, les Gouverneurs ont recommandé au comité des superviseurs des banques d'accorder plus d'attention aux risques liés à ce nouveau problème et de faire des propositions pour les surmonter. Il a été proposé de mettre en place un mémorandum

d'entente avec les banques correspondantes qui devra tenir compte des réglementations existantes dans les différents pays.

Au cours de cette réunion, les Gouverneurs ont également validé le thème du prochain symposium prévu en 2019 **«Hausse de la dette souveraine des pays africains: implications sur la politique monétaire et la stabilité financière»** et celui du séminaire continental **« Réinstauration des mesures commerciales protectionnistes: quelques implications sur les politiques macroéconomiques en Afrique»**.

Les gouverneurs ont également pris note des progrès réalisés dans l'implémentation du programme de coopération monétaire à travers le respect des critères de convergence macroéconomique. Ils ont constaté que dix-huit pays sur cinquante-deux ont respecté les normes fixées sur ces critères. Ils ont recommandé que ces critères soient révisés afin de fixer de nouveaux seuils qui tiennent compte des réalités des économies africaines.

III.7.4. Coopération avec le Fonds Monétaire International

Dans le cadre de la coopération internationale, la Banque de la République du Burundi a participé aux activités statutaires du Fonds Monétaires International, à travers les réunions de printemps en avril 2018 et les assemblées annuelles d'octobre 2018. Les rencontres ont été systématiquement organisées avec la Direction du Département Afrique, le Département Marché Monétaire et des Capitaux et le Bureau de l'Administrateur.

En effet, à la suite des perturbations constatées pour la coopération entre le Burundi et le FMI depuis 2015, cette rencontre a été une occasion pour le Burundi de demander officiellement pourquoi le FMI a pris la distance, jusqu'à fermer le bureau de son Représentant résident à Bujumbura. Les discussions ont abouti à un espoir de reprise de la coopération entre le Burundi et le FMI.

La Banque de la République du Burundi a également participé aux réunions de la circonscription « Africa Group 1 Constituency » constituée de 23 Pays

d’Afrique Subsaharienne dont le Burundi fait partie et dont le Gouverneur de la Banque de la République du Burundi assure la présidence pour la période 2018-2020.



Réunion de la Circonscription « Africa Group 1 Constituency » présidée par Mr Jean CIZA, Gouverneur de la Banque de la République du Burundi.

III.8. AUTRES ACTIVITES

En 2018, la Banque a effectué d’autres activités visant à appuyer les principales missions lui confiées par ses statuts, principalement en rapport avec les domaines: juridique, logistique et sécurité, comptabilité et technologies de l’information, etc. La Banque

a également participé dans les réunions, les assemblées régionales et internationales, et autres conférences dans le but de renforcer la coopération avec les institutions partenaires.

IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Au cours de l'année 2018, les organes statutaires de la Banque sont demeurés inchangés et régis par la loi N°1/34 du 02 Décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.

Au niveau organisationnel, la structure et l'organigramme de la Banque sont restés inchangés. Toutes les entités de la Banque ont contribué dans l'atteinte de sa mission principale. Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux Ordres de Service portant sur la gouvernance et la culture de redevabilité à travers les contrats de performance.

IV.1. CONSEIL GENERAL

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque Centrale. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres choisis en fonction de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique et nommés par décret présidentiel.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil Général a tenu cinq réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur l'examen du rapport annuel, le rapport d'audit 2017, les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change et les rapports du Comité de Politique Monétaire de l'exercice 2018.

Le Conseil Général a également approuvé les états financiers trimestriels de la Banque,

adopté le budget de la Banque 2018-2019 ainsi que le rapport de Stabilité Financière, édition 2017.

IV.2. COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction, composé par le Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs, a analysé et présenté au Conseil Général, entre autres, la cartographie globale des risques, la Politique de Gestion de la Continuité des Activités, les rapports du Comité de Politique Monétaire, les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change, les états financiers trimestriels, les rapports d'Audit, le budget de l'exercice 2018-2019 et la révision budgétaire.

IV.3. ORGANES DE CONTROLE

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de :

- Comité d'Audit;
- Auditeurs Internes;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2018, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. La Charte indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques,

des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu dix réunions qui ont porté, à la fois, sur les activités de l'Audit Interne et ceux de l'Audit Externe.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, continué à exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit. La mission de l'Audit Interne consiste à identifier les risques liés aux activités de la Banque et de formuler des recommandations.

En se référant sur son manuel des procédures, l'Audit Interne s'est basé sur la méthodologie d'audit fondé sur les risques. En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont fait recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions de la Direction.

Le plan annuel d'audit 2018 comptait treize objets d'audits dont six à caractère répétitif, quatre choisis en fonction des niveaux de risque et trois qui figuraient dans le plan d'audit 2017. En plus de la réalisation des missions d'audit inscrites dans ce plan, l'Audit interne a été sollicité pour donner des avis sur des aspects spécifiques ponctuels.

A fin décembre 2018, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2018 est estimé à 79%. En effet, deux objets d'audit étaient finalisés

mais attendaient la validation par le Comité de Direction après discussion et un seul était en cours de finalisation. Par ailleurs, deux audits à caractère répétitif, à savoir l'audit sur les états financiers de la Banque et l'audit de l'encaisse globale de la Banque au 31/12/2018 n'ont pas été effectués du fait que l'année budgétaire s'étend désormais du 1^{er} juillet de l'année au 30 juin de l'année suivante selon la nouvelle constitution du Burundi.

Au cours de l'exercice 2018, les auditeurs externes, en l'occurrence le Cabinet Mazars Cameroun, ont procédé à la certification des états financiers de l'exercice comptable 2017.

IV.4. GESTION DES RISQUES

En 2018, la Banque a élaboré la première version de cartographie globale de risques et a actualisé la politique de gestion de continuité des activités qui date de 2012.

L'élaboration de cette cartographie a notamment passé par l'appréciation des risques et la proposition des actions de traitement des risques identifiés. Ces deux activités ont été faites en collaboration avec les différents points focaux de la Cellule Gestion des risques dans les différentes Directions de la Banque. Les informations collectées auprès des différentes entités de la Banque, ont été centralisées afin de produire ladite cartographie.

La mise à jour de la politique de gestion de la continuité des activités a permis à la Banque de s'aligner à la norme ISO 22301: 2012, déjà adoptée par les autres Banques Centrales des pays de la Communauté Est Africaine.

IV.5. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE

Le Plan Stratégique retrace les grandes orientations stratégiques à mettre en œuvre durant une période triennale (2017 à 2019), en vue d'atteindre la vision que la Banque s'est fixée: «**Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise**».

En 2018, le Plan Stratégique se trouvait à sa deuxième année de réalisation et son taux d'exécution était de 57,5%. En effet, sur une cible de 89% des activités prévues à fin décembre 2018, 45% ont été totalement réalisées. En terme d'activités, sur 374 activités prévues à fin décembre 2018, 133 ont été réalisées à 100%, 91 sont en cours de réalisation tandis que 153 activités ont connu des retards dans leur mise en œuvre.

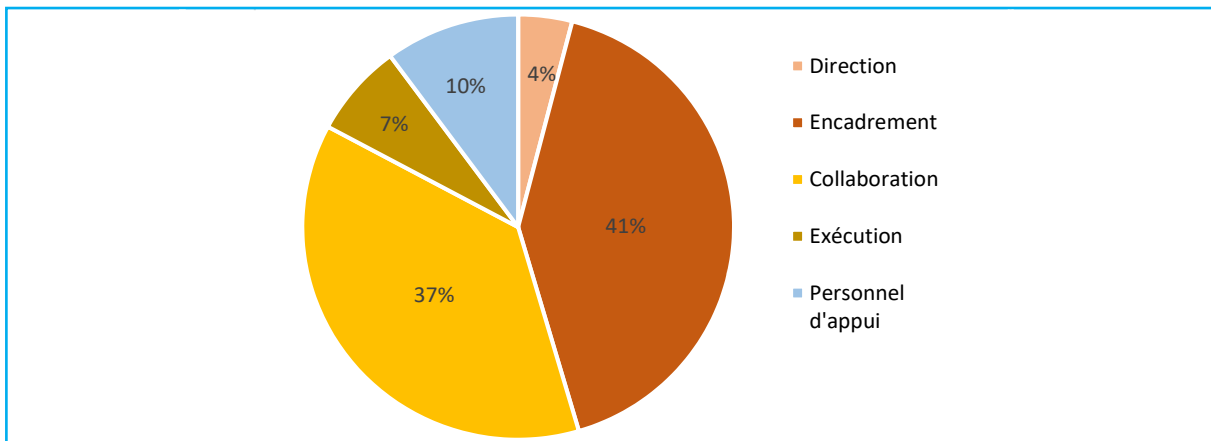
IV.6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.6.1. Effectif du personnel

A fin décembre 2018, le personnel de la Banque s'élevait à 663 contre 686 unités l'année précédente, soit une diminution de 3,4%. La Banque a enregistré 3 réintégrations, 1 recrutement et 23 départs pour diverses

raisons dont 9 retraités en 2017. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories d'encadrement et de collaboration sont prédominantes dans l'effectif du personnel de la Banque.

Graphique 12: Répartition de l'effectif du personnel par catégories

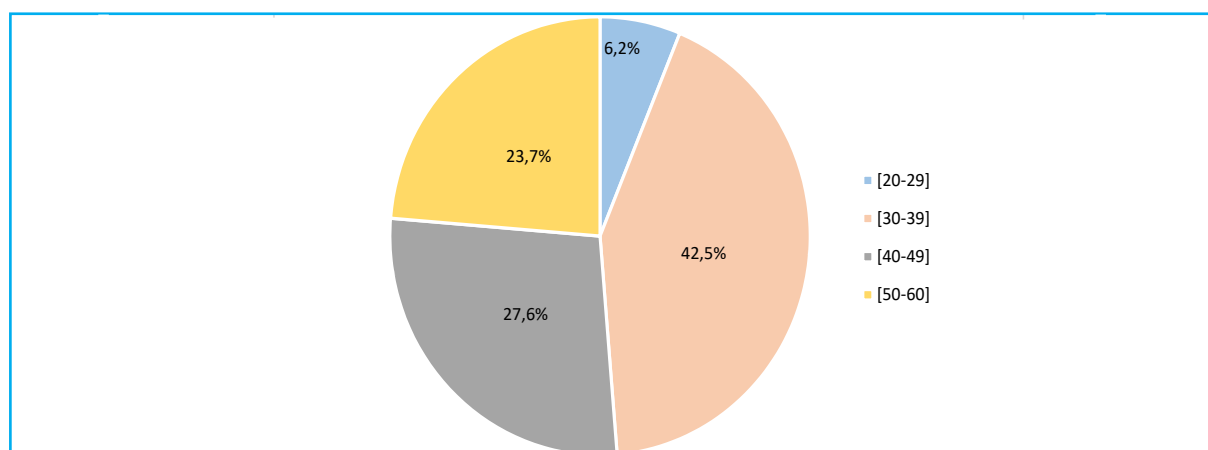


Source: BRB

La part du personnel d'encadrement (41%) et celle de collaboration (37%) se sont presque stabilisées par rapport au niveau de l'année précédente, soit 41% et de 35%

respectivement. Par tranches d'âge, 76,3% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 49 ans tandis que 23,7% du personnel dépassait l'âge de 50 ans.

Graphique 13: Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



Source: BRB

S'agissant de la répartition par sexe, le personnel masculin et féminin représentait 60% et 40% respectivement de l'effectif total de la Banque et s'est presque stabilisé par rapport à l'exercice 2017.

IV.6.2. Politique sociale

Pour assurer le bien-être de son personnel, la Banque a continué à accorder des prestations et avantages sociaux à son personnel, conformément aux statuts du personnel et réglementation en vigueur.

IV.6.3. Formation

En 2018, la Banque a poursuivi sa politique de renforcement et de perfectionnement des connaissances de son personnel à travers les formations organisées par les instituts

régionaux de la CEA, COMESA, les centres régionaux du FMI, etc. Ces formations visaient notamment l'harmonisation du cadre de conduite de la politique monétaire, les normes de supervision bancaire et stabilité financière, les infrastructures du système de paiement et du marché financier.

D'autres formations au niveau local sur les modèles de prévisions macroéconomiques ainsi que les tests des modèles de Prévision et d'Analyse des Politiques (Forecasting and Policy Analysis System) ont été organisées en faveur des cadres de la Banque impliqués dans les prévisions macroéconomiques. A part ces formations de courte durée, la Banque a également envoyé son personnel en formation diplômante.

CONCLUSION GENERALE

L'activité économique s'est améliorée en 2018, en rapport avec l'accélération de la croissance dans les secteurs primaire et secondaire malgré la décélération enregistrée dans le secteur tertiaire.

Pour soutenir cette accélération de l'activité économique, la Banque a poursuivi la politique monétaire accommodante, consistant à alléger les conditions de refinancement des banques commerciales dans le but de les inciter à financer davantage les investissements productifs. D'autres mesures supplémentaires, pour stimuler les banques commerciales à financer les secteurs porteurs de croissance en vue d'accroître les exportations et la substitution aux importations, ont été initiées à la fin de l'année 2018.

Au niveau du secteur bancaire, des circulaires de mise en application de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires ont été élaborées et publiées.

Au niveau de la politique de change, la BRB a ré-autorisé l'agrément des bureaux de change surtout sur les postes transfrontaliers. Pour faciliter les importations des produits stratégiques tels que les médicaments, le carburant, les engrais chimiques et les matières premières, la BRB a intensifié les opérations sur le marché interbancaire des devises. Cette mesure a permis de stabiliser la valeur interne et externe de la monnaie nationale.

Les prévisions pour l'année 2019 affichent de bonnes perspectives économiques dans les secteurs agricoles et industriel déjà identifiés comme porteur de la croissance. Pour inciter les banques commerciales à financer ces secteurs, la BRB mettra à la disposition de l'économie des ressources financières à moindre coût pour stimuler la croissance économique.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES							
Tourbe	T	19 256	11 376	3 967	9 541	13 908	11 801
II. INDUSTRIES AGRICOLES							
Café	T	10 769	14 923	17 454	14 326	15 229	20 074
Thé	T	9 074	10 532	10 945	10 235	9 640	10 701
Coton	T	2 238	2 457	2 300	2 011	1 836	2 066
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES							
Boissons	HI	2 143 902	2 211 492	2 061 903	2 080 221	2 328 436	2 450 875
Huile de coton	Litre	38 101	18 148	21 360	41 280	18 805	15 685
Riz (1)	T	592	592	1 136	1 342	1 691	1 107
Cigarettes	('000)	603 975	538 965	815 265	887 475	799 955	710 060
Sucre	T	25 821	21 543	22 997	23 656	21 940	19 535
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES							
Films en polyéthylène	Kg	-	-	-	-	-	-
Savons							
- de ménage	T	13 476	14 106	16 315	16 684	12 615	14 683
- de toilette	T	270	315	305	560	582	425
Peinture	T	716	822	673	697	868	734
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	35 107	25 591	26 660	20 840	17 917	33 214
Mousse	Matelas (3)	15 600	13 522	11 354	12 440	9 259	5 997
Casiers en plastique	Unité	322 916	877 060	586 045	413 834	152 691	268 735
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX							
DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES							
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	100 630	95 681	180 765	140 824	55 099	47 835
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX							
Clous	T	-	-	-	-	-	-
Tôles ondulées	Pièces	-	-	-	-	-	-
Profilés acier (2)	T	24	21	11	15	11	19
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES							
Papiers hygiéniques	Rouleau	-	-	-	-	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds «Estetic».

('000) : milliers d'unité

Source: Données fournies par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT

	2014	2015	2016	2017	2018	Prévisions 2018	Tx de réal
A. RECETTES ET DONS	846 832,4	739 046,9	757 456,7	1 046 987,3	1 048 777,4	1 224 125,4	85,7
1. RECETTES	663 212,0	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	807 213,7	103,7
Recettes fiscales	572 207,3	543 666,1	584 607,6	699 090,9	770 877,9	745 830,6	103,4
dont compensation COMESA	2 254,8	-	-	-	-	-	
Recettes non fiscales	83 819,1	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	61 383,1	107,5
Recettes exceptionnelles	7 185,6	3 761,8	122,3	-	-	44 661,1	
dont AMISOM& MINUSCA	2 718,6	2 200,0	-	-	-	3 000,0	
2. DONS	183 620,5	144 614,7	119 398,6	292 844,7	211 888,2	372 250,6	56,9
Dons courants	46 942,5	54 252,1	-	-	-	-	
Dons en capital	136 678,0	90 362,6	119 398,6	292 844,7	211 888,2	372 250,6	56,9
B. DEPENSES	1 029 078,0	1 093 176,1	1 044 418,9	1 293 807,7	1 312 991,0	1 388 174,8	94,6
a. Dépenses courantes	721 597,6	901 959,0	783 014,0	863 733,7	914 155,8	868 616,9	105,2
Dépenses sur biens et services	434 411,0	596 496,8	512 645,4	546 058,3	578 213,8	530 842,8	108,9
Salaires	314 387,2	322 820,08	359 087,98	385 815,46	408 657,38	409 595,05	99,8
Achats de biens et autres services	120 023,8	273 676,8	153 557,4	160 242,9	169 556,4	121 247,8	139,8
Subventions et autres transferts	234 393,5	247 643,6	219 550,8	278 331,05	290 373,47	254 680,9	114,0
dont exonérations						18 000,0	
Paiements d'intérêts	35 765,5	40 632,4	35 127,8	27 220,0	22 802,0	56 893,1	40,1
Dépenses sur les fonds spéciaux	17 027,5	17 186,1	15 690,00	12 124,24	22 766,58	8 200,00	277,6
SOLDE COURANT HORS DONS	-58 385,6	-307 526,8	-144 955,9	-109 591,0	-77 266,7	-61 403,2	125,8
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	125 234,9	-162 912,1	-25 557,3	183 253,7	134 621,5	355 508,5	37,9
b. Dépenses en capital	307 480,4	191 217,1	261 404,9	430 074,1	398 835,2	519 557,9	76,8
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-365 866,0	-498 743,88	-406 360,76	-539 665,09	-476 101,83	-580 961,07	82,0
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)	-182 245,5	-354 129,2	-286 962,2	-246 820,4	-264 213,6	-164 049,4	161,1
C. FINANCEMENT	182 245,5	354 129,2	286 962,2	246 820,4	264 213,6	164 049,4	161,1
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	60 495,0	6 920,9	17 917,4	-1 825,9	29 310,0	-8 107,1	-361,5
Tirages	67 359,2	13 551,0	24 725,1	14 165,9	41 254,6	16 872,7	244,5
Moins amort. de la dette extérieure	-6 864,2	-6 630,1	-6 807,7	-15 991,8	-11 944,6	-24 979,8	47,8
Variation des arriérés	-	-	-	-	-	-	
Allègement de la dette	-	-	-	-	-	-	
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	155 146,4	370 627,0	261 288,9	269 842,9	236 502,6	172 156,5	137,4
a. Secteur bancaire	147 023,0	327 066,5	225 428,1	230 235,3	248 385,9	141 876,1	175,1
B.R.B.	69 567,2	204 185,2	56 644,7	8 500,5	-64 686,6	-	
Banques commerciales	77 997,8	122 881,3	168 106,0	219 218,9	312 790,3	141 876,1	220,5
CCP	-542,0	-	677,4	2 515,9	282,2	-	
b. Secteur non bancaire	8 123,4	43 560,5	35 860,80	39 607,60	-11 883,30	30 280,4	-39,2
Etablissements financiers	-	-	-	-	5 140,0	-16 719,6	
Secteur non financier	8 123,4	43 560,5	35 860,8	39 607,6	-17 023,3	47 000,0	-36,2
3. ERREURS ET OMISSIONS	-33 395,9	-23 418,7	7 755,9	-21 196,6	-1 598,9	-	-

Source : MFBCDE

ANNEXE 3 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (EN MBIF)

	Encours fin 2017	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2018
A. DETTE DIRECTE	776 284,5	41 254,6	8 005,2	11 752,8	5 083,2	813 791,5
AID	270 596,56	0,0	462,15	3 463,35	1 206,33	267 595,4
BAD	1 282,40	-	1,94	-	-	1 284,3
BADEA	52 348,82	7 437,9	1 302,42	611,57	0,0	60 477,6
FAD	45 438,48	0,0	79,48	848,28	412,56	44 669,7
FIDA	88 352,26	0,0	142,33	-	-	88 494,6
FOND KOWEITIEEN	38 067,18	12 414,2	620,07	-	241,18	51 101,4
FONDS SAOUDIEN	64 014,88	6 632,2	1 575,38	-	770,20	72 222,9
OPEP	143 506,87	11 390,69	3 331,33	6 806,79	2 323,38	151 422,1
AUTRES	72 677,03	3 379,21	490,10	22,8	129,59	76 523,5
B. DETTE RETROCEDEE	2 008,0	0,0	51,5	191,8	20,0	1 867,6
FONDS ABU DHABI	2 007,95	-	51,52	191,83	20,01	1 867,6
TOTAL	778 292,4	41 254,6	8 056,7	11 944,6	5 103,3	815 659,1

Source : MFBCDE

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR (EN MBIF)

	Encours fin 2017	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2018
I. DETTE DIRECTE	776 284,5	41 254,6	8 005,2	11 752,8	5 132,6	813 791,5
A. Equipements publics	360 080,5	30 511,3	4 368,2	4 640,3	3 120,2	390 319,7
1. Transport	296 721,2	30 511,3	5 039,8	4 045,0	2 792,8	328 227,3
a) Routes	296 721,2	30 511,3	5 039,8	4 045,0	2 792,8	328 227,3
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	44 704,1	-	76,3	572,5	197,8	44 207,9
3. Divers	18 655,2	-	-747,9	22,8	129,6	17 884,5
B. Secteurs productifs	141 181,0	10 743,3	1 790,6	1 731,9	582,9	151 983,0
1. Agriculture et Elevage	95 642,5	6 804,7	737,4	1 731,9	581,5	101 452,7
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	45 538,5	3 938,6	1 053,2	-	1,4	50 530,3
C. Secteur social	56 793,2	-	95,2	946,7	309,9	55 941,7
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	56 793,2	-	95,2	946,7	309,9	55 941,7
D. Divers	218 229,8	0,0	1 751,3	4 433,9	1 119,6	215 547,1
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 533,6	-	2,3	-	-	1 535,9
5. Autres	216 696,2	-	1 749,0	4 433,9	1 119,6	214 011,2
II. DETTE RETROCEDEE	2 008,0	-	51,5	191,8	20,0	1 867,6
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 008,0	-	51,5	191,8	20,0	1 867,6
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 008,0	-	51,5	191,8	20,0	1 867,6
3. Energie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	778 292,4	41 254,6	8 056,7	11 944,6	5 152,6	815 659,1

Source : MFBCDE

ANNEXE 5: EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (EN MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
B.R.B.					
Avoirs extérieurs	501 214,7	221 829,6	166 434,7	194 000,2	147 259,6
Réserves officielles de change	492 731,2	220 530,0	161 011,0	180 587,6	128 688,8
Or	1 802,0	1 660,3	1 893,1	2 211,8	2 234,6
DTS	183 917,8	88 116,1	19 330,2	1 985,5	12 311,3
Tranche de réserve FMI	810,4	808,1	44 971,7	49 876,8	48 581,8
Devises	306 201,0	129 945,5	94 816,0	126 513,5	65 561,1
Autres créances	8 483,5	1 299,6	5 423,7	13 412,6	18 570,8
- Engagements extérieurs	372 538,8	354 815,2	328 508,5	338 480,6	310 824,8
BANQUES COMMERCIALES					
- Avoirs extérieurs	199 601,2	207 089,0	125 486,1	146 133,0	142 586,3
- Engagements extérieurs	147 751,8	149 973,5	139 935,4	156 052,6	182 222,1
MICROFINANCES					
- Avoirs extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Engagements extérieurs	48,6	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BRB

ANNEXE 6: SITUATION MONETAIRE (EN MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018
- Avoirs extérieurs	700 815,9	428 918,6	291 920,8	340 133,2	288 193,4
- Engagements extérieurs	520 339,2	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,3
CREDIT INTERIEUR	1 242 137,5	1 506 387,8	1 767 122,4	2 004 966,2	2 375 596,7
- Créances nettes sur l'Etat	383 175,1	686 856,6	905 857,4	1 112 214,4	1 336 982,5
- Créances sur l'économie	858 962,4	819 531,2	861 265,0	892 751,8	1 038 614,2
ACTIF = PASSIF	1422614,2	1430517,7	1590599,3	1850566,2	2170743,8
MASSE MONETAIRE (M3)	1 107 089,4	1 106 380,0	1 187 101,8	1 499 512,9	1 801 536,9
MASSE MONETAIRE (M2)	942 462,7	971 128,2	1 093 131,8	1 340 926,6	1 630 026,7
- Monnaie	653 868,4	643 739,6	810 347,2	995 743,0	1 214 308,6
- Quasi-Monnaie	288 594,3	327 388,6	282 784,6	345 183,6	415 718,1
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	164 626,7	135 251,8	93 970,0	158 586,3	171 510,2
DIVERS (net)	315 524,8	324 137,7	403 497,5	351 053,3	369 206,9

Source : BRB

ANNEXE 7: EVOLUTION DES CREDITS DU SECTEUR FINANCIER (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2015													
I. CREDITS A COURT TERME	537 021,7	533 869,6	539 467,2	551 051,9	552 722,1	561 603,0	567 051,7	561 279,2	570 781,7	566 570,7	594 450,9	573 153,6	559 085,3
- Mobilisation des créances commerciales	14 978,7	16 868,7	17 593,9	19 446,2	18 267,0	17 841,1	17 053,9	21 136,6	22 750,2	20 561,3	164 284,1	166 493,1	43 106,2
- Crédits à l'exportation	805,0	802,4	948,0	6 028,7	12 004,2	16 301,6	19 153,6	20 936,0	21 264,1	18 146,1	9 523,2	6 807,3	11 060,0
- Crédits à l'importation après expédition	3 290,4	2 478,1	2 852,2	2 742,9	4 722,1	5 054,2	4 536,4	4 096,3	3 956,8	3 975,5	11 144,8	5 745,1	4 549,6
- Crédits de trésorerie	517 947,6	513 720,4	518 073,1	522 834,1	517 728,8	522 406,1	526 307,8	515 110,3	522 810,6	523 887,8	409 498,8	394 108,1	500 369,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	214 080,2	211 860,2	217 839,3	222 541,6	223 646,2	212 639,6	209 287,5	216 591,9	209 889,1	203 830,2	181 156,8	180 128,0	208 624,2
- Habitat	20 324,6	19 904,3	19 733,3	19 426,9	19 287,3	18 397,8	18 259,1	18 670,7	18 375,3	18 926,0	18 540,3	17 564,2	18 950,8
- Equipement	193 755,6	191 955,9	198 106,0	203 114,7	204 358,9	194 241,8	191 028,4	197 921,2	191 513,8	184 904,2	162 616,5	162 563,8	189 673,4
III. CREDITS A LONG TERME	102 975,3	100 006,1	98 813,7	100 966,3	103 462,8	104 616,4	105 807,2	106 786,9	106 697,6	109 160,3	114 835,2	116 542,0	105 889,2
- Habitat	33 109,9	34 558,0	34 738,8	35 368,2	35 226,9	35 141,1	35 104,3	35 379,1	35 044,7	37 852,0	63 262,2	62 507,2	39 774,4
- Equipement	69 865,4	65 448,1	64 074,9	65 598,1	68 235,9	69 475,3	70 702,9	71 407,8	71 652,9	71 308,3	51 573,0	54 034,8	66 114,8
TOTAL	854 077,2	845 735,9	856 120,2	874 559,8	879 831,1	878 859,0	882 146,4	884 658,0	887 368,4	879 561,2	890 442,9	869 823,6	873 598,6
2016													
I. CREDITS A COURT TERME	587 754,1	592 517,6	590 147,0	587 856,1	602 092,4	625 062,1	626 920,8	629 186,9	631 091,6	626 685,4	611 325,8	605 766,6	609 700,5
- Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 897,2
- Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	438,6	3 255,4
- Crédits à l'importation après expédition	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
- Crédits de trésorerie	398 301,8	400 357,0	401 229,0	398 335,6	410 446,7	428 977,6	427 566,8	432 084,0	434 500,6	430 948,9	416 045,3	402 330,6	415 093,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 285,0	195 807,8	189 972,9
- Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 791,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 756,2	19 284,8
- Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 760,1	174 051,6	170 688,1
III. CREDITS A LONG TERME	116 892,7	116 473,3	114 963,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
- Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
- Equipement	51 990,6	49 910,9	49 837,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
TOTAL	885 035,4	886 294,0	890 494,7	891 088,6	906 966,0	923 973,7	923 652,4	947 411,3	943 372,5	938 870,0	932 355,4	922 588,2	916 008,5
2017													
I. CREDITS A COURT TERME	622 086,8	572 934,4	572 837,9	564 364,3	584 026,8	618 569,0	636 709,4	652 987,9	672 850,3	679 060,6	689 250,9	631 050,3	624 727,4
- Mobilisation des créances commerciales	195 922,5	137 801,8	135 680,7	140 439,7	139 780,8	140 451,2	137 017,2	138 615,6	153 830,7	153 413,8	150 562,1	138 435,1	146 829,3
- Crédits à l'exportation	5 354,4	6 198,3	5 956,6	3 680,9	4 853,1	10 841,3	9 798,8	11 925,7	11 386,4	10 834,2	13 053,7	10 346,8	8 685,9
- Crédits à l'importation après expédition	2 366,2	2 365,0	1 811,7	1 982,8	2 251,1	2 222,3	2 467,1	3 469,8	2 800,1	1 813,1	2 343,3	2 339,6	2 352,7
- Crédits de trésorerie	418 443,67	426 569,33	429 388,90	418 260,93	437 141,77	465 054,20	487 426,33	498 976,77	504 833,10	512 999,50	523 291,80	479 928,80	466 859,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	181 760,1	190 283,8	190 160,0	192 251,8	194 524,7	200 619,7	200 611,5	206 263,8	197 138,6	196 273,0	195 612,9	198 136,9	195 303,1
- Habitat	21 338,8	30 658,7	21 987,1	21 741,0	21 309,0	21 867,5	21 877,2	23 907,7	23 372,8	23 615,7	23 740,1	24 281,9	23 308,1
- Equipement	160 421,3	159 625,1	168 172,9	170 510,8	173 215,7	178 752,2	178 734,3	182 356,1	173 765,8	172 657,3	171 872,8	173 855,0	171 994,9
III. CREDITS A LONG TERME	138 312,1	130 575,7	127 669,2	131 064,3	125 267,5	130 249,5	137 040,0	132 399,7	131 805,2	140 885,5	144 122,5	148 156,3	134 795,6
- Habitat	74 119,3	76 410,9	70 224,5	75 595,1	73 703,3	76 125,1	76 721,4	78 095,3	78 360,0	78 975,9	78 985,1	81 197,0	76 542,7
- Equipement	64 192,8	54 164,8	57 444,7	55 469,2	51 562,4	54 124,4	60 318,6	54 304,4	53 445,2	61 909,6	65 137,4	66 959,3	58 252,9
TOTAL	942 159,0	893 793,9	890 667,1	887 680,4	903 819,0	949 438,2	974 360,9	991 651,4	1 001 794,1	1 016 219,1	1 028 986,3	977 343,5	954 826,1
2018													
I. CREDITS A COURT TERME	630 091,8	641 324,3	651 526,5	655 770,5	652 820,3	694 154,0	734 036,9	742 446,8	753 077,4	786 424,1	754 595,3	707 381,7	700 304,1
- Mobilisation des créances commerciales	136 064,0	140 069,0	157 753,5	157 141,5	152 480,0	154 717,6	162 918,2	166 376,3	165 717,4	163 734,7	163 179,9	143 274,5	155 285,6
- Crédits à l'exportation	9 003,0	8 104,6	7 114,3	4 740,2	4 710,3	9 256,8	19 772,0	20 072,8	18 713,7	25 279,1	13 389,2	21 128,0	13 440,3
- Crédits à l'importation après expédition	2 551,6	3 459,0	4 490,6	4 242,6	4 176,6	4 053,8	3 737,4	3 927,6	3 548,3	3 292,1	4 565,8	5 697,8	3 978,6
- Crédits de trésorerie	482 473,2	489 691,7	482 168,1	489 646,2	491 453,4	526 125,8	547 609,3	552 070,1	565 098,0	594 118,2	573 460,4	537 281,4	527 599,7
II. CREDITS A MOYEN TERME	200 318,9	207 487,7	193 889,9	198 583,2	194 889,2	207 831,7	201 463,7	214 631,5	214 070,1	214 908,5	249 341,3	252 708,1	212 510,3
- Habitat	24 672,2	25 642,7	28 196,6	27 553,9	26 955,8	27 605,1	27 264,1	27 618,2	27 187,7	27 380,0	25 816,1	24 586,2	26 706,6
- Equipement	175 646,7	181 845,0	165 693,3	171 029,3	167 933,4	180 226,6	174 199,6	187 013,3	186 882,4	187 528,5	223 525,2	228 121,9	185 803,8
III. CREDITS A LONG TERME	147 805,3	151 505,1	155 413,3	156 464,8	157 483,9	158 870,3	162 203,4	156 172,2	162 276,8	161 905,9	166 934,6	176 828,7	159 488,7
- Habitat	81 758,7	83 930,7	84 253,3	89 160,9	89 563,7	91 292,4	93 233,3	95 603,4	100 835,6	104 041,4	105 677,6	112 629,1	94 331,7
- Equipement	66 046,6	67 574,4	71 160,0	67 303,9	67 920,2	67 577,9	68 970,1	60 568,8	61 441,2	57 864,5	61 257,0	64 199,6	65 157,0
TOTAL	978 216,0	1 000 317,1	1 000 829,7	1 010 818,5	1 005 193,4	1 060 856,0	1 097 704,0	1 113 250,5	1 129 424,3	1 163 238,5	1 170 871,2	1 136 918,5	1 072 303,1

Source : BRB

ANNEXE 8: TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2014	2015	2016	2017	2018
COURT TERME	17,27	17,63	17,44	16,40	15,75
- Exportations	15,38	18,78	15,50	0,00	7,68
- Importations	15,21	20,21	15,20	16,84	14,77
- Trésorerie	17,37	17,09	16,82	15,98	15,84
- Autres	15,69	17,80	17,71	16,54	16,06
MOYEN TERME	15,65	15,57	15,83	16,03	14,98
- Habitat	16,48	16,83	16,95	17,05	18,33
- Equipement et divers	15,59	15,52	15,79	16,00	14,93
LONG TERME	15,86	14,79	14,78	14,83	15,36
- Habitat	12,36	13,60	15,59	15,70	18,29
- Equipement et divers	16,20	14,83	14,77	14,82	15,32
MOYENNE GENERALE	16,71	16,85	16,77	16,16	15,47

Source : BRB

ANNEXE 9: TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2014	2015	2016	2017	2018
DEPOTS A VUE (1)	5,23	5,28	4,55	3,18	2,70
COMPTES SUR LIVRETS	7,34	7,75	6,84	5,48	5,54
DEPOTS A TERME	9,91	9,03	7,60	6,94	6,72
1 mois au plus	9,33	8,06	7,47	6,53	6,19
1 an au plus	10,11	9,39	7,21	6,86	6,89
2 ans au plus	11,32	10,90	10,69	10,34	7,58
plus de 2 ans	8,54	10,68	9,58	8,81	7,71
DEPOTS A PREAVIS	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-
BONS DE CAISSE	10,49	8,57	8,03	4,34	-
1 mois au plus	11,50	-	-	-	-
1 an au plus	10,44	8,57	8,03	4,34	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	-	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	8,80	8,70	7,21	5,96	5,43

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

ANNEXE 10: IMPORTATIONS PAR RUBRIQUES DOUANIERES (en MBIF et Tonnes)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2014		2015		2016		2017		2018	
		Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
5206-12	Tissus de coton	1 113,1	170,7	1 150,8	193,1	1 052,9	268,8	5 365,8	929,4	8 836,7	1 339,9
5407- 08	Tissus synthétiques et artificiels continus	211,0	45,6	139,3	31,5	737,4	113,2	4 384,4	606,5	957,0	154,4
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	1 075,6	292,0	1 326,1	276,6	1 165,6	327,8	645,6	234,7	618,3	371,7
5607	Ficelles et cordes	39,1	14,5	24,3	16,1	34,6	10,2	26,9	12,4	101,7	66,5
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	15,4	7,3	4,1	2,8	5,4	0,4	12,3	1,2	18,7	2,4
61	Vêtements et accessoires du vêt., en bonneterie	8 803,9	631,4	6 721,1	566,5	3 659,4	778,4	5 050,7	1 090,6	5 763,1	1 404,6
62	Vêtements et acc. du vêt. autres qu'en bonneterie	3 990,2	1 030,4	14 006,5	825,0	9 807,2	717,1	11 563,9	699,9	11 001,3	698,4
6308-10	Fripierie	12 214,9	10 780,3	13 166,0	11 596,8	14 766,5	11 373,9	20 060,9	14 465,3	20 782,0	14 759,5
64	Chaussures	9 643,8	2 315,2	5 513,2	2 356,3	10 808,8	2 574,7	12 698,2	3 434,8	9 081,2	1 870,8
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	790,0	732,0	484,5	475,4	346,9	419,8	2 943,1	2 302,8	1 141,6	965,5
69	Produits céramiques	6 891,3	9 456,3	7 053,0	10 598,8	7 539,2	13 206,8	9 914,0	17 682,5	7 589,3	15 864,6
70	Autres articles en verre	4 371,1	4 469,5	2 755,5	2 706,2	2 365,2	3 058,1	3 307,9	3 450,2	3 119,6	4 973,3
701090	Bouteilles	5 638,4	6 073,6	7 758,2	7 529,3	7 889,2	7 400,6	3 957,4	4 098,9	4 952,3	4 642,8
72	Fonte, fer et acier	56 501,8	38 179,0	42 438,4	31 725,2	42 306,7	33 285,2	63 985,6	42 715,6	95 172,2	48 583,2
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	27 588,9	12 381,2	21 880,1	10 585,9	20 306,6	12 950,8	17 345,1	10 013,6	17 979,5	10 109,1
76	Ouvrages en aluminium	3 932,0	774,4	2 999,1	764,3	2 147,3	630,6	3 075,2	641,5	2 997,4	769,6
8201-07	Ouvrages divers	1 790,4	736,3	1 618,3	417,8	1 652,5	412,0	1 874,1	484,3	2 587,4	1 186,7
82013010	Houes	951,8	436,3	1 178,3	596,4	1 639,3	911,0	1 856,7	1 135,2	1 427,3	963,1
8212	Rasoirs et leurs lames	128,0	73,1	123,9	56,8	104,1	71,9	185,4	90,5	124,6	67,7
83	Autres ouvrages en métaux communs	5 323,0	1 630,4	5 082,4	1 544,2	5 092,2	1 602,6	6 802,9	2 257,0	4 990,1	1 835,8
8301	Serrures, verrous et cadenas	741,1	343,4	943,2	338,8	858,6	381,6	735,8	357,4	570,7	487,8
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	60 503,2	5 162,1	112 627,3	5 285,7	52 968,0	3 685,0	48 320,4	4 520,5	83 446,1	7 368,4
85	Autres appareils et pièces électriques	86 206,5	5 308,0	109 428,4	4 750,9	42 946,8	3 071,2	39 087,6	3 562,2	65 801,2	4 951,9
8501	Machines génératrices	731,7	64,3	4 292,4	334,7	255,2	13,7	891,1	54,6	303,3	33,4
8504	Transformateurs électriques	2 507,5	217,3	4 293,1	361,0	2 784,0	191,9	3 234,8	367,7	2 101,7	208,1
8506-07	Piles et accumulateurs électriques	7 661,8	1 653,2	5 308,1	1 984,8	8 120,3	2 276,2	9 150,9	2 377,4	8 535,3	2 790,2
8525-29	Appareils de radio	3 933,1	518,0	3 949,4	454,8	14 831,6	375,6	4 175,9	435,6	5 737,7	555,2
87	Autres véhicules et pièces	7 539,0	1 516,5	3 685,0	863,0	4 119,6	743,0	21 560,0	1 630,6	6 812,8	3 012,7
8701	Tracteurs	972,5	95,3	976,0	64,1	987,3	153,9	533,8	71,0	395,2	40,8
8702-03	Voitures automobiles	36 441,6	5 323,6	35 414,7	4 634,9	33 138,2	4 471,3	48 765,5	4 999,7	52 789,8	7 141,4
8704	Camions	13 537,6	1 817,2	20 918,1	2 317,2	13 307,2	2 341,4	23 000,0	3 237,0	22 872,1	5 147,7
8708	Pièces de rechange pour véhicules	9 450,6	920,4	7 571,0	699,5	10 053,3	665,3	6 770,6	784,2	6 891,3	1 136,4
8711-14	Vélos, motos et leurs pièces	12 945,9	2 490,1	13 428,0	2 759,3	10 070,3	2 335,4	9 644,2	2 152,5	9 929,9	2 567,6
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	20 997,4	661,9	23 640,3	1 098,3	15 251,1	757,0	20 616,5	672,1	23 896,8	850,4
92	Instruments de musique d'enregistrement	289,6	81,3	279,5	52,5	317,4	44,9	332,9	67,6	1 040,8	77,9
9401-04	Mobilier et articles de literie	11 655,9	2 267,6	5 831,7	1 589,1	4 476,4	1 042,8	7 687,7	1 554,5	6 224,5	1 650,5
95	Jouets et articles de sport	888,2	337,9	987,4	368,6	4 407,1	699,0	749,8	235,8	4 219,8	707,1
9603	Balais et brosses	257,0	217,9	601,7	191,2	287,3	200,8	265,3	205,5	288,5	231,5
9608	Stylos et crayons à bille	371,4	94,0	2 417,9	150,1	772,4	165,7	1 473,3	159,3	1 116,2	158,8
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	108,4	55,2	48,7	30,4	12,8	5,6	7,3	5,2	13,1	4,2
	Tous autres articles (1)	82 706,6	188 816,3	65 829,3	52 305,7	73 521,3	64 839,0	116 998,2	86 590,3	82 870,3	65 767,3
	TOTAL	1 188 986,0	798 239,0	1 133 893,1	632 337,1	1 019 595,6	708 203,3	1 307 187,7	822 513,7	1 414 662,1	976 693,6

Source: OBR

ANNEXE 11: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en MBIF et en T)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
I. BIENS DE PRODUCTION:	524 889,9	527 676,0	393 350,3	434 471,2	404 539,3	500 023,5	537 693,6	552 643,0	629 446,0	686 635,8
10. Métallurgie	44 402,0	30 614,0	37 408,4	26 324,9	29 596,3	25 262,3	48 625,9	33 775,6	82 689,4	42 222,0
11. Agriculture et élevage	41 757,9	39 371,0	34 520,3	35 835,8	41 575,1	45 368,2	57 722,8	54 631,6	71 873,1	67 638,5
12. Alimentation	70 796,6	100 128,0	53 949,7	72 855,9	63 434,3	103 775,1	110 533,2	140 547,6	85 689,9	128 071,1
13. Textile	981,3	182,0	1 954,3	313,7	1 075,2	188,2	1 132,8	204,5	690,3	265,0
14. Construction	46 293,8	196 533,0	34 169,4	147 229,7	36 048,7	149 118,5	41 142,8	126 018,0	49 998,7	198 450,4
15. Bois	1 267,1	1 684,0	2 296,4	1 915,8	1 650,2	1 260,1	1 113,8	857,3	1 211,9	1 235,9
16. Papier	3 762,5	2 489,0	4 794,2	1 601,8	2 862,3	1 781,4	1 644,4	918,5	2 505,7	1 525,0
17. Cuir	198,6	132,0	374,9	297,2	51,8	17,2	189,9	129,6	256,9	184,6
18. Autres biens de production:	315 430,1	156 543,0	223 882,8	148 096,5	228 245,5	173 252,4	275 588,1	195 560,4	334 530,0	247 043,3
180.Chimiques	13 587,2	6 591,0	14 619,3	8 418,4	14 882,4	7 762,8	23 801,9	7 454,8	23 403,8	8 708,2
181.Combustibles solides	1,7	8,0	0,6	2,7	1 718,4	10 445,8	357,7	1 476,5	204,3	226,8
182. Huiles minérales	258 646,5	132 431,0	179 098,5	126 182,2	173 055,0	140 012,5	218 454,6	175 498,6	274 147,6	221 210,6
183. Autres	43 194,6	17 513,0	30 164,3	13 493,2	38 589,7	15 031,3	32 973,9	11 130,5	36 774,3	16 897,8
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	254 623,3	32 257,0	328 407,7	31 121,2	191 162,5	30 080,6	229 884,5	30 408,0	275 997,2	40 095,6
20. Chaudières,engins mécaniques	60 503,2	5 162,0	112 627,3	5 762,7	52 968,0	3 685,0	48 331,6	4 520,7	83 276,2	7 101,2
21. Pièces et outillages	21 919,8	11 164,0	20 872,0	10 442,9	20 185,4	12 761,3	16 953,3	10 160,8	17 571,0	10 234,9
22. Matériel électrique	93 275,9	6 204,0	121 079,7	6 822,1	59 401,4	5 229,0	51 931,7	5 880,8	75 603,9	6 957,1
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport	53 807,4	7 830,0	49 048,4	6 476,7	43 393,4	7 387,6	90 716,9	8 792,8	68 878,9	12 227,6
24. Autres biens d'équipement	25 116,9	1 897,0	24 780,3	1 616,8	15 214,4	1 017,7	21 951,1	1 052,9	30 667,1	3 574,8
III. BIENS DE CONSOMMATION:	409 472,8	238 306,0	412 135,2	166 744,7	423 893,8	178 099,2	539 609,5	239 462,7	509 218,9	249 962,2
30. Durables:	190 017,6	120 465,0	188 908,3	48 162,1	192 305,6	53 189,4	245 697,2	65 257,2	211 516,4	65 336,2
300. Textiles	52 457,8	82 387,0	47 115,2	15 695,0	41 272,5	15 989,7	78 759,1	24 737,6	55 789,0	18 398,5
301. Véhicules	29 718,6	4 696,0	37 338,9	5 703,0	32 964,1	5 151,2	39 958,0	5 361,1	42 344,3	7 274,6
302 .Autres	107 841,2	33 382,0	104 454,2	26 764,1	118 069,0	32 048,5	126 980,1	35 158,4	113 383,2	39 663,2
31. Non durables:	219 455,2	117 841,0	223 226,9	118 582,6	231 588,2	124 909,8	293 912,3	174 205,5	297 702,4	184 626,0
310. Alimentaires	92 694,8	103 491,0	89 014,7	102 665,4	113 954,8	108 935,2	158 084,4	157 320,4	159 271,9	165 638,3
311. Pharmaceutiques	102 112,7	4 707,0	102 594,9	4 636,3	90 121,9	4 346,7	106 809,7	4 358,2	107 981,7	4 637,9
312. Autres	24 647,7	9 643,0	31 617,3	11 280,8	27 511,5	11 627,9	29 018,2	12 527,0	30 448,8	14 349,7
TOTAL	1 188 986,0	798 239,0	1 133 893,1	632 337,1	1 019 595,6	708 203,3	1 307 187,7	822 513,7	1 414 662,1	976 693,6

Source: OBR

ANNEXE 12 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (en T et en MBIF)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
I. EUROPE	99 466,0	259 073,5	70 201,0	286 325,9	107 263,0	207 412,1	109 323,5	241 807,0	134 943,6	260 568,5
I. Union Européenne	39 706,0	207 440,7	41 870,0	263 814,1	83 074,0	186 487,7	47 833,6	202 307,1	47 274,7	207 212,4
Belgique-Luxembourg	9 143,0	81 512,7	13 940,0	79 523,1	12 060,0	46 595,0	11 388,3	24 956,0	14 338,1	47 858,9
Allemagne	2 975,0	21 022,6	2 927,0	35 314,9	10 312,0	20 567,7	12 056,6	51 595,6	5 359,1	22 362,5
France	8 130,0	38 083,9	9 441,0	38 496,6	7 651,0	45 122,8	939,8	22 015,7	7 223,5	47 454,6
Royaume-Uni	5 237,0	8 756,5	3 806,0	9 484,5	37 060,0	24 205,7	123,8	466,4	2 892,6	14 256,7
Italie	8 073,0	13 149,1	4 714,0	7 995,5	5 549,0	9 901,4	7 852,7	48 885,1	5 390,2	12 742,0
Pays-Bas	4 897,0	24 866,4	5 688,0	64 843,8	1 605,0	11 644,5	105,2	578,8	2 912,7	20 187,8
Danemark	645,0	14 990,6	548,0	23 610,0	995,0	22 238,4	19,6	102,2	1 297,0	28 195,8
Irlande	38,0	128,8	57,0	171,9	1,0	87,5	5 270,7	9 853,5	3 063,0	4 100,5
Espagne	133,0	903,6	264,0	1 334,6	98,0	998,7	2 335,2	20 213,6	222,0	2 502,7
Grèce	5,0	94,4	58,0	243,1	60,0	467,5	2 357,8	2 364,6	56,7	560,8
Portugal	8,0	104,0	7,0	119,1	30,0	46,4	4 242,9	9 872,7	2 571,6	2 589,5
Autres pays de l'U.E	422,0	3 828,1	420,0	2 677,0	7 653,0	4 612,1	1 140,9	11 402,8	1 948,2	4 400,6
2. AUTRES	59 760,0	51 632,8	28 331,0	22 511,8	24 189,0	20 924,4	61 490,0	39 499,9	87 668,9	53 356,1
Suisse	3 759,0	11 439,7	455,0	2 099,7	1 475,0	4 537,5	1 568,8	3 044,6	58,2	2 344,6
Rép. Tchèque	-	19,7	-	-	-	-	11 301,9	13 241,5	8 346,8	11 288,9
Russie	42 641,0	24 821,2	15 600,0	8 745,4	17 038,0	8 941,6	48 517,1	22 972,7	77 933,2	37 830,4
Roumanie	23,0	259,5	14,0	253,6	2,0	217,4	0,2	28,4	-	2,0
Autres pays d'Europe	13 337,0	15 092,7	12 262,0	11 413,1	5 674,0	7 227,9	101,9	212,7	1 330,7	1 890,2
II. ASIE	249 362,0	545 064,3	231 054,7	510 260,5	250 150,0	473 921,6	320 416,4	647 243,9	417 494,9	780 541,8
Japon	4 663,0	30 549,8	4 822,6	31 377,0	4 626,0	31 972,5	94 356,3	112 073,2	13 825,5	54 612,6
Iran	168,0	255,3	-	-	-	-	218,7	876,4	551,5	397,7
Rép. Pop. de Chine	76 964,0	150 514,6	56 709,2	151 757,3	70 212,0	171 009,3	87,7	2 337,8	63 772,7	183 503,7
Union Indienne	48 067,0	128 699,9	57 415,1	115 200,1	88 868,0	142 297,9	406,2	5 873,7	25 931,4	99 781,1
Corée du Sud	331,0	1 502,6	493,7	3 782,7	435,0	3 192,4	2 777,8	5 892,6	592,3	4 845,6
Emirats Arabes Unis			63 643,5	62 003,0	53 020,2	69 238,0	48 475,7	87 849,7	81 122,8	124 525,7
Hong-Kong	124,0	4 919,4	169,8	12 545,5	273,0	1 845,2	225,1	423,4	103,6	27 088,0
Corée du Nord	99,0	726,4	4,5	82,7	41,0	71,1	5 891,4	47 490,0	45,5	118,6
Taiwan	109,0	738,5	28,2	119,1	20,0	123,8	7 598,2	7 513,2	666,9	1 302,7
Bangladesh	66,0	202,5	66,2	295,1	75,0	431,0	69 335,7	184 059,6	260,1	916,1
Pakistan	500,0	676,4	928,3	3 713,2	1 314,0	3 197,8	446,1	646,3	5 455,9	9 755,7
Arabie Saoudite	61 231,0	117 795,7	42 395,7	60 530,1	26 205,0	30 246,6	79 846,6	170 567,6	201 137,2	242 634,1
Autres pays d'Asie	57 040,0	108 483,2	4 377,8	68 854,8	5 060,9	20 296,0	10 751,0	21 640,4	24 029,5	31 060,2
III. AFRIQUE	430 424,0	355 233,1	316 128,9	310 810,9	340 885,0	318 102,5	366 103,7	370 928,3	410 038,0	348 029,9
R.D.C	11 280,0	6 656,2	8 914,4	5 424,3	5 309,0	6 217,1	7 856,0	15 349,0	6 108,3	6 989,4
Tanzanie	255 104,0	101 698,2	161 611,8	84 488,9	149 881,0	84 854,5	12,0	15,0	207 470,4	88 799,8
Kenya	48 253,0	82 114,3	46 978,5	74 925,5	48 360,0	78 657,8	38 886,7	73 559,2	34 790,7	69 955,8
Djibouti			2,4	20,1	6,0	21,6	42 883,3	73 306,2	1,7	4,5
Rwanda	22 837,0	14 452,8	21 999,9	11 577,0	19 130,0	18 636,5	921,0	1 640,2	6 695,2	8 101,8
Ouganda	46 747,0	56 282,7	41 338,2	64 790,5	51 544,0	74 547,8	15 553,2	12 656,0	44 208,1	72 669,8
Zambie	13 710,0	15 431,3	9 860,9	11 319,9	45 974,0	26 650,0	163 183,2	101 589,8	85 916,3	45 203,6
Zimbabwe	76,0	283,1	306,1	562,0	110,0	271,1	85 411,7	51 889,8	36,1	100,1
R.S.A.(1)	20 089,0	44 379,1	17 580,5	37 594,2	15 293,0	12 606,7	0,1	9,8	6 019,0	16 817,6
Autres pays d'Afrique	12 328,0	33 935,4	7 536,3	20 108,5	5 278,0	15 639,4	11 396,4	40 913,3	18 792,2	39 387,5
IV. AMERIQUE	14 696,0	27 069,6	12 622,0	24 781,0	9 722,0	19 161,7	26 360,5	46 621,1	13 773,7	24 459,0
Etats-Unis	2 416,0	16 100,2	4 283,3	16 721,1	6 420,0	15 263,1	8 787,5	33 371,7	6 187,8	17 066,5
Canada	10 047,0	7 681,0	7 952,4	6 403,7	2 905,0	2 635,7	5 699,3	4 970,2	4 912,6	4 619,3
Autres pays d'Amérique	2 233,0	3 288,4	386,3	1 656,2	397,0	1 262,9	11 873,7	8 279,2	2 673,3	2 773,2
V. OCEANIE	4 291,0	2 545,1	2 330,5	1 713,9	183,0	994,0	309,4	587,2	443,5	1 062,9
Australie	4 283,0	2 497,2	2 297,0	1 601,9	130,0	863,0	278,6	549,5	360,2	1 038,0
Nouvelle Zélande	8,0	47,9	33,5	112,0	53,0	131,0	30,8	37,8	83,3	24,9
VI. DIVERS	-	0,4	-0,1	0,9	0,3	3,8	0,2	0,1	-0,1	-0,1
TOTAL	798 239,0	1 188 986,0	632 337,1	1 133 893,1	708 203,3	1 019 595,6	822 513,7	1 307 187,7	976 693,6	1 414 662,1

(1) : R.S.A : République Sud-Africaine

Source : OBR

ANNEXE 13: STRUCTURE DES EXPORTATIONS (*) (en T et en MBIF)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
PRODUITS PRIMAIRES	35 519,0	137 861,1	38 606,2	132 504,3	37 990,5	148 924,4	42 313,1	233 498,0	40 319,8	253 182,4
Café marchand	15 159,0	84 988,4	13 656,7	62 685,7	16 646,0	74 825,1	13 327,5	63 433,4	16 898,7	72 827,9
Coton	58,0	208,3	33,0	91,2	20,0	47,2	17,7	4,6	29,0	12,7
Peaux brutes	1 213,0	6 040,5	3 486,0	7 954,3	971,0	1 773,5	837,8	959,4	1 157,1	2 657,8
Thé	11 021,0	37 513,4	11 145,0	53 630,9	10 873,0	38 250,2	10 421,1	50 068,9	10 525,1	46 407,2
Animaux vivants	2,0	6,5	6,1	8,4	13,0	10,5	0,1	0,1	4,5	16,5
Poissons vivants	7,0	263,6	6,6	246,1	3,0	133,7	-	-	0,0	0,0
Plantes vivantes	36,0	38,0	23,5	30,9	50,0	58,7	47,1	23,4	67,3	
Riz	2,0	1,9	174,0	19,5	-	0,3	-	-		
Ecorces de quinquina	46,0	154,4	23,3	79,9	100,0	331,1	-	-		
Autres	7 975,0	8 646,1	10 052,0	7 757,5	9 314,5	33 494,1	17 661,9	119 008,3	11 638,2	131 260,3
PRODUITS MANUFACTURES	47 306,0	65 982,5	47 151,4	57 441,3	46 623,0	57 385,1	50 811,9	65 002,1	62 898,0	68 073,0
Limonades, eaux gazeuses	33,0	15,3	60,9	26,1	164,0	168,7	59,3	61,1	450,4	373,6
Bouteilles en verre foncé	421,0	691,6	447,4	490,8	391,0	660,0	2 969,5	7 225,3	366,0	735,0
Bières	12 490,0	9 015,7	13 431,6	10 269,7	11 672,0	8 921,8	16 825,3	11 664,9	5 495,0	5 809,1
Cigarettes	557,0	6 022,0	892,0	9 247,7	818,0	8 826,0	1 174,7	11 683,5	489,8	6 445,5
Tissus en coton	32,0	72,7	0,0	0,0	7,0	34,4	3,2	16,8	56,2	120,9
Farine de blé	6 654,0	8 196,2	8 924,9	10 086,9	9 578,0	9 355,8	15 876,4	14 008,9	16 068,5	16 095,3
Farine de maïs	27,0	16,7	48,8	19,8	34,0	15,7	31,3	23,5	3,1	6,3
Ciment portland	141,0	27,0	23,0	14,2	1 561,0	542,8	8,7	4,6	960,8	391,5
Plaques en caoutchouc	-	-	-	-	-	-	-	-		
Sucre cristallisé	-	-	-	-	-	-	4,6	0,1	201,2	300,7
Savons de ménage	7 453,0	12 254,9	8 359,5	10 637,7	5 097,0	7 053,9	1 988,3	2 059,9	1 752,1	2 034,9
Autres (1)	19 498,0	29 670,4	14 963,3	16 648,4	17 301,0	21 806,0	11 870,8	18 253,7	37 054,9	35 760,0
TOTAL	82 825,0	203 843,6	85 757,6	189 945,6	84 613,5	206 309,5	93 125,0	298 500,1	103 217,8	321 255,4

(*) : FOB Bujumbura.

Sources: OBR et OTB.

ANNEXE 14: EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (*) (en T et en MBIF)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
I. EUROPE	14 900	85 034,1	11 963	59 620,1	14 825	71 616	10 245	55 475,0	12 798	67 637,7
1. Union Européenne	7 832	46 742,8	4 482	23 788,8	7 359	35 268	6 499	39 882,6	8 940	49 755,8
Belgique	1 870	10 138,8	1 489	7 616,4	2 437	12 053,1	1 723	14 002,2	2 856,6	21 662,6
Allemagne	2 817	19 626,3	776	2 395,4	2 331	11 992,6	2 740	15 268,5	3 188,0	13 480,9
France	194	1 128,1	62	1 173,6	275	1 527,9	192	832,6	321,7	1 599,1
Royaume-Uni	2 058	8 203,4	1 635	8 963,5	1 936	7 663,1	1 651	8 461,6	1 767,8	8 146,4
Italie	568	4 756,4	183	2 164,1	200	937,6	99	446,5	303,3	1 941,5
Pays-Bas	209	1 985,0	46	678,4	113	719,7	34	398,1	428,2	2 512,5
Danemark	0	0	0	8,6	19	89,2	0,2	1,0	1,5	7,6
Autres pays de l' U.E.	116	904,8	291	788,8	48	284,6	59	472,2	72,7	405,24593
2. Autres	7 068	38 291,3	7 481	35 831,3	7 466	36 349	3 746	15 592	3 859	17 882
Russie	0	0	0	0	0	0	58	309,7	212,3	594,1
Suisse	7 068	38 291,3	7 477	35 825,8	7 466	36 348,5	3 689	15 282,7	3 563,0	16 884,4
Autres pays d'Europe									83,3	403,4
II. ASIE	11 811	37 147,7	13 633	49 074,3	11 830	55 928,3	9 935	146 919,9	13 846	161 198,9
Japon	49	536,8	57	675,3	41	204,4	27	318,1	29,8	295,3
Union des Emirats Arabes	2 921	1 245,5	3 602	1 289,2	3 320	26 550,4	1 062	104 119,4	803,5	109 306,2
Oman	1 145	3 857,5	1 154	5 402,8	1 087	3 825,0	370	5 472,9	2 726,9	5 609,3
Singapour	1 197	6 397,1	1 718	8 319,9	859	3 272,6	1 543	7 881,3	1 813,6	10 375,6
Chine	230	3 936,5	1 022	3 202,5	509	1 844,1	687	3 859,4	2 198,8	9 935,1
Inde	289	374,9	313	249,7	26	131,9	383	505,8	860,6	866,8
Arabie Saoudite	0	0	0	0	0	0	19,2	34,2	1,1	21,4
Pakistan	5 510	18 756,7	5 443	26 211,6	5 438	19 125,1	5 061	24 347,8	5 306,3	23 440,7
Autres pays	470	2 042,7	324	3 723,3	550	974,8	783	381,0	105,3	1 348,515934
III. AFRIQUE	55 781	79 289,2	59 759	78 464,3	57 499	73 902,6	72 364	90 472,1	75 820,3	87 829,2
RDC(2)	27 588	38 080,8	29 150	36 665,3	30 974	34 624,8	40 179	46 792,1	33 789,6	33 711,1
Tanzanie	8 223	3 341,5	8 885	3 211,5	7 385	2 058,1	7 889	2 242,5	11 090,3	4 492
Kenya	1 296	1 858,0	1 802	3 732,1	2 141	4 144,3	7 732	6 298,6	8 948,9	7 486,4
Rwanda	7 822	11 199,2	9 460	8 965,1	6 775	8 253,3	3 655	4 714,2	3 602,2	9 693,6
Zambie	130	363,2	46	456,2	124	1 317,4	181	2 029,5	183,0	2 017
Ouganda	6 666	5 836,2	6 990	6 519,5	6 614	6 364,9	9 119	7 225,4	13 531,3	7 906,8
République Sud-Africaine	82	1 767,2	5	46,6	64	267,4	25,3	124,0	103,4	291,4
Egypte	2 757	9 384,6	2 786	13 407,7	2 718	9 562,6	2 536	12 286,4	2 583,3	11 544
Autres pays	1 217	7 458,5	635	5 460,3	704	7 309,8	1 047	8 759,4	1 988,3	10 686,9
IV. AMERIQUE	244	1 785,5	370	2 561,3	397	4 345,4	458	4 270,3	701,6	4 305,9
Etats-Unis	172	1 250,6	294	2 162,1	322	3 945,9	389	3 698,1	565,1	3 636,5
Canada	72	534,9	76	396,6	68	367,3	66	566,6	115,4	587,3
Autres pays d'amérique	29	13,1	0	2,6	7	32,2	3	5,6	21,1	82,1
V. OCEANIE	57	573,0	32	225,7	28	263,3	1	173,9	51,6	284,1
Australie	57	573,0	32	225,7	28	263,3	1	173,9	37,7	219
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	13,9	65,1
VI. DIVERS	32	14,1	0	0	35	253,6	122	1 189,1	0	0
TOTAL	82 825	203 843,6	85 758	189 945,7	84 614	206 309,5	93 125	298 500,1	103 217,8	321 255,8

Source: OBR

ANNEXE 15 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en MBIF)

	2014	2015	2016	2017	2018 (p.)
Position extérieure nette	-1 204 677,1	-1 740 524,0	-2 265 158,2	-2 591 201,6	-3 007 676,6
Avoirs	1 303 328,9	1 063 384,7	1 019 966,1	1 203 269,5	1 260 936,0
Investissements directs à l'étranger	4 049,6	4 288,8	4 349,1	4 366,3	4 366,3
Investissements de portefeuille	251 089,6	251 089,6	251 089,6	251 089,6	251 089,6
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	545 858,5	577 876,3	593 916,4	757 626,0	868 843,8
-crédits commerciaux	343 093,0	367 842,5	465 517,2	608 577,3	728 968,8
-Monnaie fiduciaire et dépôts	199 538,8	206 807,1	125 172,5	145 822,0	136 648,4
-Autres avoirs	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7
Avoirs de réserve	502 331,2	230 130,0	170 611,0	190 187,6	136 636,3
Engagements	2 508 006,0	2 803 908,7	3 285 124,3	3 794 471,2	4 268 612,7
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	329 505,6	407 507,7	407 599,4	408 146,6	409 900,5
Investissements de portefeuille	6 312,5	6 312,5	6 312,5	6 312,5	6 312,5
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	2 129 989,4	2 337 442,0	2 824 761,4	3 338 585,9	3 812 538,8
-Crédits commerciaux	1 121 680,5	1 309 631,1	1 740 195,8	2 229 812,0	2 700 457,6
-Prêts	860 557,1	877 837,4	944 630,2	947 564,6	927 138,8
.Autorités monétaires	203 993,4	186 603,0	219 999,4	224 759,7	194 070,7
.Administrations publiques	656 563,7	691 234,4	724 630,8	722 804,9	733 068,1
.Banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Monnaie fiduciaire et dépôts	147 751,8	149 973,5	139 935,4	161 209,3	184 942,4
Autres engagements	42 198,5	52 646,5	46 451,0	41 426,2	39 860,9

Source: BRB

